

L'Observateur^{ocde}

N° 237 – Mai 2003

www.observateurocde.org

Allemagne : choix décisifs

Le défi de Cancún

Tourisme en difficulté

Mensonges et statistiques

Attention : astéroïdes

Cap sur la croissance

$\epsilon_{22|73P(F)}_3$

FORUM 2003 DE L'OCDE

● Croissance ● Développement ● Prospérité

OCDE



Services en ligne de l'OCDE

SourceOCDE

www.SourceOCDE.org

Un seul abonnement institutionnel
permet un accès illimité
aux ouvrages, périodiques
et statistiques de l'OCDE en ligne

OECD *direct*

www.oecd.org/OECDdirect

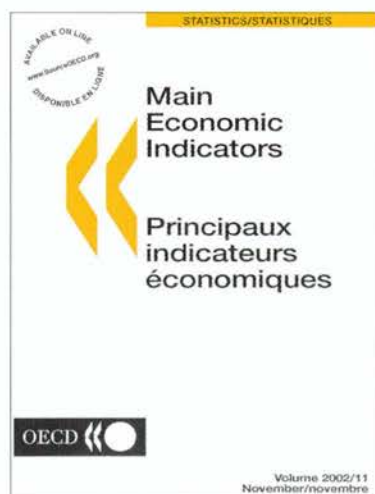
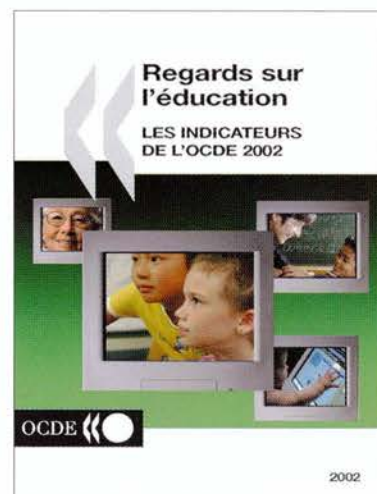
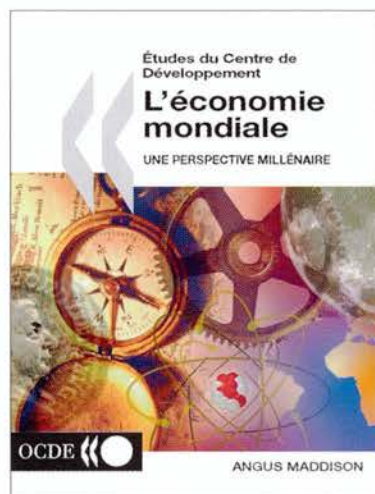
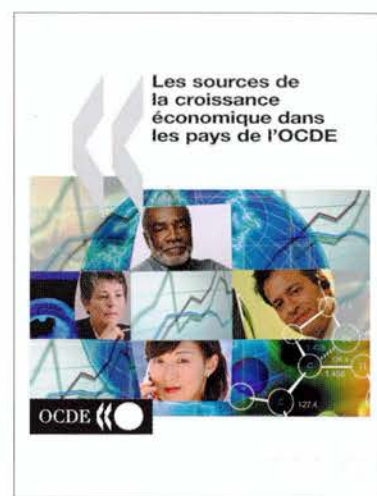
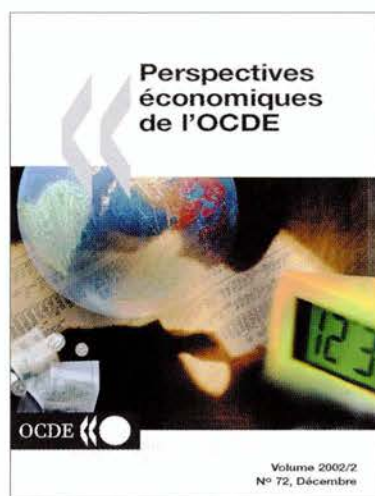
Soyez le premier informé
grâce à notre service d'information
e-mail gratuit personnalisé.

OECD
ONLINE BOOKSHOP

www.oecd.org/bookshop

Choisissez dans notre catalogue
en ligne (versions papier,
électronique et CD-ROM)
- et maintenant,
pay-per-view.

Bestsellers



Sommaire

COURRIER DES LECTEURS

- 2 Réalité économique ; « Appellation contrôlée » en Chine

ÉDITORIAL

- 3 Multilatéralisme : avons-nous le choix ?
Donald J. Johnston

COMMENTAIRE

- 4 Partager la croissance et le développement
Helen Clark

EN BREF

- 6 Diplôme d'excellence ; Gouvernement d'entreprise ; Progrès russes ; L'investissement en Afrique ; Ralentissement économique ; Chômage en légère hausse

ÉCONOMIE

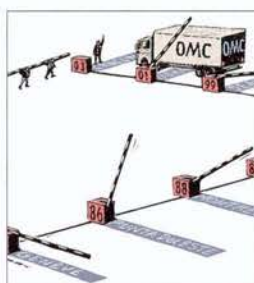
- 9 Croissance économique : une question de structure
Jean-Philippe Cotis
- 12 Allemagne : des réformes s'imposent
Eckhard Würzel
- 15 L'économie du numérique : en marche vers la croissance
Dirk Pilat
- 18 Le tourisme broie du noir
Interview avec *Peter Keller*
- 21 Accueillie à bras ouverts : l'entreprise au service de l'économie locale
Alistair Nolan

ÉCHANGES ET DÉVELOPPEMENT

- 24 Cancùn : un chemin parsemé d'embûches
Jean-Marie Metzger
- 26 Échanges, dettes et développement
Peter Walkenhorst
- 28 La santé, pierre angulaire du développement
Jean Lennox et Dag Ehrenpreis



La croissance au programme, page 9



Sur le chemin de Cancùn, page 24



Santé et développement, page 28



Risques cosmiques, page 39

PODIUM

- 31 La voie économique à suivre : une vision syndicale
Kenneth V. Georgetti
- 32 La société civile à une heure d'incertitude mondiale
Kumi Naidoo
- 34 Les clés de la croissance et de la prospérité mondiales
Phil Swan

SCIENCE

- 36 Les nanotechnologies changent d'échelle
Emmanuel Hassan et Jerry Sheehan
- 39 Les astéroïdes et autres géocroiseurs : du risque à la réalité
Clark R. Chapman
- 41 Une science à portée de tous

OCDE.ORG

- 42 Un marché du travail plus ouvert ; Partenariat contre les maladies infectieuses ; Gain net pour la pêche ; Les biotechnologies agricoles ; Nomination des Ambassadeurs
- 44 Calendrier

LIVRES

- 45 Risques futurs ; L'innovation sur le campus ; Une énergie intelligente ; L'Afrique au ralenti ; Marché conclu ; Le juste prix de la santé
- 46 Nouvelles publications
- 50 **Bon de commande**

BANQUE DE DONNÉES

- 51 Mensonges et statistiques : donner du sens aux chiffres
Enrico Giovannini
- 53 L'aide en hausse ; Les femmes et l'emploi en Italie ; IDE : percée de la Chine ; L'avenir sourit aux télécoms
- 54 Indicateurs

L'Observateur^{ocde}

www.observateurocde.org
© OCDE 2003

Abonnement 2003 :
€50 – US\$50 – £30 – ¥5 900
ISSN 0304-3390
Tél. : +33 (0) 1 45 24 82 00
Télécopie : +33 (0) 1 45 24 82 10
sales@oecd.org

Créé en 1962
Le magazine de l'Organisation de coopération
et de développement économiques

Les éditions de l'OCDE
2, rue André-Pascal
75775 Paris, cedex 16, France
observer@oecd.org
www.oecd.org

Publié en français et en anglais
par l'OCDE et Financial Times Business Ltd,
Tabernacle Court, 16-28 Tabernacle Street,
London EC2A 4DD. Tél. : +44 (0)20 7382 8000

RÉDACTEUR EN CHEF :
Rory J. Clarke
RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT :
Sue Kendall-Bilicki
RÉDACTEUR STATISTIQUES :
Eileen Capped
ASSISTANTES :
Carine de Barbeyrac, Karen Politis,
Claire Geyelin, Paola Bertho
RECHERCHE PHOTOGRAPHIQUE :
Silvia Thompson
VERSION INTERNET :
Rory Clarke, Sue Kendall-Bilicki
LOGO :
Café Crème
CHEF DE PRODUCTION (FTB) :
Mhairi Swann
MISE EN PAGE (FTB) :
Celine Bjelvelid, Mellisa Atkins
REALISATION DE LA COUVERTURE
Paramjit Virdee
RESPONSABLE D'ÉDITION (FTB) :
Angus Cushley

RESPONSABLE DE LA PUBLICITÉ (FTB) :
Neil Barwick, +44 (0)20 7382 8074

IMPRESSION :
St Ives

Les demandes de reproduction ou
de traduction totales ou partielles
des articles de l'Observateur de
l'OCDE doivent être adressées au
rédacteur en chef de l'OCDE :
2 rue André-Pascal,
75775 Paris, cedex 16, France.

Les articles signés expriment l'opinion de
leurs auteurs et non pas nécessairement
celle de l'OCDE.

Les articles reproduits ou traduits doivent être
accompagnés de la mention « Reproduit (ou
traduit) de l'Observateur de l'OCDE » et de la
date du numéro. Les articles signés ne
peuvent être reproduits ou traduits qu'avec
leur signature. Deux exemplaires significatifs
doivent être envoyés au rédacteur en chef.
Toute correspondance doit être adressée au
rédacteur en chef. La rédaction n'est pas
tenue de rendre des manuscrits non sollicités.

FT Business
FINANCIAL TIMES

Réalité économique

Vos articles sur nos perspectives
d'avenir (*L'Observateur* N° 235)
présentent des points de vue
intéressants sur différents
modèles de prospérité, de
croissance et de reprise. Mais vu
du terrain, la situation prête
beaucoup moins à l'optimisme.

Ma femme et moi travaillons
actuellement à Manhattan, nous
sommes propriétaires d'un
appartement et attendons notre
premier enfant. Je travaille dans
les technologies de l'information
(TI) et je vis bien depuis
l'envolée de la nouvelle
économie. Mais la guerre,
conjugée aux effets de la
période écoulée depuis le
11 septembre 2001, nous a
rendus plutôt inquiets à propos
de l'avenir.

De nombreuses entreprises de
la région de New York
congéduent leurs employés à un
rythme alarmant, et il semble
qu'il y ait peu d'offres d'emplois.
Des amis sont sans travail depuis
un moment ; peu d'entre eux
pensaient qu'ils seraient toujours
à la recherche d'un emploi après
autant de temps. On est
décidément bien loin des beaux
jours de la nouvelle économie !
Aujourd'hui, la plupart des
entreprises sont davantage
intéressées par les hausses de
« productivité » que par
l'augmentation de leurs effectifs.

Un de mes amis, spécialisé
dans le recrutement dans les
banques d'affaires, est au
chômage depuis près de deux
ans. Il estime que son domaine
d'activités dans le secteur
financier a enregistré une baisse
d'un cinquième depuis le
11 septembre. Merrill Lynch a
récemment annoncé des
licenciements. L'administration
de la ville de New York doit se
séparer de quelque
3 800 employés, et 3 200 autres
pourraient subir le même sort.
Les services collectifs et sociaux

sont réduits au strict minimum.
Même les pompiers, les « héros »
du 11 septembre, prévoient de
fermer une demi-douzaine de
casernes dans la ville.

Des gens comme ma femme et
moi doivent compter sur la bulle
immobilière, maintenue par la
faiblesse des taux d'intérêts, pour
chercher la stabilité. Cela
implique toutefois un
endettement accru. Et peut-être
que cette bulle éclatera à son
tour. Il n'est pas facile d'essayer
de rester confiant lorsque le
marché boursier va mal.
Personne n'est sûr que les
réductions d'impôts que vous
mettez en avant auront lieu.

Ces questions économiques de
fond sont pratiquement ignorées
par les principaux médias et par
l'opinion publique en général
pendant le conflit irakien.

Eugene Clarke
New York, États-Unis.

« Appellation contrôlée » en Chine

J'avoue être perplexe quant aux
motivations qui poussent une
organisation à vocation
internationale comme l'OCDE à
continuer de faire référence à
Taiwan en parlant du « Taipei
chinois ». Si cet état de fait est
probablement le fruit d'un accord
entre l'Organisation et la Chine
continentale, il y a néanmoins
une incohérence à s'exprimer de
la sorte ; existant en tant que telle
depuis 1949, Taiwan est devenue
une démocratie moderne et
dynamique représentative de
celles que l'OCDE appelle de ses
vœux.

Pour certains, argumenter ainsi
autour d'une appellation pourrait
sembler un débat purement
sémantique, mais à mes yeux, cela
dénote plutôt de la part de
l'OCDE une réticence à prendre
acte de la place de Taiwan dans le
monde. Si je ne suis pas sans
savoir que l'OCDE cherche à
tisser des liens avec la Chine,

permettre à la Chine d'imposer
ainsi l'appellation de l'île consiste
à reconnaître le mépris que la
Chine éprouve pour Taiwan, et
nier l'existence d'un des exemples
les plus emblématiques de
libéralisation économique et
sociale dans la Chine
contemporaine.

La crise actuelle du SRAS
illustre parfaitement les
conséquences que peut avoir un
tel raisonnement : si
l'Organisation mondiale de la
santé achemine de l'aide un peu
partout en Asie, et notamment
en Chine, son refus de
reconnaître Taiwan a de fait privé
l'île d'une assistance médicale
pourtant bien nécessaire.

Que les principaux pays
membres de l'OCDE eux-mêmes
reconnaissent Taiwan sous cette
dénomination (il suffit de visiter
leurs sites Internet) rend la
position de l'OCDE encore plus
illogique. L'appellation de
« Taipei chinois » apparaît peut-
être comme un compromis pour
l'OCDE, mais si l'Organisation
souhaite vraiment satisfaire les
Chinois, elle pourrait aussi bien
qualifier les habitants de Taiwan
comme le font certains Chinois,
en les traitant de « dissidents
contre-révolutionnaires ».

Zheng Yan Li
Toronto, Canada

À la une

Cap sur la croissance
Réalisation de la couverture :
Paramjit Virdee, FT Business

La croissance
s'est ralentie
dans la zone
OCDE, une
faillie semble
s'être
ouverte
entre les
performances
économiques des États-Unis,
d'une part, et celles de l'Europe
et du Japon, d'autre part. Pour
réduire cet écart et renouer avec
la croissance à long terme, des
réformes structurelles en Europe
et au Japon semblent inévitables.



Multilatéralisme : avons-nous le choix ?

Donald J. Johnston, Secrétaire général de l'OCDE

Certains observateurs estiment que les désaccords au sujet de l'Irak ont mis à mal le multilatéralisme. J'ai moi-même participé récemment à des débats où il était question des moyens de remettre sur les rails les relations transatlantiques. Ces relations se seraient « effilochées » ou auraient subi des « dommages irréparables ». Mais en est-on si sûr ?

J'ai suffisamment d'expérience pour éviter de verser dans ce type de discours passionnel, mais je m'étonne que certains hommes politiques et observateurs s'en fassent l'écho à grands coups de déclarations tonitruantes et tentent d'en convaincre l'opinion publique.

Il fut un temps, pas si éloigné, où un affrontement verbal musclé entre des chefs d'État ou même des ministres pouvait compromettre les relations bilatérales ou multilatérales. Ce n'est pas le moindre des mérites de la mondialisation que d'avoir mis fin à cette époque-là. Cependant, ce passé n'est peut-être pas suffisamment révolu pour éviter certaines sottises, si vous me permettez l'expression, que l'on voit éclore en marge de l'affaire iraquienne.

Lorsque je lis que des Américains versent du vin français dans les caniveaux, je ne peux que m'inquiéter du message qu'ils reçoivent et de la logique qui sous-tend leurs actes. S'agit-il d'ignorance ou simplement d'une incapacité à analyser les questions sérieusement ? Pensent-ils vraiment que la meilleure façon de manifester leur opposition à la politique du gouvernement français consiste à punir

de marché. De tels actes se sont déjà produits dans le passé et l'on peut espérer que le bon sens finira par l'emporter.

En revanche, la question du bien-fondé de l'intervention militaire en Irak alimentera encore les débats pendant des années, voire des décennies ou plus. Si elle n'a pas emporté une large adhésion « multilatérale », cette intervention a néanmoins eu lieu et la vie continue. Or aujourd'hui, qu'on le veuille ou non, la vie est multilatérale.

À mon entrée dans la vie publique, dans les années 1970, le multilatéralisme s'exprimait de façon bien différente. Il était incarné par les Nations unies, le GATT, l'OCDE, la Banque mondiale et les nombreux autres organes internationaux, embryonnaires pour certains, plus aboutis pour d'autres.

Aujourd'hui, je perçois le multilatéralisme sous un angle différent. Il s'agit véritablement d'une combinaison ou d'un point de rencontre entre ces relations intergouvernementales et le phénomène de la mondialisation. L'économie s'est mondialisée, la culture s'est mondialisée, l'éducation s'est mondialisée ; même la jeunesse est à présent mondialisée, parcourant la planète comme jamais ceux de ma génération n'ont eu les moyens de le faire.

Quoi que puissent en penser les dirigeants et leurs conseillers, le fait est qu'une déclaration prononcée par l'une ou l'autre partie dans un débat ne saurait défaire ou détruire le lien qui unit l'Europe à l'Amérique du Nord et au reste du monde. Lorsque je rencontre des économistes chinois qui parlent couramment l'anglais ou le français et qui connaissent aussi bien que moi la géographie du Canada, je ne peux que m'en réjouir. Ces liens solides tissés par la mondialisation assureront l'avenir de l'humanité. C'est l'espoir que je nourris.

Le multilatéralisme est au cœur du mandat de l'OCDE. Il paraissait bien se porter au moment de notre réunion annuelle du Conseil au niveau des ministres, et nous avons l'intention qu'il en aille de même au niveau intergouvernemental. Et nous réussissons. Car même si nous devions échouer dans la mission spécifique qui est la nôtre, le véritable multilatéralisme, c'est-à-dire celui qui compte dans la vie quotidienne de chacun, ne se joue pas dans les enceintes du pouvoir politique. Il réside dans la mondialisation des marchés, des cultures et des idées, dans l'interdépendance qui a été instituée au sein du village mondial du XXI^e siècle. ■

La question du bien-fondé de l'intervention militaire en Irak alimentera encore les débats pendant des années, voire des décennies ou plus. Si elle n'a pas emporté une large adhésion « multilatérale », cette intervention a néanmoins eu lieu et la vie continue. Or, qu'on le veuille ou non, la vie est aujourd'hui multilatérale.

non seulement les viticulteurs français, mais aussi les cavistes et marchands de vin de leur propre pays ? Et que dire du boycott de Coca-Cola par certains Européens, qui ne savent peut-être pas que cette boisson est fabriquée en Europe par des Européens ? Ou encore de ce médecin allemand du Schleswig-Holstein, évoqué dans *The Economist*, qui a fait savoir qu'il ne soignerait plus de patients britanniques ou américains ni leurs sympathisants ?

Certes, ce ne sont là que de regrettables gesticulations, dont se délectent des médias toujours en quête de sensationnel et de parts



Partager la croissance et le développement

Helen Clark, Premier ministre de la Nouvelle-Zélande, Présidente du Conseil de l'OCDE réuni au niveau des ministres de 2003

L'OCDE est née, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, d'un double sentiment d'interdépendance : entre nations et entre sécurité et développement économique. À certains égards, la situation internationale actuelle nous ramène à ce point de départ. Le Conseil de l'OCDE réuni au niveau des ministres et le Forum qui le précède sont l'occasion pour les ministres et la société civile de dresser le bilan des actions accomplies au cours du demi-siècle qui s'est écoulé et de redéfinir les orientations politiques en vue de favoriser une croissance et un développement partagés.

Au cours de ces 30 derniers mois, plusieurs réunions internationales à haut niveau ont eu lieu à cet effet. Le Sommet du millénaire des Nations unies, la Conférence internationale de Monterrey sur le financement du développement, le Sommet mondial de l'alimentation de la FAO, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, ainsi que le Sommet mondial pour le développement durable ont en effet tous défini des objectifs en termes de croissance et de développement. Je pense que l'engagement direct des dirigeants et des ministres a permis, au fil du temps, d'affirmer une volonté internationale de répondre aux besoins des générations présentes et futures et de mettre au point les instruments adéquats.

Nous venons de connaître une phase d'expansion sans précédent de la prospérité qui a permis d'éloigner des centaines de millions de personnes de la pauvreté. Ceci tient aux progrès technologiques, à l'absence de grand conflit international depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ainsi qu'à la croissance des échanges et de l'investissement. Des organisations internationales comme l'OCDE ont aussi apporté leur pierre à l'édifice en définissant un ensemble de règles et des approches concertées de l'action publique. La mondialisation a enfin élargi la notion de responsabilité partagée.

Cette année, le Conseil de l'OCDE au niveau des ministres étudie la façon dont les gouvernements peuvent favoriser la confiance dans l'économie internationale et surtout les mesures permettant d'assurer une croissance durable et un développement bénéfique à tous pour le long terme. Le processus de l'OCDE, qui réunit les travaux analytiques du Secrétariat de l'Organisation et les perspectives des gouvernements des pays membres, convient tout à fait à de larges échanges de ce type. Je me réjouis de cette occasion donnée à la Nouvelle-Zélande de présider cette réunion.

J'imagine que nos discussions porteront sur des sujets, comme la prise en compte des tendances démographiques et les manières de favoriser une plus grande participation de la main-d'œuvre, l'utilisation de la technologie et de l'innovation, la formation de nos populations aux compétences que demande l'économie de la connaissance, les politiques commerciales porteuses pour les pays

Je pense que l'engagement direct des dirigeants et des ministres a permis, au fil du temps, d'affirmer une volonté internationale de répondre aux besoins des générations présentes et futures.

membres et les pays en développement, la transparence des systèmes financiers et les pratiques de gouvernement d'entreprise qui permettent d'asseoir la croissance sur des bases solides.

Il est essentiel que l'OCDE se tourne vers l'extérieur. L'impact de l'action de nos gouvernements sur les pays en développement est d'ailleurs l'un des thèmes de la réunion. Nous nous félicitons que des ministres de grands pays, qui ne sont pas membres de l'OCDE, se joignent à nos discussions sur le partage des fruits de la mondialisation et sur la façon de relancer les négociations au sein de l'OMC sur le Programme de Doha pour le développement, qui en sont à un stade critique.

J'aimerais vous faire part de quelques réflexions sur l'approche adoptée par la Nouvelle-Zélande dans les domaines traités par l'OCDE. Pour définir ses orientations, notre gouvernement a bénéficié de l'expérience internationale. Nous avons élaboré un Cadre pour la croissance et l'innovation en vue d'amener notre pays à se doter des compétences, des infrastructures et des liens internationaux permettant de tirer parti de nos propres innovations et d'affirmer la réussite de la Nouvelle-Zélande en tant que société fondée sur la connaissance. À ce Cadre vient s'ajouter le Programme d'action du gouvernement pour le développement durable, qui comprend les dimensions économiques, environnementales et sociales. Tout en apportant une impulsion stratégique, notre gouvernement travaille à nouer des partenariats avec les entreprises et la société civile.

Le Forum de l'OCDE qui précède la réunion ministérielle permet à un large éventail de parties intéressées d'échanger des réflexions sur le thème « Croissance, développement, prospérité ». Je me réjouis d'avoir l'occasion de m'exprimer au Forum et de prendre connaissance des autres interventions.

Je pense qu'un large consensus se dégagera entre les ministres des pays de l'OCDE sur la nature des défis que nous allons tous devoir relever. Il n'existe pas une seule façon de faire ; les gouvernements devront prendre des décisions qui tiennent compte de leur propre situation et des préférences de leur population. Mais c'est un avantage inestimable que de pouvoir partager nos expériences et de mieux comprendre les problèmes qui nous attendent. ■

Si vous ne pouvez pas mesurer l'étendue des besoins, vous ne pouvez pas les gérer

« Si vous ne pouvez pas mesurer l'étendue des besoins, vous ne pouvez pas les gérer. » Comme l'indiquait Monsieur Trevor Manuel, Ministre des Finances de l'Afrique du Sud, lors d'un atelier tenu au Cap en avril 2002, dans son pays les parties prenantes s'efforcent de trouver un consensus sur des indicateurs capables de mesurer les progrès de développement. Jusqu'à présent, dans le monde en développement, les capacités d'élaborer les statistiques nécessaires au suivi des améliorations sont restées limitées ou ont résulté principalement de décisions ad-hoc.

Confrontés à l'obligation d'utiliser au mieux leurs ressources affectées aux pays les plus pauvres, les partenaires au développement se préoccupent maintenant de l'efficacité de l'Aide. Les principaux éléments objectifs d'appréciation requis pour l'évaluation des performances des contributions au développement proviennent principalement des systèmes statistiques. Sans pouvoir évaluer l'impact des efforts faits pour réduire la pauvreté, ces efforts sont déployés sans visibilité. La Statistique doit apporter l'éclairage nécessaire pour voir le cheminement vers un développement durable.

La statistique

Malheureusement, la statistique est perçue comme ennuyeuse, ce qui a entravé l'investissement dans la gouvernance statistique. Contrairement à celui réservé à la santé, l'agriculture ou la nutrition, l'investissement pour la statistique est peu prisé par le grand public. Pourtant, sans les statistiques évaluant les bénéfices apportés par les programmes sociaux, qui peut affirmer que l'argent a été bien utilisé ?

Pour atteindre nos objectifs communs de développement – y compris les Objectifs de développement du millénaire (ODM) inscrits en 2000 dans la Déclaration du millénaire – à tous les niveaux, les acteurs du développement doivent travailler main dans la main. Si évaluer les progrès du développement n'est pas considéré comme l'un des coûts attaché à la poursuite des ODM, alors nous serons collectivement incapables de placer les signataires de la déclaration devant leurs responsabilités.

Les données sur les progrès accomplis par un pays



doivent provenir du pays lui-même. Il est maintenant demandé aux statisticiens de relever de nouveaux défis, la bonne gouvernance est largement considérée comme un préalable au développement, et des statistiques servent à calibrer les indicateurs de gouvernance. La statistique est elle-même un élément de la bonne gouvernance. Bien que les gouvernements en soient les principaux utilisateurs, les statistiques doivent être accessibles par le grand public et la société civile afin de placer les gouvernements face à leurs responsabilités. Les statistiques sont indispensables au processus démocratique ; elles permettent la transparence et la responsabilité, et fournissent l'information de

et régionales africaines, pour promouvoir des stratégies nationales visant un usage efficace de l'information et de la statistique dans les processus de développement.

Hébergé par la Direction de la coopération pour le développement de l'OCDE, PARIS21 vise à promouvoir la formulation et le suivi de politiques fondées sur des données concrètes. Nous nous attachons à promouvoir des statistiques de grande qualité, à rendre parlantes ces données et à concevoir de solides politiques de réduction de la pauvreté. Notre rôle à PARIS21 est d'encourager un dialogue réel entre ceux qui produisent des données pour le développement et ceux qui les utilisent, en contribuant à la tenue de manifestations internationales, en appuyant des activités nationales, en organisant des ateliers régionaux et en accueillant des équipes de travail thématiques. PARIS21 encourage activement la coopération sud-sud, l'échange d'expériences entre les pays de la région, renforçant ainsi l'approche 'revue par les pairs' du NEPAD.

Des initiatives telles que le NEPAD se font l'écho de l'appel au débat sur comment fournir l'information et la statistique dans les pays en développement. Pour accélérer le rythme des

Les statistiques sont indispensables au processus démocratique ; elles permettent la transparence et la responsabilité

référence permettant aux investisseurs privés d'étayer leurs décisions. C'est pour ces raisons qu'il est crucial d'appuyer les services de statistiques des pays en développement dans leur soutien à la formulation et à la mise en œuvre des politiques de réduction de la pauvreté ainsi qu'au suivi de leurs impacts.

Le partenariat

Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) met en avant les principes d'appropriation nationale, de transparence, de bonne gouvernance, ainsi que la lutte contre la pauvreté. À ces principes s'ajoutent ceux du Partenariat statistique au service du développement au XXIème siècle (PARIS21) dans son effort collectif mené avec les instances nationales, internationales

transformations, cette demande doit être satisfaite par un changement de culture, et par la communication entre les professionnels d'un pays à l'autre et d'une spécialité à l'autre.

PARIS21 existe pour faciliter cette communication et nous nous reconnaissons des affinités avec la mission de l'Observateur de l'OCDE, car nous servons chacun d'espace de dialogue pour les questions relevant de la politique de développement. PARIS21 complimente l'Observateur pour ses 40 ans de dévouement au service de l'OCDE et au-delà de celui de la communauté des experts en formulation des politiques. Nous saluons ce que vous faites pour ouvrir le débat sur des thèmes importants et nous vous souhaitons de continuer avec toujours plus de succès.

• En bref •

Diplôme d'excellence

Andreas Schleicher, chef de la Division des indicateurs de l'éducation de l'OCDE, a remporté un prix allemand pour son travail sur le bilan qu'a dressé l'OCDE sur le système éducatif de l'Allemagne. En avril, le prestigieux prix Theodor Heuss lui a été remis pour les travaux qu'il a accomplis.

M. Schleicher est chargé de coordonner le Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA). Cette enquête, réalisée sur trois ans au sujet des connaissances et des compétences des jeunes de 15 ans, a pour objet d'évaluer le niveau des élèves en compréhension écrite, en mathématiques et en sciences, ainsi que d'analyser les

facteurs qui favorisent la réussite dans les études et qui préparent au mieux les jeunes à participer pleinement à la société. Sur les 32 pays soumis à l'enquête réalisée en 2000, l'Allemagne a affiché l'un des plus grands écarts entre les meilleurs élèves et les moins bons, ainsi que des performances inférieures à la moyenne de l'OCDE. Depuis la parution des résultats l'an dernier, le PISA a fait l'objet d'un débat houleux en Allemagne, en particulier au sein des médias.

Toutefois, comme l'a fait observer M. Schleicher : « l'objet de cette étude est non pas de déterminer si les performances de tel pays sont meilleures ou pires que

celles de tel autre, mais plutôt d'indiquer les aspects des systèmes éducatifs susceptibles d'être améliorés et les dispositions à prendre pour aller de l'avant ; l'Allemagne, pour sa part, a pris cette enquête au sérieux. »

Ce prix, qui vise à honorer un « comportement démocratique exemplaire », a été décerné à M. Schleicher pour le rôle qu'il a joué en réorientant un débat partisan et idéologique au sujet des résultats de l'Allemagne en un examen stratégique de la politique de l'éducation.

Parmi les autres bénéficiaires de ce prix figurent l'homme d'État, Vaclav Havel, le philosophe, Jürgen Habermas, l'auteur, Günter Grass, et Peter Eiger, Président de Transparency International. ■

• Voir : <http://www.pisa.oecd.org/>

Gouvernement d'entreprise

La Table ronde asiatique sur le gouvernement d'entreprise, organisée par l'OCDE en partenariat avec la Banque mondiale, s'est réunie à Kuala Lumpur (Malaisie) en mars pour définir les priorités régionales en matière de réforme et élaborer un Livre blanc sur le gouvernement d'entreprise en Asie. Le Livre blanc, qui doit être publié à Tokyo le 11 juin 2003, présentera un programme d'action commun pour la réforme du gouvernement d'entreprise dans la région d'Asie.

La réunion de Kuala Lumpur (la cinquième dans une série de tables rondes organisées par l'OCDE qui ont débuté en 1999) a rassemblé 28 responsables de la réglementation de 13 pays d'Asie ainsi que 35 décideurs, experts et dirigeants d'entreprises de la région et du reste du monde.

Quatre domaines ont été reconnus comme prioritaires pour la réforme : la protection des actionnaires minoritaires, la gouvernance des banques, l'amélioration des contrôles et le développement d'une culture du gouvernement d'entreprise.

Par exemple la prédominance en Asie de sociétés ayant peu d'actionnaires fait courir aux actionnaires minoritaires un risque d'exploitation. Une telle exploitation se produit lorsque les actionnaires majoritaires

et les dirigeants démembrer les actifs de la société en procédant à des transactions abusives, se versent des rémunérations excessives, se livrent à des opérations entre initiés ou encore agissent dans leurs propres intérêts au détriment de la société.

Parallèlement, une bonne gouvernance des banques, outre qu'elle encourage les entreprises à appliquer de bonnes pratiques, accroît les rendements pour les actionnaires, tout en renforçant la stabilité du système financier.

Mais il s'est révélé plus facile d'améliorer les lois et réglementations en matière de gouvernement d'entreprise que de les faire respecter. De fait, un fossé de plus en plus large se creuse entre les règles et leur application dans de nombreux pays.

En utilisant comme cadre les Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE, le Livre blanc sur le gouvernement d'entreprise en Asie recensera les défis à relever et formulera des recommandations concrètes.

« Les recommandations du Livre blanc auront du poids parce qu'elles représentent les vues des dirigeants de la région », selon Datuk Ali Abdul Kadir, Président de la Commission des valeurs mobilières de Malaisie, co-organisateur de la Table ronde de Kuala Lumpur. ■

Progrès russes

La Russie a « déjà parcouru une grande partie de la route qui mène à la réforme économique », en partie grâce à sa coopération avec l'OCDE, a déclaré Alexei Koudrine, vice-Premier ministre et Ministre des finances de la Russie, lors d'une réunion du Comité de liaison entre l'OCDE et la Fédération de Russie qui s'est tenue à Paris le 28 mars.

Parmi les 70 pays avec lesquels l'Organisation entretient des liens informels, le Secrétaire général de l'OCDE, Donald Johnston, a mis en avant la Russie, en qualifiant de « remarquable » la gestion de l'économie du pays ; il a également évoqué sa forte croissance au premier trimestre, malgré le fléchissement du marché mondial. Dans le contexte d'incertitude économique lié à la guerre en Irak, M. Koudrine a indiqué que la Russie s'était dotée des infrastructures nécessaires pour ne pas être affectée par d'éventuelles fluctuations des cours du pétrole.

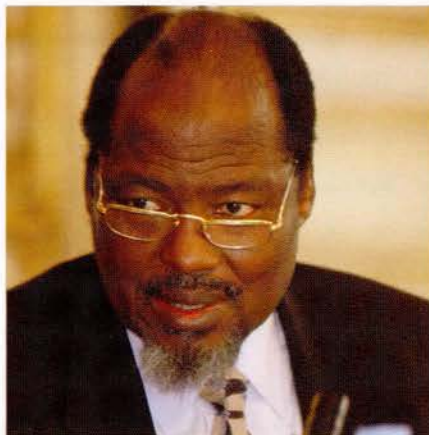
Il a exprimé l'espoir que les contrats pétroliers conclus par son pays en Irak seraient honorés par les futures autorités irakiennes. Et il a aussi affirmé qu'une commission gouvernementale chargée de la poursuite de la coopération avec l'OCDE serait bientôt mise en place. ■

• En bref •

L'investissement en Afrique

« L'Afrique est en train de prendre conscience que le partenariat est la clé de son développement (...) nous devons, en tant que partenaires, nous unir pour lutter contre les fléaux hérités du passé. » Telle a été la conclusion du discours que le Président du Mozambique, Joaquim Chissano, a prononcé le 4 avril dernier lors de sa visite à l'OCDE. Il est le deuxième chef d'État africain en exercice à visiter l'OCDE et succède au président du Sénégal Abdoulaye Wade, venu participer en février 2002 au lancement des premières *Perspectives économiques de l'Afrique* (voir la rubrique Livres, p. 48), publication conjointe du Centre de développement et de la Banque africaine de développement.

S'exprimant devant un public international composé de diplomates et d'experts, le Président Chissano a salué la contribution du Centre de développement « au renforcement de la coopération entre l'Afrique et les pays industrialisés », dans



Joaquim Chissano, Président du Mozambique

l'intérêt du développement de l'Afrique. Il a déclaré qu'une telle coopération était essentielle au renforcement du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), au service de la paix, de la démocratie et de la bonne gouvernance. Le NEPAD est une initiative lancée par des

chefs d'État africains en vue de rompre le cercle vicieux du sous-développement du continent.

Le Président du Mozambique a insisté sur le rôle de l'investissement privé dans le développement des infrastructures et a rappelé la nécessité pour l'État de créer des conditions de nature à encourager ou consolider ce type d'investissement. Prenant l'exemple de son propre pays, il a mis en évidence les liens entre investissement et stabilité. ■

Chômage en légère hausse

Le taux de chômage standardisé pour les pays de l'OCDE (calculé selon les Principes de l'Organisation internationale du travail) est resté pratiquement inchangé, à 7,0 % en février 2003, malgré une progression de 0,2 % par rapport à l'année précédente.

Ce taux s'est maintenu au niveau de 7,0 % depuis octobre dernier, le chiffre le plus élevé enregistré depuis 2000.

Dans l'UE, le taux de chômage s'élevait à 8,7 % en février 2003, en hausse de 0,1 % par rapport au mois précédent et de 0,6 % par rapport à l'année précédente. Aux États-Unis, le taux de chômage standardisé atteignait 5,8 % en février 2003, soit une hausse de 0,1 % par rapport au mois précédent et de 0,2 % par rapport à l'année précédente. En revanche, au Japon, il est en légère baisse avec un taux de 5,2 % en février 2003, soit une baisse de 0,3 % par rapport au mois précédent et de 0,1 % seulement par rapport à l'année précédente.

Sur une période de 12 mois se terminant en février 2003, le taux de chômage a augmenté en France et en Allemagne, s'élevant respectivement de 8,6 % à 9,1 % et de 8,0 % à 8,7 %. En revanche, il a baissé au Canada, passant de 7,8 % à 7,4 %.

Enfin, au Royaume-Uni, au cours de la période de 12 mois s'achevant en décembre 2002, le taux de chômage a reculé de 5,1 % à 4,9 %. ■

Ralentissement économique

L'indicateur composite avancé (ICA) pour les pays de l'OCDE publié en avril a accusé un recul d'un demi-point de pourcentage en février 2003, affichant 120,4 contre 120,9 en janvier, taux de variation sur six mois qui s'inscrit dans le prolongement du mouvement de baisse amorcé en mai 2002. L'ICA varie d'un pays à un autre, mais il a fléchi dans presque tous les pays de l'OCDE, à l'exception de l'Italie et du Japon.

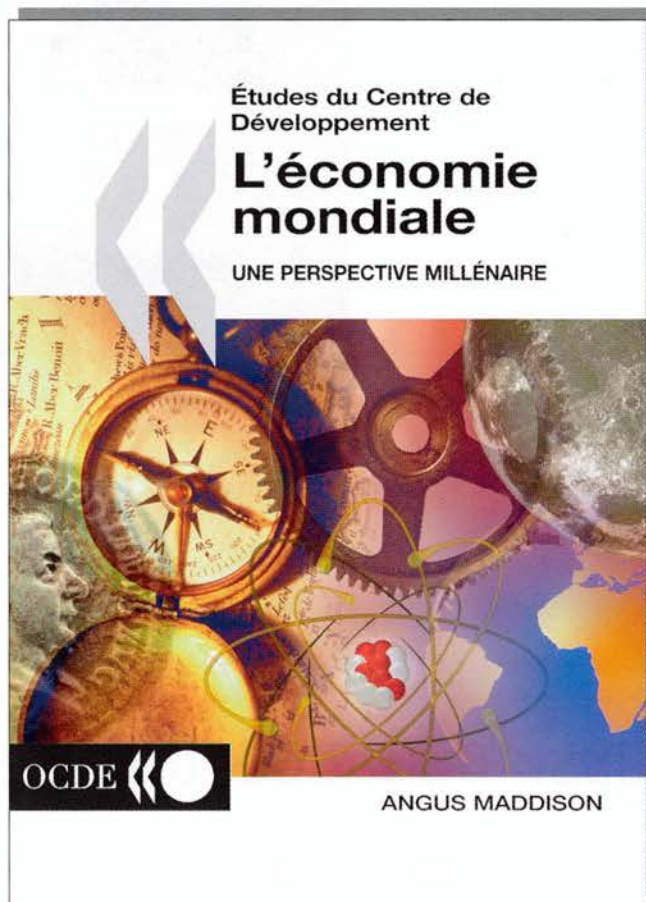
L'ICA de l'OCDE est conçu pour signaler à l'avance les points de retournement (les pics et les creux) entre les phases d'expansion et de ralentissement de l'activité économique, à partir d'un large éventail d'indicateurs économiques clés à court terme, comme le nombre de permis de construire accordés, les statistiques financières, les informations sur les stocks et les commandes, etc. Une baisse de l'indicateur laisse prévoir la possibilité d'un ralentissement de l'activité économique à venir.

Aux États-Unis, l'ICA a reculé de 1,5 points en février, son taux de variation sur six mois accusant une baisse pour le deuxième mois consécutif, après deux mois d'augmentation. De même, au Royaume-Uni, il a diminué d'un point en février, tandis que son taux de variation sur six mois a régulièrement baissé depuis juin 2002. Au Canada, l'ICA a chuté de 0,5 point en février.

En France, l'ICA, de même que son taux de variation sur six mois, a affiché un recul sévère en février. Il a également baissé en Allemagne, mais après cinq mois d'augmentation. Au Japon, l'indicateur est resté stationnaire en février. L'Italie a fait exception à la tendance générale, avec une augmentation de son indicateur en février et un accroissement de son taux de variation sur six mois. ■

- Les ICA sont disponibles sur : www.oecd.org/std/cli

Vient de paraître



«Cet ouvrage exceptionnel vient à son heure, à un moment où la mondialisation est au cœur de tant de débats.»

François Crouzet, Professeur émérite d'histoire,
Université de Paris-Sorbonne.

ISBN: 92-64-28608-X

OECD
ONLINE BOOK SHOP

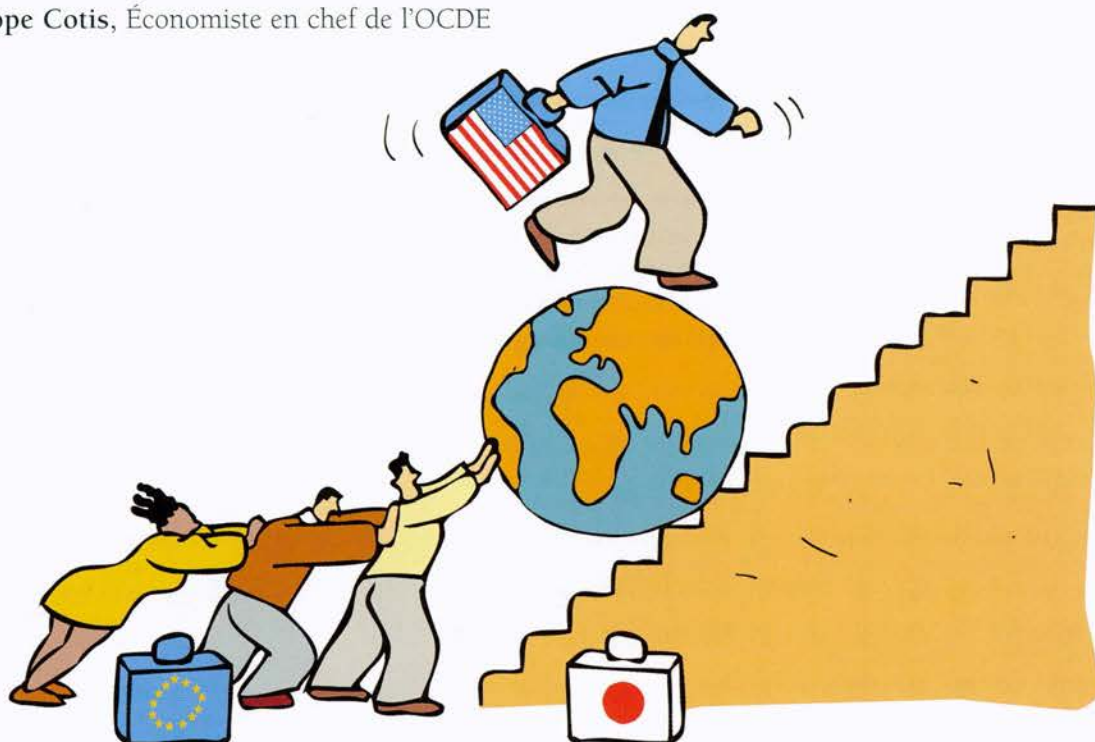
www.TheWorldEconomy.org

OCDE

Une question de structure

Comment expliquer les écarts de croissance au sein de l'OCDE

Jean-Philippe Cotis, Économiste en chef de l'OCDE



Il semble qu'un écart se soit creusé entre la croissance économique de l'Amérique du Nord et les autres grandes zones de l'OCDE (Europe, Japon), les États-Unis se plaçant en tête. Cette divergence pourrait être un problème plus sérieux que certains ne le pensent. Le moment est venu d'agir.

Les interrogations sur les sources de la croissance sont sans doute éternelles, mais elles revêtent depuis peu une importance beaucoup plus grande pour les pays de l'OCDE. Nous nous trouvons aujourd'hui au terme d'un long cycle de croissance. L'on y voit maintenant plus clair et beaucoup d'Européens commencent à réaliser que l'Amérique du Nord et l'Europe continentale pourraient être engagées sur des voies divergentes en termes de croissance économique. Dans les grands

pays européens, le PIB par habitant a cessé de converger vers les niveaux observés aux États-Unis pendant les années 1980. Et il s'en est probablement écarté pendant les années 1990. Les mêmes conclusions valent également pour le Japon (voir graphique).

Il apparaît aussi qu'à l'intérieur de l'Europe, depuis 1995-96, les différentiels de croissance entre les grands pays sont devenus relativement importants. Ils se manifestent pour l'essentiel dans les activités du secteur tertiaire alors que la croissance

industrielle reste à peu près la même partout. De plus, les pays nordiques ont tendu à prendre de l'avance sur leurs grands voisins européens.

Vu de l'OCDE, cette évolution est assez préoccupante. Nous pensons en effet que cette diversité de résultats résulte souvent de mauvaises orientations de politiques économiques, orientations qui compromettraient la croissance et la prospérité si elles devaient persister.

Propager le succès, diffuser les meilleures

pratiques, pousser les pays « frileux » sur la voie de la réforme pour les aider à libérer leur potentiel de croissance, telle est la raison d'être de l'OCDE. Nous devons donc travailler d'avantage pour répondre à certaines questions essentielles. Quels sont les ressorts de la croissance dans les pays qui réussissent ? Où sont les facteurs de freinage chez ceux qui accusent un certain retard ? L'OCDE a été le fer de lance d'un vaste effort de recherche mené sur ces questions au cours des dernières années. Cet exercice a débouché au mois de mars sur la publication d'un ouvrage intitulé : *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE* (voir références).

On peut tirer de ce travail quelques enseignements utiles.

Les économistes de l'OCDE sont fermement convaincus que les écarts de croissance observés au cours des 10 dernières années sont surtout de nature structurel. Ils trouvent en effet leur origine dans des divergences démographiques liées au vieillissement de la population et à l'immigration, et l'interruption au cours des années 1980 et 1990 du processus de convergence des PIB par habitant qui s'était engagé après la seconde guerre mondiale.

Dans beaucoup de pays de l'OCDE, la convergence a été entravée par l'incapacité à retrouver le plein emploi et à porter la productivité à des niveaux élevés. Après bien des attermoissements, ce diagnostic est maintenant largement partagé, mais dans l'intervalle, que d'occasions manquées !

Même s'ils ont perdu du temps, les Européens et les Japonais ne se sont pas complètement désintéressés des problèmes structurels. Les pays d'Europe du Nord ont obtenu, par exemple, des résultats remarquables, qu'il s'agisse de mettre à profit les technologies de l'information et des communications, de créer des emplois qualifiés et des entreprises innovantes, ou de moderniser, sans l'affaiblir, l'État providence. Dans beaucoup de pays européens, des progrès importants ont été également réalisés dans la lutte contre le sous-emploi.

Trop souvent cependant, des considérations macro-économiques ont relégué au second plan des préoccupations de plus long terme. Les Européens se sont ainsi focalisés sur les questions budgétaires et monétaires à l'occasion de la préparation de l'Union monétaire, puis plus récemment

au cours de la phase actuelle de ralentissement de l'activité, afin de déterminer si les politiques macro-économiques suivies en Europe étaient suffisamment flexibles.

Ces préoccupations sont importantes et légitimes. Le manque de flexibilité des politiques macro-économiques peut expliquer dans une certaine mesure pourquoi la zone euro a surréagi au ralentissement de l'activité aux États-Unis. L'Europe, qui n'avait pas connu au départ de forte surchauffe, n'aurait pas dû accompagner aussi étroitement l'économie américaine sur la voie du ralentissement. Mais si l'on se place dans une perspective de long terme, il apparaît clairement que le

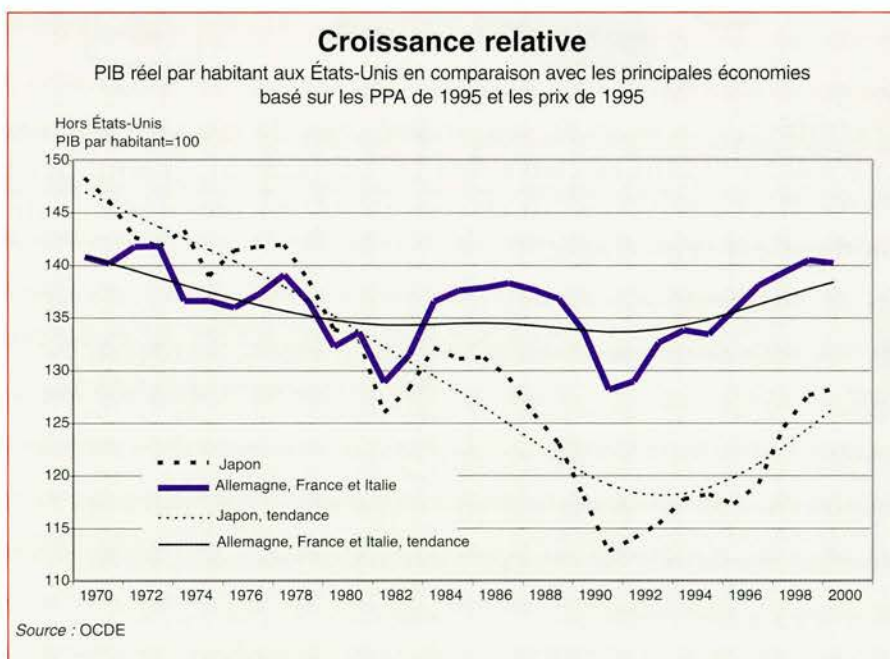
Pour rendre compte de l'écart de croissance qui sépare désormais les deux rives de l'Atlantique, il faut donc se tourner vers des facteurs à long terme. La même démarche s'impose aussi pour l'analyse du différentiel transpacifique entre les États-Unis et le Japon. Pour mieux appréhender l'ampleur de ces écarts de croissance à long terme, on peut utilement se référer à la règle des 3-2-1 : 3 % de croissance annuelle en moyenne pour les États-Unis ; 2 % pour l'Europe ; et 1 % pour le Japon.

Il n'y a bien évidemment rien de mal en théorie à ce que les taux de croissance divergent dès lors qu'ils sont le reflet d'une forme ou d'une autre d'optimum social. Il se pourrait par exemple que l'Europe et

Dans beaucoup de pays de l'OCDE, la convergence a été entravée par l'incapacité à retrouver le plein emploi et à porter la productivité à des niveaux élevés. Après bien des attermoissements, ce diagnostic est maintenant largement partagé.

différentiel de croissance observé depuis 10 ans entre les États-Unis et l'Europe n'est pas imputable à des problèmes conjoncturels. De fait, il y a 10 ans de cela, l'Europe et l'Amérique du Nord se trouvaient dans la même situation conjoncturelle. Il en ira de même en 2003.

L'Amérique du Nord n'aurait pas les mêmes préférences en matière de loisir ou de prise de risques. Les Européens préfèrent peut-être un surcroît de temps libre à un supplément de revenus. Il ressort cependant de nos travaux de recherche qu'en Europe la situation actuelle de sous-utilisation du



facteur travail résulte pour une large part des politiques mal conçues.

La mise en œuvre de politiques plus judicieuses pourrait donc accroître le bien-être des Européens et revigorer celles des économies qui sont les moins dynamiques. Il en irait ainsi, par exemple, si les Européens décidaient de réduire les obstacles à l'emploi que suscitent actuellement leurs systèmes de préretraite et de pensions.

2 Sur quel plan faudrait-il agir ? En Europe, il faudrait en priorité ouvrir la voie à une hausse des taux d'emploi, tandis qu'au Japon il conviendrait de renforcer la productivité. Les Européens ne devraient pas négliger pour autant les gains de productivité, les chiffres satisfaisants relevés dans ce domaine tenant souvent au fait que les travailleurs les moins productifs ont été évincés du marché du travail, en raison d'un coût du travail trop élevé. Dans beaucoup de pays européens enfin, des marchés de produits plus concurrentiels stimuleraient la productivité en améliorant l'innovation et la diffusion des technologies de l'information.

3 L'OCDE souhaite contribuer à l'effort de redressement collectif par la diversité et la rigueur de ses travaux. Appeler à la réforme économique est chose facile, faire passer la réforme dans les faits ne va en revanche pas sans difficultés. Pour remettre en cause le statu quo, il faut être en mesure de montrer que l'inaction a elle aussi un coût. Dans un tel contexte, l'ouvrage de l'OCDE sur les sources de la croissance aurait tout aussi bien pu s'intituler : « Le coût de l'inaction ».

À l'OCDE nous avons travaillé sans relâche pour faire le lien entre politique économique et croissance, par le biais non seulement d'analyses sérieuses et approfondies, mais aussi de chiffres concrets. Une pédagogie efficace ne peut pas se passer d'évaluations quantifiées et d'ordres de grandeur. Dans d'autres domaines, nous avons cherché à être innovants et à faire reculer les frontières de la recherche.

Plus concrètement, *Les sources de la croissance* comportent deux volets : le premier volet s'appuie sur un exercice de comptabilité de la croissance, qui vise à décrire à grands traits comment les principales composantes de la croissance

ont évolué au fil du temps ; le deuxième volet se fonde sur une vaste analyse économétrique réalisée à partir de données de panel d'origine diverses : données nationales globales, données de branches, et données d'entreprises.

Une contribution essentielle a été l'élaboration d'une série d'indicateurs permettant de mesurer la « lourdeur du cadre réglementaire » dans lequel évoluent les entreprises et leurs salariés. Ces données ont pu ensuite être injectées dans des analyses économétriques afin de déterminer l'impact des politiques structurelles sur la croissance de la productivité.

Nous avons d'abord estimé les effets des

Beaucoup d'Européens commencent à réaliser que l'Amérique du Nord et l'Europe continentale pourraient être engagées sur des voies divergentes en termes de croissance économique.

politiques macro-économiques sur la performance d'ensemble des économies. On a pu constater ainsi qu'une inflation faible et stable, une baisse des impôts et une plus large ouverture aux échanges extérieurs étaient autant de facteurs susceptibles d'alimenter la croissance à long terme.

Au niveau de la branche, nous avons tenté de voir comment la rigueur de la réglementation affectait la productivité et l'activité. Nous avons pu ainsi constater que la croissance était favorisée par un cadre évitant lourdeur excessive et entraves inutiles à la concurrence. Il est apparu par exemple qu'une libéralisation des produits pouvait accroître la productivité de près de 10 % dans les secteurs les plus en retard.

Enfin, notre analyse sur données d'entreprise a permis de constater que les entreprises qui voient le jour aux États-Unis sont en moyenne de plus petite taille qu'en Europe. Mais aux États-Unis lorsque ces nouvelles entreprises réussissent, elles se développent très rapidement. Nous savons tous que les coûts administratifs liés à la création d'entreprises aux États-Unis sont relativement faibles, et que les réglementations applicables au marché du

travail sont plus souples. La création d'entreprise apparaît donc plus facile outre-Atlantique. Et lorsqu'une entreprise réussit, les coûts qu'elle doit engager pour accroître ses effectifs sont relativement faibles.

S'agissant des États-Unis, il ne faudrait pas tomber cependant dans la complaisance. La récession actuelle est le contrecoup de la croissance exubérante du passé. Et il est manifeste que le gouvernement d'entreprise n'est pas parfait aux États-Unis. Nous ne devons pas oublier pour autant la contribution des entreprises américaines à l'innovation et à la diffusion des nouvelles technologies.

Depuis le Plan Marshall, l'OCDE s'emploie sans relâche à favoriser la réforme économique. Nous souhaiterions aujourd'hui qu'un nombre beaucoup plus important de pays, bénéficient d'un meilleur potentiel de croissance.

Nous sommes tous conscients des tensions diplomatiques qui prévalent aujourd'hui au sein de la zone de l'OCDE. Il serait malheureux que ces divergences stratégiques se trouvent aggravées par une nouvelle décennie de divergence économique. Ce risque étant, au bout du compte, de ne plus avoir de problèmes économiques en commun.

Nos difficultés présentes ne devraient pas cependant conduire au découragement. Elles devraient bien au contraire conduire à intensifier le dialogue afin de relancer un agenda pour la croissance, tant à l'OCDE qu'au niveau du Groupe des 8. Ce processus de convergence sera au centre des préoccupations à la fin du mois d'avril, lorsque les ministres de l'économie et des finances des pays de l'OCDE s'emploieront à rapprocher leurs points de vue. Notre avenir économique commun en dépend.

Références

- OCDE (2003), *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE*, disponible sur www.oecd.org/bookshop et en ligne sur www.oecd.org/growth, adresse sur laquelle on peut trouver plus de détails sur le travail de l'OCDE consacré aux sources de la croissance économique.
- La nouvelle brochure de l'OCDE intitulée « Quelle politique pour la croissance », ainsi que différents articles sur le sujet par Jean-Philippe Cotis, peuvent être consultés sur www.oecd.org/growth/agenda
- Voir également www.oecd.org/eco et www.oecd.org/macroeconomics

Allemagne : des réformes s'imposent

Eckhard Wurzel, Département des affaires économiques de l'OCDE

Même si l'Allemagne demeure la troisième puissance économique mondiale après les États-Unis et le Japon, ses résultats se sont dégradés au cours de la décennie éprouvante qui vient de s'achever. Si l'on veut que l'économie recouvre sa bonne santé économique et puisse faire face à des problèmes pressants – tels que le financement des retraites, des soins de santé et de l'éducation – des réformes de grande ampleur s'imposent.



© ARND WIEGMANN/REUTERS

Gerhard Schröder, le Chancelier allemand, se fait entendre au parlement, en mars 2003

Après la chute du mur de Berlin, en 1989, on a cru que les obstacles à une nouvelle ère d'expansion économique, semblable à celle que l'Allemagne avait connue dans le passé, avaient eux aussi disparu. Dans les années 1980, le PIB réel par habitant de l'Allemagne et des autres pays de l'UE avait progressé à peu près au même rythme que celui des États-Unis, soit d'environ 2 % par an. Entre 1990 et 1991, comme on pouvait s'y attendre, la croissance allemande s'est très fortement accélérée sous l'effet de l'augmentation rapide des revenus dans les régions orientales récemment libérées. En revanche, dans le reste de l'UE, l'expansion

s'est essouffée après avoir atteint un point culminant en 1988. Passée la période d'euphorie, l'évolution s'est cependant inversée avec un ralentissement de la croissance plus marqué en Allemagne que dans plusieurs autres pays européens (voir graphique). Durant la seconde moitié des années 1990, celle-ci s'est donc retrouvée à la traîne par rapport à d'autres pays – tels que les États-Unis, le Royaume-Uni et, dans une certaine mesure, la France – qui connaissaient une période de croissance soutenue.

La désynchronisation survenue depuis 1993 est très largement imputable au choc économique de l'unification. Ce phénomène

est particulièrement bien illustré par l'évolution des dépenses d'investissement dans le secteur de la construction en Allemagne orientale. Après la relance du début des années 1990, ces dernières se sont contractées plusieurs années de suite. Des facteurs externes ont aussi joué un rôle. C'est ainsi que la convergence des taux d'intérêt réels européens avec les taux allemands, plus bas, dans la phase préalable à l'avènement de l'Union économique et monétaire a exercé un certain effet expansionniste dans plusieurs pays, notamment l'Italie et la France. Tel n'a pas été le cas en Allemagne vu le niveau déjà relativement bas de ses taux. Cependant, la

persistance d'un écart de croissance négatif par rapport aux États-Unis et à ses principaux concurrents de l'UE témoigne de l'ampleur des ajustements structurels que l'Allemagne devrait entreprendre ainsi que de ses difficultés à s'adapter au nouvel environnement créé par la réunification. Aujourd'hui, le rebond économique qui serait nécessaire pour améliorer encore le niveau de vie, déjà élevé, de la population se heurte à de sérieux obstacles, notamment sur le marché du travail.

La faiblesse des performances économiques de l'Allemagne se traduit surtout par un **faible taux de création d'emploi**. De fait, le nombre total d'heures de travail par habitant a diminué, entraînant une baisse de la croissance du PIB en termes réels et par tête d'environ trois quarts de point de pourcentage par an au cours de la dernière décennie. En revanche, dans les autres pays européens et aux États-Unis, la création d'emploi a contribué de manière positive à l'expansion.

Pourquoi l'emploi se contracte-t-il en Allemagne ? Tout d'abord, sous l'effet du vieillissement de la population, le nombre d'actifs a diminué un peu plus vite que dans les autres pays européens. Mais la baisse des taux d'emploi et la réduction du temps de travail ont exercé un impact encore plus important sur la croissance. Prenons, pour exemple, le groupe constitué par la France, l'Italie et l'Espagne. Alors que la création d'emploi en termes de nombre total d'heures de travail par habitant a contribué pour plus d'un point de pourcentage à la croissance du PIB par tête dans ces trois pays depuis 1995, l'incidence a été négative en Allemagne. Si une grande partie de l'Europe a connu, au cours de la seconde moitié des années 1990, une phase de croissance génératrice d'emploi, la situation a été différente en Allemagne.

Dans une certaine mesure, la diminution de la durée moyenne du travail par salarié s'explique par une augmentation substantielle de la proportion de salariés à temps partiel, travaillant quelques heures par semaine seulement. Or, ces emplois, qui offrent une marge de manœuvre supplémentaire pour ajuster le temps de travail, ont bénéficié d'un régime fiscal plus favorable que les emplois normaux. À ce propos, un examen attentif révèle que toutes les branches d'activité n'ont pas perdu de travailleurs. Si l'emploi s'est contracté dans

les industries manufacturières, le bâtiment et les administrations publiques, il a en revanche progressé dans les services.

Par ailleurs, il ne fait guère de doute que les restructurations en cours dans les *Länder* orientaux aient eu un impact considérable sur l'évolution de l'emploi, y compris dans le bâtiment et les administrations publiques qui ont procédé à des licenciements. Cependant, le fait qu'ils n'aient pas encore été contrebalancés par une progression plus soutenue de l'emploi dans d'autres régions – les nouveaux *Länder* ou la partie occidentale de l'Allemagne, plus étendue et plus avancée – suggère que l'ensemble de l'économie aurait besoin d'une plus grande flexibilité.

Autre élément important qui affecte l'emploi : le niveau élevé des impôts effectifs

exerçant une pression à la baisse sur les salaires. Cependant, la modération salariale observée durant la seconde moitié de la décennie ne s'est pas traduite par une croissance plus soutenue de l'emploi. Cela a restreint la consommation des ménages qui a progressé à un rythme beaucoup plus faible que dans les principaux pays concurrents (à peine 1,5 % par an, entre 1991 et 2001).

Certes, d'autres facteurs ont contribué à réduire la capacité de l'économie à créer des emplois. L'échelle des rémunérations n'est pas assez large pour favoriser la création d'emplois peu qualifiés. En outre, quelques aspects restrictifs du dispositif de protection contre les licenciements font obstacle à l'embauche de certaines catégories de travailleurs, notamment les plus âgés.

Le fait que les licenciements dans les *Länder* orientaux n'aient pas encore été contrebalancés par une progression plus soutenue de l'emploi dans d'autres régions, notamment la partie occidentale de l'Allemagne, plus étendue et plus avancée, suggère que l'ensemble de l'économie aurait besoin d'une plus grande flexibilité.

frappant le travail. Au sein de la zone OCDE, l'Allemagne est le pays où le « coin fiscal » (la différence entre les coûts salariaux à la charge de l'employeur et le salaire net perçu par le salarié) est l'un des plus élevés. Un ouvrier qui se situe dans la moyenne ne touche environ que la moitié de ce qu'il coûte à son employeur contre 70 % environ aux États-Unis.

Les transferts sociaux en faveur de l'Allemagne orientale ayant été financés par le biais de prélèvements sociaux sur les rémunérations, ce coin fiscal s'est, en outre, rapidement accru durant la première moitié des années 1990. En dépit de fortes augmentations des taux de salaire globaux, la ponction a donc pesé sur la demande de main-d'œuvre et réduit la croissance du revenu disponible. Ainsi, entre 1991 et 1995, alors que la rémunération par salarié progressait de 2 % en termes réels, les salaires réels après impôts par travailleur n'ont augmenté que de 0,3 % par an.

Pendant la première moitié des années 1990, le coût élevé du travail a contribué à la dégradation de la compétitivité internationale de l'Allemagne tout en

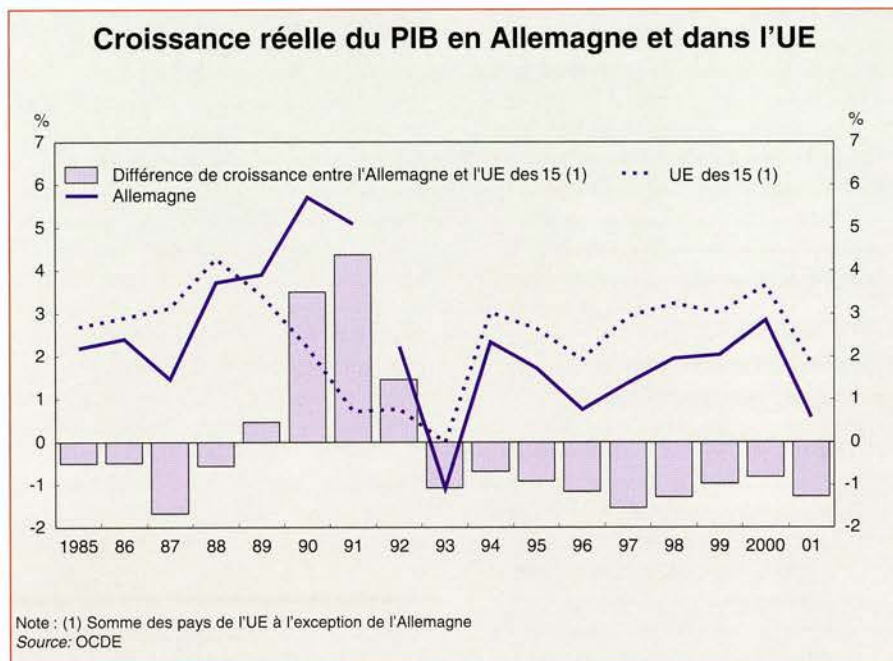
Si la baisse de l'emploi a contribué au fléchissement de la croissance en Allemagne, l'on pourrait penser, en revanche, que la **productivité du travail** a certainement augmenté. Effectivement, la productivité du travail a progressé plus vite en Allemagne que dans les autres pays européens. Cela dit, l'augmentation n'a pas été suffisamment rapide pour compenser l'effet défavorable du recul de l'emploi sur la croissance du PIB. Pourquoi ? Les raisons tiennent à la qualité et au niveau des investissements, mais aussi en partie au processus de réunification. En se substituant à des investissements en biens d'équipement, les politiques de soutien ont, en particulier, provoqué des distorsions dans les structures de production des industries manufacturières d'Allemagne orientale, qui semblent avoir affecté les gains de productivité. En outre, la forte expansion de l'investissement dans le secteur de la construction pendant la première moitié des années 1990, largement attribuable aux aides de l'État, a absorbé une forte proportion d'investissements au détriment de projets à plus fort potentiel de productivité.

Enfin, il est probable que la diffusion relativement lente des technologies de l'information et des communications au sein des entreprises allemandes ait affecté la productivité (voir l'article de Dirk Pilat, p. 15). D'une manière plus générale, après avoir fortement progressé au début des années 1990, le volume de l'investissement en biens d'équipement s'est contracté par la suite. Conséquence : depuis le milieu de la décennie la faiblesse de l'investissement en machines et biens d'équipement explique environ un quart de l'écart de croissance du PIB entre l'Allemagne et le reste de l'UE.

Depuis plusieurs années, la croissance du PIB allemand a été largement soutenue par le solde positif de la balance commerciale. Cependant, vu la faiblesse de la demande intérieure, la vulnérabilité du pays à des chocs externes défavorables – tels que la hausse des prix du pétrole ou les variations de taux de change – s'est accrue. Or, les exportations sont, aujourd'hui, beaucoup trop tributaires de la situation extérieure, ce qui n'est pas dans l'intérêt de l'Allemagne. De fait, l'environnement international s'est d'ores et déjà détérioré avec le tassement de la demande mondiale depuis 2001 et la dépréciation du billet vert depuis le dernier trimestre 2002.

Depuis plusieurs années, la croissance du PIB allemand a été largement soutenue par le solde positif de la balance commerciale. Cependant, vu la faiblesse de la demande intérieure, la vulnérabilité du pays à des chocs externes défavorables – tels que la hausse des prix du pétrole ou les variations de taux de change – s'est accrue.

Néanmoins, certains signaux clairement positifs se manifestent. La compétitivité extérieure de l'Allemagne s'est améliorée pendant la seconde moitié des années 1990 grâce à la progression modérée des salaires et à l'alignement des prix à l'exportation sur le marché. Les exportateurs d'Allemagne orientale gagnent des parts de marché et, même si la croissance des nouveaux Länder demeure généralement faible, certains secteurs d'activité se développent à un rythme soutenu. De plus, la flexibilité du temps de travail s'est sensiblement améliorée ces dernières années alors que la réforme de la réglementation dans certaines



industries de réseau semble être plus avancée que dans d'autres pays. Il convient de soutenir ces évolutions positives par une amélioration des conditions-cadre de nature à favoriser la croissance et l'emploi. De fait, si l'Allemagne veut recouvrer sa bonne santé économique et être en mesure de faire face

incitatif des prestations liées au chômage, aide à la création de petites entreprises...

Plusieurs de ces mesures s'apparentent aux recommandations présentées par l'OCDE dans de précédentes études économiques consacrées à l'Allemagne. Cependant, amener les puissants partenaires sociaux allemands à les accepter représente un défi politique majeur, et M. Schröder en est bien conscient. Malgré ces difficultés, le Chancelier doit tout faire pour y parvenir car leur mise en œuvre est essentielle, et le temps ne joue pas en faveur de l'Allemagne. ■

Références

- Étude économique de l'OCDE : Allemagne (2003). À commander sur : www.oecd.org/bookshop
- Wurzel, E., (2001), « The economic integration of Germany's new Länder », Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, N° 307 ; voir : <http://www.oecd.org/pdf/M00017000/M00017197.pdf>
- Adema, W., « L'imposition des allocations », L'Observateur de l'OCDE, N° 230, janvier 2002. Disponible sur <http://www.oecdobserver.org/>
- Heady, C., « L'imposition du travail », L'Observateur de l'OCDE, N° 230, janvier 2002. Disponible sur : <http://www.oecdobserver.org/taxwedge2002>
- Pour en savoir plus sur le nouveau programme de réforme du Chancelier allemand, voir : <http://www.bundesregierung.de/>

L'économie du numérique

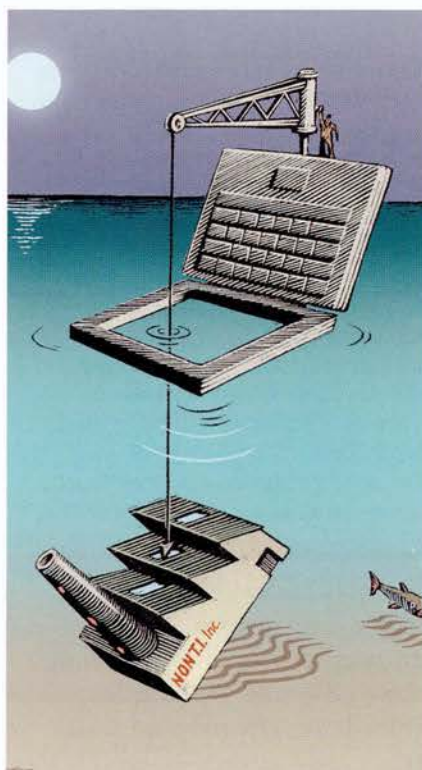
En marche vers la croissance

Dirk Pilat, Direction de la science, de la technologie et de l'industrie de l'OCDE

D'innombrables épitaphes ont été écrites sur la nouvelle économie, mais les technologies de l'information et des communications sont encore à leur début. Quand elles sont utilisées efficacement par les entreprises, elles dopent la productivité et la croissance. Les responsables politiques devraient davantage encourager les entreprises à en saisir les avantages.

En 2001, un rapport ministériel de l'OCDE intitulé *La nouvelle économie : mythe ou réalité ?* concluait à l'importance des technologies de l'information et des communications (TIC ou TI comme elles sont aussi parfois appelées) du fait du potentiel de leur contribution à une croissance plus rapide et à des gains de productivité dans les économies de l'OCDE au cours des années à venir. Depuis, les gouvernements de l'OCDE ont rappelé l'importance des TIC pour la croissance et le Secrétariat de l'OCDE a continué de travailler dans ce domaine. À l'époque, il y a plusieurs années Internet de cela, pour reprendre le jargon de la nouvelle économie, il n'y avait guère d'éléments probants. Le paradoxe qui voulait que l'on observe des ordinateurs partout, sauf dans les statistiques, servait de dogme aux sceptiques. Mais aujourd'hui, les données affluent. Et comme le montre un nouveau rapport, *Les TIC et la croissance économique : Panorama des industries, des entreprises et des pays de l'OCDE*, elles réaffirment que les TIC sont effectivement favorables à la croissance. La question est de savoir par quel mécanisme.

La réponse simple est celle de la productivité. Car si le ralentissement récent dans les économies de l'OCDE a enterré plusieurs mythes au sujet de la nouvelle économie, notamment celui de l'annonce de la mort du cycle économique, ou celui selon lequel les décisions des entreprises pouvaient ignorer les anciennes règles concernant le marché, la diffusion des TIC dans les entreprises de toutes formes et toutes tailles a eu un effet positif sur la



productivité. La croissance de la productivité aux États-Unis, au Canada et en Australie, qui a décollé pendant la bulle de la nouvelle économie à la fin des années 1990, est depuis restée forte, ce qui donne aux entreprises de ces pays une certaine capacité d'adaptation dans la phase actuelle de ralentissement de la croissance économique. En d'autres termes, il semblerait qu'une amélioration structurelle de la productivité ait eu lieu. Le résultat final est que non seulement ces économies ont connu un

ralentissement moins marqué que certains autres pays de l'OCDE lors du renversement actuel de la conjoncture, mais aussi qu'elles seront sans doute davantage à même de bénéficier de la reprise quand celle-ci se concrétisera.

Dans l'intervalle, la qualité des biens et services des TIC continue de progresser, ce qui fait baisser le prix et conduit à un éventail toujours plus large d'applications nouvelles. Le haut débit se diffuse et l'activité des télécommunications continue de croître. Les utilisateurs commencent maintenant à se familiariser avec les TIC, et le commerce électronique grand public s'engage dans la voie ouverte par le commerce électronique interentreprise dans les années 1990.

Les responsables politiques ne doivent certainement pas se fonder sur les évaluations boursières, car si l'effacement de la bulle a entraîné un effondrement de la valeur en bourse de nombreuses sociétés de haute technologie, les TIC continuent d'être diffusées dans l'ensemble de l'économie, d'améliorer la production et d'aider les entreprises à travailler de façon plus efficace et productive. De fait, un conseil avisé serait que les responsables politiques redoublent d'efforts pour aider les entreprises à mettre à profit les TIC. Les gouvernements de l'OCDE peuvent certainement faire davantage pour faciliter la diffusion de ces technologies, mais il ne suffit pas d'encourager leur adoption ; l'enjeu majeur réside dans la façon dont les TIC sont utilisées et dont leur potentiel peut être pleinement exploité.

Les responsables politiques demandent

souvent si le fait de promouvoir le développement d'un secteur producteur de TIC dans leur pays aiderait leur économie à progresser plus rapidement. La réponse serait probablement positive, mais c'est hors propos. Pendant le boom de la nouvelle économie, le secteur des hautes technologies se caractérisait par un progrès technologique rapide et une forte demande. En Corée, en Finlande et en Irlande, près d'un point de pourcentage de la croissance agrégée de la productivité du travail sur la période 1996-2001 a pu être attribué au secteur manufacturier des TIC. Les États-Unis, le Japon et la Suède bénéficient également de leurs secteurs producteurs de TIC.

Instaurer une concurrence plus soutenue dans, par exemple, le secteur des télécommunications faciliterait clairement les choses. Certains pays de l'OCDE, malgré plusieurs années de politique de libéralisation des télécommunications, ne sont toujours pas parvenus à instaurer une véritable concurrence. Tel est le cas notamment pour le haut débit et l'infrastructure des télécommunications, dans laquelle la boucle locale desservant des lieux et industries spécifiques demeure souvent sous monopole. Cela ralentit le déploiement de technologies plus avancées et de tarifs plus compétitifs, sans compter les gains potentiels pas encore concrétisés que le haut débit pourrait apporter en matière de commerce électronique, de soins de santé et d'éducation.

encourageant des pratiques et des produits innovants.

L'intensification du capital produite par l'investissement dans les TIC revêt davantage d'importance pour la croissance. Celle-ci a représenté entre 0,3 et 0,8 point de pourcentage de croissance de la productivité du travail sur la période 1995-2001. Les États-Unis et le Canada ont particulièrement bénéficié de cet effet, mais il a été moindre au Japon et au Royaume-Uni et considérablement plus réduit en Allemagne, en France et en Italie.

Cet investissement est nécessaire pour que les entreprises puissent intégrer les TIC dans leurs processus et ainsi accroître globalement l'efficacité combinée du capital et du travail, ce que les économistes appellent la productivité multifactorielle (PMF) ou productivité totale des facteurs (PTF). Aux États-Unis et en Australie par exemple, des secteurs de services comme le commerce en gros et de détail qui ont fortement investi dans les TIC ont enregistré une croissance rapide de la PMF. Cette croissance peut également avoir sa source dans les effets de réseau générés lorsque les fournisseurs, les gestionnaires, les clients ou autres acteurs s'intègrent et communiquent plus efficacement les uns avec les autres. Des études sur le Royaume-Uni, par exemple, montrent que les achats via les réseaux électroniques peuvent sensiblement améliorer la productivité.

De même, l'utilisation des TIC peut aider les entreprises à élargir leur gamme de

investissements complémentaires dans l'organisation et les qualifications, ainsi que par des stratégies nouvelles. Elles ont donné davantage de responsabilités à leurs employés, simplifiant ainsi les structures hiérarchiques. Elles ont externalisé davantage pour se concentrer sur leurs véritables points forts. En pratique, elles ont changé la façon dont l'activité économique était conduite.

Les TIC aident les entreprises à introduire de nouveaux procédés, produits et applications. En Allemagne, par exemple, l'impact des investissements dans les technologies de l'information sur la production a été environ quatre fois plus important dans les entreprises qui ont introduit des innovations de procédés que dans celles qui ne l'ont pas fait. Ces effets sont particulièrement marqués dans les services.

Il existe un risque de surinvestissement dans les TIC, de même qu'une mauvaise application de la technologie. Et le fait de se précipiter pour investir et compenser ainsi un manque de qualifications ou de compétitivité ne règlera pas non plus le problème. Il faut du temps pour assimiler les investissements dans les TIC, pour modifier les structures organisationnelles et pour acquérir la maîtrise des qualifications requises. L'expérience au Royaume-Uni, par exemple, montre que plus de 50 % des entreprises qui avaient déjà adopté des TIC avant 1995 utilisaient des réseaux électroniques pour leur approvisionnement en 2000. En revanche, moins de 20 % de celles ayant commencé à adopter des TIC en 2000 effectuaient aussi la même année des achats via des réseaux électroniques.

L'une des énigmes des TIC est que, bien qu'il s'agisse de technologies généralement largement répandues, certains pays de l'OCDE comme l'Australie et les États-Unis ont fait état de gains de productivité liés à leur utilisation plus importants que d'autres pays, comme l'Allemagne, la France ou le Japon. Pourquoi de telles différences ?

Le volume des investissements et la diffusion des technologies qui s'en suit offrent une première explication : les États-Unis, le Canada, la Nouvelle-Zélande, l'Australie, les pays Nordiques et les Pays-Bas ont simplement adopté les TIC plus largement que la plupart des autres pays. De même, ces pays font des efforts considérables pour promouvoir le type d'environnement dans lequel de

Les décideurs ne doivent pas être leurrés par les valorisations boursières, car si l'effacement de la bulle a entraîné un effondrement de la valeur en bourse de nombreuses entreprises de haute technologie, la diffusion des TIC se poursuit. De fait, les décideurs seraient bien avisés d'accentuer leurs efforts pour aider les entreprises à mettre à profit les TIC.

Mais le fait de disposer d'un secteur de TIC n'est en rien un préalable pour exploiter le potentiel qu'offre la technologie. De fait, des pays comme l'Allemagne et le Japon disposent de secteurs des TIC réputés, mais n'ont pas enregistré les taux de croissance affichés par les États-Unis ou l'Australie. L'important pour la plupart des pays est de mettre à profit la technologie pour accroître l'efficacité et la productivité, tout en

produits, personnaliser leurs services ou mieux répondre à la demande, en bref à innover et gagner des parts de marché. Elle permet également aux gestionnaires de maîtriser les stocks.

Les TIC ne constituent pas en soi une baguette magique. On observe plutôt que les entreprises qui ont enregistré les plus forts gains de productivité ont su gérer les TIC et maximiser leur efficacité par des

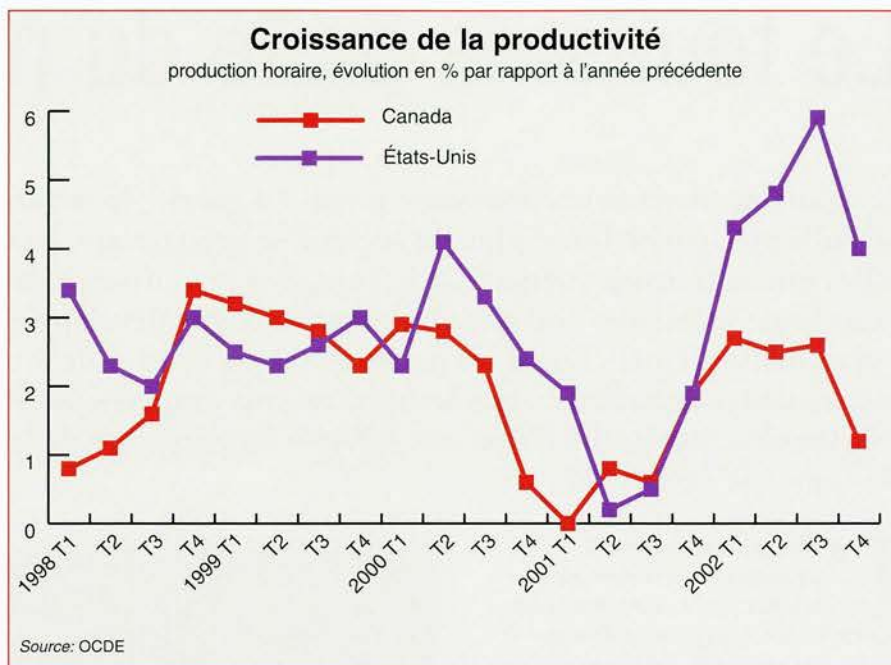
nouvelles entreprises pourraient prospérer.

Les autres gouvernements devraient suivre cet exemple. Premièrement, dans un environnement concurrentiel, les entreprises sont davantage incitées à investir dans les TIC pour renforcer leurs performances et survivre, ce qui ne serait pas le cas dans un environnement plus protégé, celui-ci encourageant la prudence et le conservatisme à l'égard de l'innovation et du risque. De même, les barrières à l'esprit d'entreprise et à la création d'entreprise doivent être démantelées, car il ne fait aucun doute que les jeunes entreprises sont à l'origine d'un plus grand dynamisme et davantage d'innovation dans l'environnement économique des pays où la productivité a progressé le plus rapidement. Elles ont même induit des changements dans des industries anciennes et plus matures, depuis les constructeurs automobiles jusqu'au secteur bancaire.

Les gouvernements peuvent faire beaucoup pour réduire les obstacles aux évolutions sur le lieu de travail, en réorganisant les réglementations sur la durée du travail et l'emploi, par exemple, ou en aidant à développer la participation des employés dans les entreprises.

Il est clair qu'il appartient aux pouvoirs publics de veiller à ce que les qualifications répondent à la demande. Des politiques visant à améliorer la maîtrise élémentaire des TIC d'une part et à développer les compétences de gestion et d'utilisation des réseaux d'autre part peuvent être efficaces. En outre, l'action publique peut soutenir l'innovation en donnant une plus grande priorité à la recherche fondamentale, ainsi qu'en encourageant la circulation des connaissances entre les scientifiques et les industriels.

Renforcer la confiance du public à l'égard des TIC fait également partie des enjeux auxquels doivent faire face les pouvoirs publics. Les gouvernements commencent à donner l'exemple, en introduisant des services d'administration publique en ligne, par exemple pour les déclarations d'impôts. Mais c'est dans l'atténuation des craintes sur les paiements sécurisés, sur les contrats, sur les garanties de livraison et sur les voies de recours que subsistent la plupart des problèmes. Certains problèmes sont aussi de nature technique. Lors d'une enquête au Japon, pratiquement une entreprise japonaise sur deux a classé les virus comme



étant la principale raison pour ne pas utiliser Internet.

Beaucoup de travaux sont en cours pour répondre à ces préoccupations. Authentification, certification, pare-feux, logiciels anti-piratage : les solutions technologiques ne manquent pas. L'OCDE a elle-même publié des lignes directrices détaillées relatives à la sécurité en ligne, que ses pays membres s'attachent à mettre en œuvre pour développer une « culture de la sécurité » et renforcer la confiance. Paradoxalement, le commerce physique traditionnel n'a jamais été totalement sans risque, mais au moins les clients ont le sentiment de savoir à qui ils ont à faire. C'est la question du recours en cas d'insatisfaction sur un marché mondial « virtuel » qui freine peut-être le plus le développement du commerce électronique.

De fait, les plaintes des consommateurs à l'égard de l'environnement en ligne se multiplient (ce qui peut s'expliquer par le nombre croissant d'utilisateurs). Les solutions nécessiteront du temps et devront avoir un caractère mondial. Dans l'intervalle, des campagnes d'éducation et de sensibilisation pourraient aider à modifier les anticipations et donc à créer un état d'esprit adapté au marché électronique.

Image de petites entreprises nouvelles vient immédiatement à l'esprit quand on pense à l'innovation dans les TIC, mais

s'agissant de la politique à l'égard de ces technologies, la taille n'est pas forcément un handicap. Ce sont d'ailleurs les grandes entreprises qui ont le plus adopté les nouvelles technologies. Ces entreprises sont également les plus susceptibles d'utiliser une combinaison de différentes technologies de réseau pour améliorer leur communication interne et leur gestion, alors que les petites entreprises utilisent plutôt ces technologies pour leurs besoins de communication externe, comme le marketing. Les petites entreprises devraient bien entendu être encouragées à utiliser autant que possible les TIC. Les pouvoirs publics pourraient s'attacher en priorité à aider ces entreprises à évaluer les débouchés sur le marché et à construire des réseaux. Ils devraient par ailleurs aider à fournir des conseils juridiques et mettre en place des systèmes de recours abordables, notamment pour les transactions au-delà des frontières internationales. ■

Références

- OCDE (2003) *Les TIC et la croissance économique : Panorama des industries, des entreprises et des pays de l'OCDE*, Paris, à paraître.
- Voir aussi : *Politiques de l'information et des communications* sur www.oecd.org/sti/ict/.
- Voir : « Measuring Industrial Performance » sur www.oecd.org/sti/measuring-ind-performance

Le tourisme broie du noir

Le tourisme traverse une mauvaise passe. La guerre, le terrorisme, l'instabilité politique, la maladie ont touché l'ensemble du secteur, se greffant aux problèmes structurels d'activités telles que le transport aérien. Or le voyage et le tourisme sont des pans importants de l'économie mondiale, tant dans les pays les moins développés que dans les plus grands pays industrialisés. Quelles sont les perspectives en matière de tourisme, comment réagir aux circonstances actuelles ? Voici les explications avancées par **Peter Keller**, Directeur du tourisme au Secrétariat d'État aux Affaires économiques de la Suisse et Président du Comité du tourisme de l'OCDE.

L' Observateur de l'OCDE :
L'industrie du tourisme a été touchée par les événements du 11 septembre 2001, puis aujourd'hui par le conflit irakien. Quelle est l'importance du tourisme pour les économies de la zone OCDE et quelle a été l'ampleur réelle des répercussions négatives sur ce secteur ?

Peter Keller : Le tourisme est un secteur important de l'économie dans tous les pays industrialisés et constitue pour l'économie mondiale une industrie clé de services à l'exportation. Il représente presque 30 % des exportations mondiales de services. Dans certains pays de l'OCDE, cette part s'élève jusqu'à 50 %, voire plus. Les crises récentes et la crise actuelle ont montré l'importance des répercussions directes et indirectes du tourisme sur les économies nationales et locales, ainsi que la fragilité du tourisme et sa forte vulnérabilité à des facteurs exogènes tels que les escarmouches et tensions géopolitiques. Le terrorisme et la guerre sont tout simplement incompatibles avec le tourisme. Les gens veulent voyager, mais ils doivent d'abord se sentir en sécurité.

Prenons le conflit irakien. Ses effets immédiats sont multiples. On a d'abord une perte de confiance des consommateurs et des entreprises liée au fait que chacun se trouve dans l'expectative vis-à-vis d'éventuels voyages. Le secteur aérien et la région exposée à cette guerre sont particulièrement touchés. En mars 2003, le nombre de passagers a baissé de 10 % globalement, mais de 42 % dans la région du Moyen-Orient, par rapport à l'année précédente. À



© Tim Weper/LAF-REA

Trop tranquille ?

cela s'ajoute le problème de la maladie, par exemple avec les craintes liées au SRAS. Tout cela montre à quel point sont vulnérables les secteurs du voyage et du tourisme. Déjà mise à mal par la chute de son chiffre d'affaires, l'industrie du tourisme doit faire face à la hausse des coûts d'assurance, des frais de sécurité ou des cours pétroliers. Les dommages les plus sensibles sont peut-être ceux causés à l'emploi, à la fois sur les sites touristiques et dans les secteurs connexes tels que l'aviation. L'American Air Transport Association déplore l'annulation de plus de 200 vols chaque jour ainsi que la suppression de 70 000 emplois.

Au sein de la zone OCDE, qui représente environ deux tiers du tourisme international, on estime que les marchés

intérieurs et les marchés voisins – qui représentent l'essentiel du chiffre d'affaires du tourisme – sont moins exposés à la crise et peuvent de toute façon compenser la plupart de ces pertes grâce aux apports des visiteurs étrangers.

La crise a-t-elle touché tous les pays, ou certains types de tourisme ou de région ont-ils mieux tenu le coup que d'autres ?

Peter Keller : Le risque sécuritaire est longtemps resté confiné aux régions politiquement peu stables. Les événements du 11 septembre ont montré qu'avec la mondialisation, tous les pays de l'OCDE étaient vulnérables aux actes terroristes. En 2001, pour la première fois depuis la

Seconde Guerre mondiale, la demande du secteur du tourisme a légèrement chuté. Cette demande s'est contractée particulièrement pour certaines destinations : après le 11 septembre, les réservations d'hôtel à New York ont temporairement baissé, tandis que les vols transatlantiques s'avéraient à la fois meilleur marché et moins fréquentés en raison de la diminution des déplacements. Mais l'expérience montre qu'une forte reprise de la demande fait habituellement assez rapidement suite à des crises même sévères. Le secteur opérationnel, les voyageurs et les compagnies aériennes sont de plus en plus habiles à prédire le comportement des visiteurs en pareil cas. Ils ont mis au point un savoir-faire efficace en matière de gestion de crise, qui recourt à des promotions, des campagnes d'information et des ajustements de capacité permettant de maintenir l'activité.

Peut-on imputer ces tendances seulement au climat politique actuel, ou s'agit-il de questions structurelles plus profondes ?

Peter Keller : Le tourisme dépend beaucoup de la capacité des pouvoirs publics à assurer des éléments aussi essentiels que la sécurité publique et la stabilité politique. Le tourisme est ainsi très vulnérable et constitue une cible naturelle du terrorisme international. L'effondrement de la demande qui suit les actes terroristes, quoique de durée limitée, dénote certains problèmes d'ordre structurel dans cette branche spécifique de l'économie. En particulier, l'expansion rapide et générale des produits et services touristiques qu'a connue le monde ces dernières décennies a maintes fois été rendue possible par le soutien de l'État. Il en a résulté des surcapacités dans des secteurs clés de l'industrie, tels que l'hôtellerie et l'aviation civile. Dans le secteur aérien, les effectifs importants, le coût élevé d'exploitation et la concurrence des transporteurs aériens à bas prix ont suscité des problèmes structurels majeurs. Les grandes compagnies en réseau ont été les principales victimes. Par ailleurs, n'oublions pas que l'économie mondiale dans son ensemble a connu une période de faiblesse ; cela affecte naturellement le secteur du tourisme comme les autres.

La raréfaction des visiteurs américains

préoccupe les marchés mondiaux du tourisme. Comment expliquez-vous le fait que les Américains, souvent moins bien dotés en congés payés que les Européens, tendent à être parmi les plus dépensiers dans les pays qu'ils visitent ? Les pays comptent-ils trop sur le marché américain ?

Peter Keller : Aujourd'hui, le tourisme international est moins dépendant des dépenses des touristes américains qu'il ne l'était lors de la fondation de l'OCDE dans les années 1960. Le fait que les États-Unis

Aujourd'hui, le tourisme international est moins dépendant des dépenses des touristes américains qu'il ne l'était lors de la fondation de l'OCDE dans les années 1960. En effet, les États-Unis tirent davantage de revenus du tourisme qu'ils ne font de dépenses touristiques à l'étranger.

soient devenus le premier marché touristique en volume et aient une balance des paiements du tourisme positive semble être passé largement inaperçu. Autrement dit, les États-Unis tirent davantage de revenus du tourisme qu'ils ne font de dépenses touristiques à l'étranger. En 2000, leurs recettes au titre du tourisme international se sont ainsi élevées à US\$82 milliards, tandis que les Américains dépensaient US\$59 milliards en voyages à l'étranger.

Il est vrai cependant que les États-Unis demeurent le premier marché pour la plupart des pays de destination. Les dépenses américaines par tête et par jour comptent davantage que la durée des congés payés. Mais d'autres pays de l'OCDE tels que l'Allemagne, le Royaume-Uni, le Japon, la France et l'Italie sont aussi d'importants marchés tournés vers l'extérieur : au cours de cette même année 2000, ils ont dépensé au total US\$141 milliards en voyages à l'étranger.

Le tourisme est un secteur économique clé dans de nombreux pays de l'OCDE. Pourtant, sa croissance ne va pas de soi partout. Comment voyez-vous le rôle des pouvoirs publics dans ce domaine ?

Peter Keller : Malgré une croissance sans faille de ce secteur au niveau mondial, elle n'est pourtant pas garantie pour chaque

pays et chaque entreprise. Certaines destinations touristiques traditionnelles des pays de l'OCDE n'ont pas encore réussi à s'adapter aux nouvelles conditions de la concurrence d'un marché mondial qui s'est considérablement élargi et internationalisé. La demande touristique est en outre, par nature, très volatile, et fluctue en fonction des taux de change, de la météorologie ou de la stabilité politique dont j'ai déjà parlé. Dans ce contexte, la tentation est grande pour les gouvernements d'opter pour l'un ou l'autre extrême : consolider les structures

touristiques existantes à l'aide de solides subventions, ou prendre le parti opposé et laisser le secteur du tourisme sombrer ou se débrouiller.

Aucune des deux options n'est à recommander. Les États ne sont pas en mesure de contenir l'évolution structurelle de marchés touristiques extrêmement libéralisés. Ils peuvent en revanche contribuer à permettre un meilleur usage du potentiel touristique existant, qui reste considérable dans les pays de l'OCDE, en mettant en place au profit des entreprises les meilleures conditions d'exploitation possibles.

Quels conseils donneriez-vous aux pouvoirs publics soucieux de transformer leur industrie touristique dans les années à venir ? Existe-t-il des modèles à suivre ?

Peter Keller : Fondamentalement, l'économie doit être en mesure de proposer des services touristiques à la fois satisfaisants et à des tarifs raisonnables. Contrairement à l'industrie du voyage internationale, les destinations traditionnelles ont des structures fragmentées qu'explique la petite taille des entreprises dominant le secteur. En encourageant l'élaboration des produits et des services touristiques ainsi qu'une approche commerciale conjointe, l'État peut aider à compenser les inconvénients liés à

une taille insuffisante et assurer un meilleur usage du potentiel touristique. Il ne faut pas non plus perdre de vue l'extrême dépendance du tourisme par rapport à la sphère publique pour des aspects aussi fondamentaux que la beauté des paysages, l'intérêt des monuments, la praticité des infrastructures de transport et les garanties en matière de sûreté publique. Un État qui est en mesure de fournir des services efficaces et de garantir des équipements collectifs en bon état présente des avantages certains du point de vue du tourisme.

Certains pays de l'OCDE envisagent de limiter les retraites anticipées pour parvenir à gérer les coûts futurs de la retraite. Estimez-vous que ce genre de projet est un risque compte tenu de l'importance du marché des retraités pour répartir le tourisme sur l'année ?

Peter Keller : Normalement, les ménages dépensent de l'argent pour voyager en fonction de leurs prévisions de revenus sur toute une vie. De manière générale, ils ne voyagent pas moins à la retraite qu'ils ne le faisaient auparavant, préférant mettre de l'argent de côté lorsqu'ils sont encore en activité, ou s'assurer un petit revenu annexe en sus de la retraite de manière à obtenir un niveau de vie identique – voyages compris. Mais les dispositions prises pour la retraite sont moins importantes pour le tourisme que, par exemple, la stabilité de la croissance économique, qui engendre la prospérité et les conditions préalables essentielles à la disponibilité de budgets de voyage suffisants.

Dans les années 1970 et 1980, on a beaucoup écrit sur la société des loisirs, et prédit que la technologie nous libérerait de la routine et nous permettrait de nous concentrer sur des objectifs plus hédonistes et récréatifs. S'agissait-il d'une chimère, ou les gens prennent-ils effectivement davantage de vacances qu'auparavant ?

Peter Keller : Le tourisme connaît en ce moment une évolution structurelle. On remarque en particulier un nouveau tourisme caractérisé par deux tendances opposées. D'un côté, la nécessité d'accueillir des flots de touristes toujours plus importants a inévitablement provoqué l'industrialisation du tourisme. Nous avons aujourd'hui une importante industrie du voyage international



rassemblant les voyageurs, les compagnies aériennes et les chaînes hôtelières. Ces grandes entreprises optimisent le potentiel de croissance local en appliquant des stratégies globales. Elles utilisent les sites naturels et culturels pour renforcer leur offre. Simultanément, elles augmentent leur efficacité de manière à abaisser le coût des voyages et des séjours. De l'autre côté, grâce à la hausse constante de la productivité et à celle des revenus et des budgets de voyage dans les nations développées, une sorte d'« économie de l'expérience » a vu le jour et fournit des services personnalisés pour tous les aspects possibles du bien-être de l'homme dans les domaines de la santé physique, mentale et même spirituelle. Les petites et moyennes structures touristiques des destinations classiques des pays de l'OCDE sont prêtes à tirer grandement avantage de cette innovation fondamentale, car elles pourront adapter leurs offres de vacances aux besoins individuels.

Certains estiment que le développement du tourisme doit contribuer à éradiquer la pauvreté. Quelle pourrait être la contribution des pays de l'OCDE à cet égard ?

Peter Keller : En matière de tourisme, les pays pauvres jouissent de ce que l'on appelle parfois « les avantages du retard de développement ». Par rapport à des pays plus industrialisés, ils disposent souvent d'un « capital nature » et d'une culture traditionnelle plus riches. Ils bénéficient de la faiblesse des salaires et des différences de productivité avec les pays industrialisés dans

le domaine du tourisme – un secteur qui fait lourdement appel à la main-d'œuvre. Les pays pauvres sont toutefois contraints d'importer de grandes quantités de biens pour satisfaire les normes de confort et de qualité du tourisme international. Le transfert de savoir-faire, l'investissement direct et l'accès au marché rendu plus facile peuvent empêcher les « fuites » et améliorer l'incidence monétaire nette du tourisme.

Que pensez-vous des nouvelles formes de tourisme telles que le tourisme écologique ? Sont-elles viables économiquement ? Et le tourisme spatial ?

Peter Keller : Le tourisme est une usine à rêves. Le consommateur sera toujours prêt à se donner du mal et à se départir de sommes importantes pour jouir d'un « voyage inoubliable ». Les voyages dans les derniers grands espaces vierges et les régions d'une grande beauté naturelle représentent un segment de marché lucratif. Un voyage en Antarctique est très onéreux. Quant à quitter notre « planète bleue » pour voyager dans l'espace, le tarif actuel dépasse les US\$20 millions. Il est peu probable que les vaisseaux spatiaux se développent comme les automobiles et les avions au XX^e siècle, deviennent bon marché et accessibles à tous, et ouvrent ainsi une nouvelle ère du tourisme. Peut-être le ciel sera-t-il, après tout, notre limite. ■

• Voir www.oecd.org/sti/tourism

Accueillie à bras ouverts

L'entreprise au service de l'économie locale

Alistair Nolan, Direction de la gouvernance publique et du développement territorial de l'OCDE

L'entrepreneuriat est un préalable indispensable à une croissance économique saine. Peut-il pour autant venir en aide aux économies locales en difficulté ? Oui, mais à certaines conditions.



Xérès, ville historique d'Andalousie, en Espagne, est le berceau du vin du même nom. En 1991, elle présentait un des taux de chômage les plus élevés d'Europe. Quelque 19 000 personnes – soit environ 42 % de la population active – étaient à la recherche d'un emploi. Or, en 1998, le nombre de chômeurs avait chuté à 11 000 personnes. Pour une ville traversant une période de changements structurels majeurs, caractérisée par des licenciements secs dans le secteur viticole, il s'agissait d'un résultat impressionnant. Ces progrès découlaient en partie d'une série de mesures prises par les autorités locales pour stimuler l'entrepreneuriat. Rien d'étonnant à cela puisque croissance économique et entrepreneuriat sont étroitement liés. Et si les programmes publics destinés à stimuler l'esprit d'entreprise ne sont pas la solution miracle pour les localités défavorisées, ils peuvent être bénéfiques.

Encourager la création d'entreprises et leur développement est une préoccupation quasiment universelle pour les autorités locales, de même que pour les gouvernements centraux qui souhaitent relever le niveau de vie dans les zones

défavorisées. L'abondance de dispositifs est saisissante : au cours des années 1990, dans le seul État du Wisconsin, aux États-Unis, il existait plus de 400 programmes d'aide aux entreprises offrant 700 services. La réussite de Xérès n'a d'ailleurs rien d'exceptionnel : ces programmes d'aide aux entreprises ont été appliqués à Gênes pour soutenir les zones des aciéries sinistrées. Et Camden, un arrondissement de Londres qui a également connu des heures difficiles, a vu sa situation s'améliorer en partie grâce à ce type d'initiative. Les politiques visant à encourager la création de jeunes pousses dans les zones défavorisées ont même reçu le soutien de certains universitaires de renom. Ainsi, le spécialiste de stratégie d'entreprises à l'Université de Harvard, Michael Porter, a mis sur pied l'Initiative for a Competitive Inner-City (ICIC, Initiative pour un centre-ville compétitif) destinée à favoriser le développement des entreprises dans le but de revitaliser le centre-ville.

Mais pourquoi les pouvoirs publics devraient-ils encourager l'entrepreneuriat dans les économies locales ? Les enjeux sont de taille : dans la plupart des pays de l'OCDE, le chômage, la maladie, la criminalité et

l'exclusion sociale sont concentrés dans les zones défavorisées. Ces problèmes exigent une intervention des pouvoirs publics, affirment les responsables politiques. Certains soutiennent que la création d'entreprises réduit le chômage et ses coûts sociaux, et que des économies locales risquent de pâtir du faible niveau de création d'entreprises, faute d'initiatives publiques.

Néanmoins, la pertinence de ces arguments est parfois exagérée. Ainsi, les nouvelles entreprises sont plus petites que la moyenne et nombre d'entre elles se développent lentement, créant peu d'emplois au cours de leurs premières années d'existence. L'intervention des pouvoirs publics peut donc être utile pour résoudre les problèmes qui se posent aux entrepreneurs sur les marchés dont ils dépendent. Les autorités pourraient par exemple assurer la flexibilité de l'offre de locaux à usage industriel sur des marchés immobiliers tels que celui de Londres, où les locaux à louer à des prix abordables par des petites entreprises sont rares, les prix étant poussés à la hausse par les constructions de logements et de bureaux.

Il semble que l'entrepreneuriat devrait

avoir des effets positifs sur les économies locales en faisant progresser l'emploi, les revenus et les recettes fiscales, sans oublier la motivation, en particulier dans les zones sinistrées. Or, force est de constater que peu d'études ont examiné de manière systématique la relation entre entrepreneuriat et évolution économique locale. Les régions en expansion rapide tendent à se caractériser par des taux élevés de création d'entreprises, comme dans la bande californienne de haute technologie et dans certaines zones du nord de l'Italie.

qualifiés et bénéficiant de moins d'expérience professionnelle et de réseaux. En outre, les personnes visées par les programmes peuvent ne pas être intéressées ; en fait, environ 5 % seulement des chômeurs s'engagent dans ce type d'initiative. Après la période de démarrage, les taux de réussite chutent souvent. Les succès fulgurants sont rares, et la plupart des initiatives ne portent leurs fruits qu'au bout d'un certain temps. Ces programmes ne doivent donc pas être considérés comme un moyen d'action à court terme en cas de crise

milieux socio-économiques défavorisés, ont eu un succès mitigé, si bien que ce programme a été interrompu en 1995. En l'occurrence, on avait sous-évalué les risques liés à la gestion de fonds de capital-risque de faible volume – donc à haut risque et à coût élevé – poursuivant des objectifs non commerciaux.

Par ailleurs, l'adaptation est préférable à l'adoption. Ainsi, de nombreux programmes de microcrédit ont été calqués sur des mécanismes de microfinancement mis en œuvre dans les pays en développement, tels que la Grameen Bank du Bangladesh. Or, il n'est pas facile de les reproduire dans les zones sinistrées, socialement fragmentées, d'Europe ou d'Amérique du Nord.

Avant le lancement d'une entreprise, les conseils de spécialistes peuvent permettre de consolider des projets d'entreprise peu réalistes, de tempérer les excès d'optimisme et d'améliorer la viabilité des sociétés naissantes. Renforcer l'optique commerciale dans la fourniture des services d'aide aux entreprises irait également dans le bon sens, comme l'ont montré des structures telles que la Greater London Enterprise Ltd et la Shorebank Corporation de Chicago. Une approche axée sur le marché aide à éviter que des prestataires de services privés ne soient supplantés par des organismes publics, et renforce la probabilité que les programmes soient adaptés, qu'ils mobilisent des ressources complémentaires de celles du secteur public, et qu'ils donnent de meilleurs résultats en termes de viabilité et d'impact global. En outre, au lieu de mettre simplement en place de nouveaux mécanismes, les gouvernements seraient peut-être bien avisés de revoir l'orientation et de renouveler les idées des programmes déjà existants.

Les collectivités locales devraient veiller à la disponibilité de locaux professionnels pouvant être loués à des prix abordables et à des conditions avantageuses, mais il n'est pas nécessaire qu'elles acquièrent elles-mêmes des bâtiments. Un tel investissement représente une utilisation des fonds publics excessivement capitalistique, qui offre des perspectives limitées de recouvrement des coûts avec la revente des bâtiments acquis, après le départ de leurs occupants. Il serait préférable que les autorités garantissent les loyers d'un bâtiment financé par le secteur privé pour une période déterminée. L'expérience montre qu'il peut s'agir d'une

L'entrepreneuriat peut résoudre certaines des nombreuses difficultés que connaissent les zones défavorisées, mais ce n'est pas un remède miracle pour répondre aux problèmes sanitaires et à la criminalité élevée.

Toutefois, dans des zones locales plus petites, les effets de l'entrepreneuriat sur les revenus et l'emploi peuvent ne pas être directs. De fait, des zones défavorisées peuvent parfois enregistrer des taux élevés de création d'entreprises tout en demeurant relativement pauvres, comme dans certains arrondissements de Londres.

L'entrepreneuriat se heurte à des obstacles évidents dans les localités défavorisées. Une demande solvable faible et des taux de criminalité élevés peuvent constituer des handicaps. Le fait que de nombreuses personnes soient locataires de leur logement, et que la valeur des habitations soit souvent basse, peut empêcher l'accès aux financements, les logements servant fréquemment de garantie pour les prêts bancaires. En outre, les zones défavorisées manquent souvent de modèles, ce qui peut être important compte tenu des éléments laissant à penser que l'émulation contribue à la diffusion de l'entrepreneuriat. Ces handicaps, ainsi que d'autres, ne sont pas des caractéristiques exclusives des localités défavorisées, mais leur présence et leur gravité sont typiques de ces zones.

Si le fait d'encourager l'entrepreneuriat offre des avantages significatifs, même les stratégies couronnées de succès ont leurs limites. Ainsi, des programmes peuvent se solder dans un premier temps par des réussites avec des entrepreneurs très compétents, mais de tels résultats sont plus difficiles à obtenir avec des candidats moins

sur le marché de l'emploi. Par ailleurs, l'entrepreneuriat peut résoudre certaines des nombreuses difficultés que connaissent les zones défavorisées, telles que le faible niveau des revenus et l'insuffisance des services de détail. Ce n'est pas un remède miracle pour répondre aux problèmes sanitaires et à la criminalité élevée, sur lesquels la présence de nouvelles entreprises n'a quasiment aucune incidence. En outre, la concurrence d'entreprises nouvelles, soutenues par les pouvoirs publics, peut se traduire par l'éviction de sociétés déjà en activité.

Que peuvent donc faire les autorités pour promouvoir l'entrepreneuriat au niveau local ? De nombreuses options sont envisageables. L'État peut notamment faciliter le microcrédit en collaboration avec les banques, organiser des réseaux d'entreprises et des groupements d'investisseurs informels, gérer des pépinières d'entreprises et des services d'information, dispenser des formations, encourager le capital-risque, et faire connaître les modèles locaux d'entrepreneuriat. La réussite de tels programmes dépend de l'environnement local, ainsi que de la manière dont ils sont élaborés puis gérés. Aux États-Unis, les Special Small Business Investment Corporations (Sociétés spéciales d'investissement dans les petites entreprises) de la Small Business Administration (SBA, Administration des petites entreprises), qui canalisent les investissements en capitaux propres vers les entrepreneurs issus de

démarche peu risquée si les entreprises locataires sont sélectionnées d'après leurs chances de réussite. Cette approche a été adoptée au Royaume-Uni et dans d'autres pays.

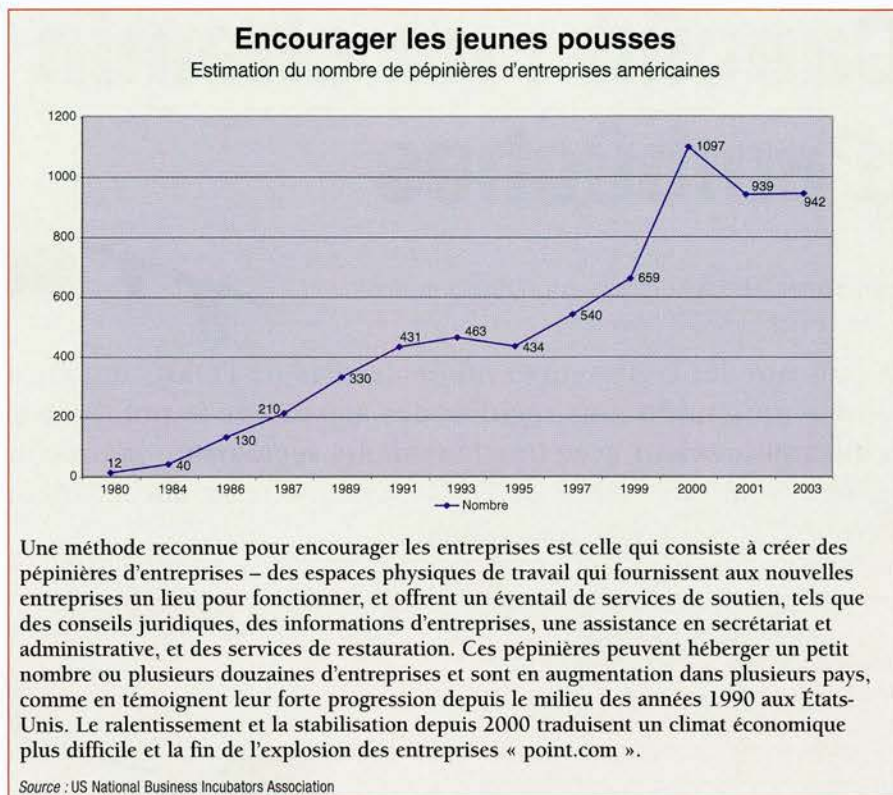
Les pouvoirs publics auraient également tout intérêt à prendre des mesures en faveur des entreprises qui reposent sur des équipes. Seule une minorité des nouvelles entreprises sont créées collectivement, alors que les sociétés fondées par des groupes d'entrepreneurs travaillant ensemble tendent à avoir une durée de vie plus longue et à se développer plus rapidement. Certaines initiatives, telles que le programme « Go » du Land de Rhénanie du Nord-Westphalie, en Allemagne, visent à encourager les créations collectives d'entreprises, en soutenant en priorité les projets mis en avant par plus d'un entrepreneur.

Réseau catalan

En juin 2001, quelque 10 000 petites entreprises situées à la périphérie de Barcelone – soit approximativement la moitié de l'ensemble des petites entreprises de la ville – ont mis sur pied six réseaux territoriaux pour acheter leur électricité à environ 30 % en dessous des tarifs qui leur étaient facturés jusqu'alors. Ce type d'initiative montre que les réseaux peuvent faciliter l'identification de possibilités commerciales et améliorer l'accès aux ressources. Les entrepreneurs qui nouent et entretiennent des liens avec d'autres obtiennent souvent de meilleurs résultats que ceux qui ne le font pas.

Le secteur public a également un rôle de catalyseur à jouer dans la mise en place de réseaux d'entreprises, en accompagnant les initiatives telles que celles de Barcelone. Il est clair que les réseaux peuvent favoriser un apprentissage rapide et faciliter la réorganisation des relations des entreprises avec leurs fournisseurs. Travailler en réseau avec des sociétés de plus grande taille peut permettre aux petites entreprises d'accéder aux marchés internationaux plus rapidement, à un coût plus faible et à moindre risque. Un tel résultat présente un intérêt direct pour les responsables politiques locaux.

L'entrepreneuriat est un domaine prometteur, mais un problème se pose : l'intérêt des pouvoirs publics pour les programmes mis en œuvre se dissipe parfois peu après leur démarrage, et ils préfèrent se



Une méthode reconnue pour encourager les entreprises est celle qui consiste à créer des pépinières d'entreprises – des espaces physiques de travail qui fournissent aux nouvelles entreprises un lieu pour fonctionner, et offrent un éventail de services de soutien, tels que des conseils juridiques, des informations d'entreprises, une assistance en secrétariat et administrative, et des services de restauration. Ces pépinières peuvent héberger un petit nombre ou plusieurs douzaines d'entreprises et sont en augmentation dans plusieurs pays, comme en témoignent leur forte progression depuis le milieu des années 1990 aux États-Unis. Le ralentissement et la stabilisation depuis 2000 traduisent un climat économique plus difficile et la fin de l'explosion des entreprises « point.com ».

lancer dans de nouvelles initiatives plutôt que de suivre celles qui existent déjà et de contribuer patiemment à leur réussite. Le manque d'études fiables permettant d'évaluer les mécanismes d'aide à l'entrepreneuriat contraste fortement avec l'importance des sommes consacrées à ce type de dispositifs. Il est difficile d'obtenir des données précises sur les montants dépensés, mais d'après les informations recueillies, aux États-Unis, les fonds engagés au niveau des états dans diverses formes d'aide aux entreprises pourraient atteindre plusieurs milliards de dollars par an.

Par ailleurs, à la fin des années 1990, les conseils municipaux d'Angleterre et du Pays de Galles consacraient plus de £300 millions par an au développement économique, notamment sous forme d'aides à l'entrepreneuriat, et géraient des milliards de livres de fonds nationaux et européens consacrés au renouvellement. L'absence de suivi est d'autant plus regrettable qu'il est impossible de déterminer si les initiatives de développement local remplissent leur fonction. Outre des recommandations portant sur toute la palette de mesures et programmes dont disposent les gouvernements nationaux et les autorités

locales, le rapport de l'OCDE intitulé *L'entrepreneuriat et le développement économique local* contient des suggestions en vue d'améliorer les procédures d'évaluation et de suivi (il montre par exemple que le choix des différents critères d'évaluation a des effets stimulants qui affectent la manière dont les programmes sont conçus et gérés). Même des mécanismes couramment utilisés, tels que les services de conseil aux entreprises, la formation à la gestion et le microfinancement, doivent faire l'objet d'un examen plus poussé. De telles évaluations pourraient être d'un grand secours aux autorités nationales et locales, en leur permettant d'améliorer leurs stratégies en matière d'entrepreneuriat. ■

Références

- *L'entrepreneuriat et le développement économique local* (OCDE, 2003) fait partie d'une série de travaux sur la dimension locale de l'entrepreneuriat publiés récemment ou à paraître, préparés par le Programme de Développement économique et création d'emplois au niveau local (LEED) de l'OCDE (www.oecd.org/els/leed).
- L'expérience de Xérès est détaillée dans *Best Practices in Local Development – LEED Notebook 27* (OCDE, 1999).

Cancún : un chemin parsemé d'embûches

Jean-Marie Metzger, Directeur, Direction des échanges de l'OCDE

Depuis que les conférences ministérielles de l'OMC ont été instaurées comme un rendez-vous régulier des acteurs de la politique commerciale, la question revient avec une lancinante régularité : la prochaine conférence ministérielle de l'OMC sera-t-elle un succès ou un échec ? Que sera, que fera Cancún ?

Cela fait maintenant plus de 20 ans que l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), puis l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ont changé la nature du système commercial multilatéral, passant de la stricte négociation des tarifs douaniers à l'élaboration de règles visant à soutenir et encadrer la libéralisation des échanges. Depuis la conférence ministérielle des parties contractantes du GATT en 1982, qui s'était soldée sur un constat de désaccord sur le lancement des négociations qui allaient devenir, quatre ans plus tard, le Cycle d'Uruguay, les conférences ministérielles ont alterné les moments heureux et moins heureux : Genève 1982 échec ; Punta del Este 1986 succès ; Montréal 1988 demi-échec ; Genève 1989 demi-succès ; Bruxelles 1990 échec ; Marrakech 1994 succès ; Singapour 1996 demi-succès ; Genève 1998 demi-succès ; Seattle 1999 échec ; Doha 2001 demi-succès ; qu'en sera-t-il de Cancún ?

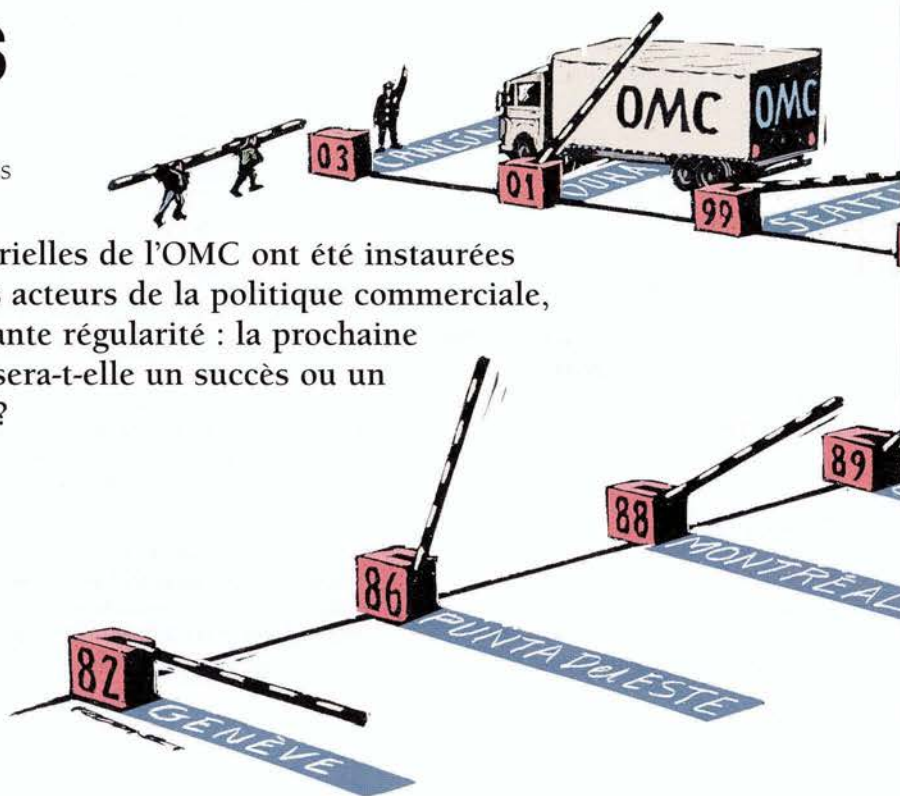
Malgré cette litanie au rythme quasi-binaire, le système commercial multilatéral n'a jamais cessé de fonctionner et de progresser. À la volatilité des cycles de négociation s'ajoute l'expression persistante d'un scepticisme public à l'égard de la libéralisation du commerce et de l'investissement, clair sur l'agriculture dès les années 1980, plus généralisé à partir du milieu des années 1990, quand le mouvement de la société civile s'est développé sous l'œil nouvellement intéressé des médias (qui jusqu'alors, sauf de manière ponctuelle et spécialisée, ne s'étaient guère intéressés aux négociations commerciales multilatérales).

La conférence de Doha, en 2001, a mis sur pied un programme de négociations ambitieux, comprenant, comme ce fut le cas lors du lancement du Cycle d'Uruguay, des sujets nouveaux pour les négociateurs, mais déjà largement discutés dans les enceintes internationales, que ce soit à l'OMC, à la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) ou à l'OCDE (investissement, concurrence, environnement). Des sujets liés à l'accès au marché, désormais traditionnels comme la libéralisation des services et les réductions de tarifs douaniers (agricoles et non-agricoles), ou abordés sous un jour nouveau, comme celui de la facilitation du commerce, la discussion des règles (anti-dumping, subventions), le sujet épineux de la libéralisation de l'agriculture et la question omniprésente du traitement spécial et différencié des pays en développement, viennent compléter et charger l'ordre du jour de la future conférence ministérielle de Cancún.

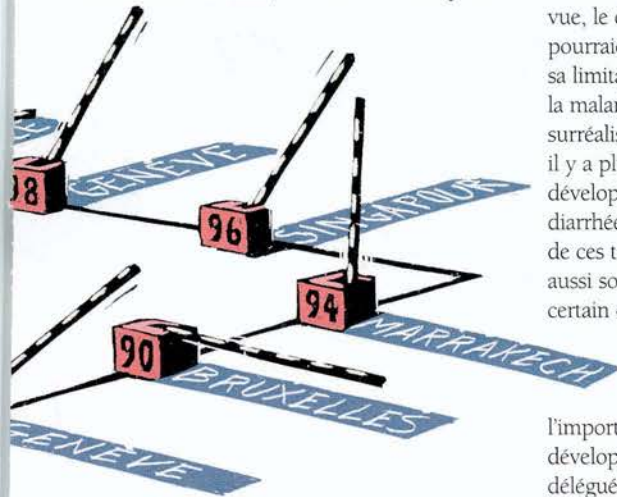
Cette conférence devra faire avancer l'ensemble des négociations, mais il est indéniable qu'un petit nombre de sujets attirera

l'attention des ministres et donnera le ton des débats et de la perception que le public en retirera. Il s'agit bien, avant tout, de perception car, même si certaines orientations importantes doivent y être prises, la conférence de Cancún est la conférence de mi-parcours d'un processus de négociations largement étalé dans le temps. Les négociations, équilibrées pour tous et dans tous ces aspects au travers d'un « engagement unique » (« rien n'est approuvé tant que tout n'est pas approuvé »), doivent, selon le programme arrêté à Doha, être finalisées au 1^{er} janvier 2005. La tâche est sans aucun doute colossale, mais personne ne peut imaginer, dans une dynamique de négociation et d'échanges de concessions, que la conférence de Cancún arrêtera des résultats définitifs, qu'ils soient positifs ou négatifs : en ce sens, en tant qu'étape d'un processus, cette conférence ne doit pas être vue en elle-même comme un succès ou un échec.

Les nombreuses échéances fixées à Doha – dont beaucoup se plaisent à souligner qu'elles sont déjà, ou seront, dépassées – n'ont en réalité qu'une valeur symbolique. Une seule



échéance compte : celle de l'accord final ; encore faut-il reconnaître qu'aucun des cycles précédents n'a jamais respecté la date initialement fixée. Les dates intermédiaires, comme celles qui ont été fixées pour l'accord sur les médicaments, sur le traitement spécial



et différencié (décembre 2002), sur l'agriculture, sur les services (mars 2003), sur l'accès au marché des produits non-agricoles (mai 2003), doivent être considérées avec sérieux mais seulement comme indicatives. Leur fonction est plus de stimulation que de limitation : la preuve en est qu'une fois l'échéance passée, et non respectée, le travail et les discussions se poursuivent, comme c'est le cas actuellement sur les médicaments ou le traitement spécial et différencié. Une analogie sportive permettrait de considérer ces échéances comme des points de ravitaillement d'un tour cycliste : si le ravitaillement est manqué, la course sera plus difficile, mais aucun participant ne devrait envisager d'abandonner pour cette seule raison. Un risque est bien sûr que les coureurs changent d'épreuve et se lancent dans un sprint au régionalisme plutôt qu'au multilatéralisme. Or, comme dans tout bon marathon, il est nécessaire de garder le rythme sans faiblir.

Parmi les sujets qui pourraient faire de Cancún un moment important, trois paraissent attirer spécialement l'attention : l'accès aux médicaments ; le traitement spécial et différencié des pays en développement ; et la libéralisation des échanges agricoles.

S'agissant de l'accès aux médicaments génériques, qui oppose l'ensemble des membres de l'OMC à un seul, il convient de rappeler que la dimension morale du sujet, parce qu'elle touche directement à la vie de

l'être humain, transcende la dimension purement économique de la protection intellectuelle. Qui peut décemment se permettre de faire échouer durablement un accord dont l'objectif est de sauver des millions de vies humaines ? De ce point de vue, le débat sur la nature des maladies qui pourraient être couvertes par un tel accord, et sa limitation aux pandémies que sont le SIDA, la malaria et la tuberculose, paraît quelque peu surréaliste, lorsque l'on sait que chaque année il y a plus de décès dans le monde en développement dus à la pneumonie, aux diarrhées infectieuses et à la grippe que du fait de ces trois maladies plus « connues » mais aussi souvent plus lourdes à traiter. Il n'est pas certain que des considérations tactiques

n'amèneront pas à attendre le dernier moment pour conclure un accord, mais compte tenu de l'importance du sujet pour les pays en développement, il paraît impensable que les délégués quittent Cancún en laissant planer une incertitude sur les politiques de santé des pays qui en ont le plus besoin.

Le traitement spécial et différencié des pays en développement est aussi un sujet crucial omniprésent dans la déclaration de Doha. Des décisions doivent être prises, même si elles ne sont que provisoires ou partielles. Au-delà de la réponse que les pays en développement attendent des pays développés (en particulier en matière d'assistance technique et de construction de leurs capacités, besoins qui sont indiscutables), ceux-ci devraient continuer à s'interroger sur deux points :

- Est-il dans leur propre intérêt – abrités par des dispositions spéciales dont ils bénéficieraient – de retarder les réformes qui apporteront un coup d'accélération à la modernisation de leur économie et à leur croissance ?
- Alors que le terme consacré de « traitement spécial et différencié » comprend la notion de différence, ou de différenciation, celle-ci ne devrait-elle pas s'appliquer non seulement entre pays développés et pays en développement, mais aussi entre pays en développement eux-mêmes ? Un pays en développement le reste-t-il éternellement, et les plus développés d'entre eux n'ont-ils pas aussi un devoir de solidarité envers les plus démunis ?

Vient enfin la question de l'agriculture. Ce secteur, longtemps à l'abri, est depuis le Cycle d'Uruguay engagé dans un processus de réforme, d'ouverture des marchés et de libéralisation. Ce processus de réforme ne peut

que contribuer à une redistribution des richesses entre pays développés et pays en développement, mais aussi au sein des pays développés eux-mêmes. Dans ces derniers, une petite partie du secteur agricole, compétitive et performante, confisque à son profit la plupart des soutiens et rentes de la protection, au détriment des consommateurs ou des agriculteurs qui font face à plus de difficultés, dans leur pays même ou à l'extérieur. Personne ne doute que la réforme doive se poursuivre : l'OCDE a récemment encore publié une étude visant à engager un « programme de réforme constructif ».

Mais il convient aujourd'hui de se garder de deux écueils : confondre les modalités des négociations avec leur résultat final d'une part, et sacrifier les échéances intermédiaires et confondre vitesse et précipitation d'autre part. Un résultat pour ce cycle de négociations n'est concevable que s'il est équilibré : cela signifie que les efforts de réforme devront être partagés sur toutes les formes de soutien à l'agriculture, qu'ils soient directs ou indirects, qu'ils soient transparents ou plus occultes.

Si le réalisme l'emporte à Cancún les négociations pourront se poursuivre dans l'harmonie. Sinon, les négociations sur l'agriculture risquent d'être différées, peut-être jusqu'en 2006 : trop tard ? Ou bien mieux vaut tard que jamais ?

À un moment où le monde doit faire face, au niveau politique et diplomatique des relations internationales, à une crise et à une instabilité majeures, il importe plus que jamais que les dimensions économiques et commerciales du système de relations internationales se consolident comme un espace de coopération et de stabilité.

Sur tous les sujets directement liés aux échanges, on peut dire, paraphrasant André Malraux, que ce cycle de négociations engagé à Doha « sera moral ou ne sera pas ». Si après la conférence de Cancún les discussions se poursuivent, si un certain nombre d'accords peuvent être atteints, notamment pour tout ce qui n'est pas lié à l'accord final unique prévu par la Déclaration de Doha, alors la conférence aura été un succès et le système commercial multilatéral pourra continuer à fonctionner et à s'améliorer. ■

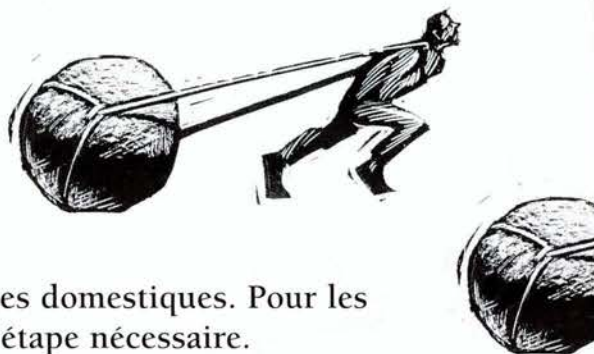
Références

- Metzger, J.M. (2003). « Il faut sauver Doha ! », *l'Observateur de l'OCDE*, N° 235, OCDE, Paris, France.
- Voir : www.oecd.org/trade

Échanges, dette et développement

Peter Walkenhorst, Direction des échanges de l'OCDE

L'initiative en faveur des PPTE incite à la coopération internationale, mais également à la réforme des politiques domestiques. Pour les pays en voie de développement, il s'agit d'une première étape nécessaire.



Au début des années 1990, les échanges des pays les moins avancés représentaient un malheureux demi-pour cent du commerce mondial. Dans le même temps, la dette extérieure d'un certain nombre d'entre eux – par exemple, la Guinée-Bissau, le Mozambique ou l'Ouganda – pouvait excéder plus de 10 fois leurs recettes d'exportation. En conséquence, le service de leurs obligations financières pouvait absorber, en certaines périodes, le tiers de leurs exportations, si ce n'est davantage. Qui plus est, cette dette étant libellée en devises fortes, elle ne pouvait être remboursée par le produit de l'économie domestique, fondée sur une monnaie nationale faible ou sur le troc. Une telle situation handicape lourdement les perspectives économiques de ces pays car les sommes affectées au service de la dette auraient pu servir à financer les importations nécessaires de machines et autres équipements ou les investissements en infrastructures.

Si les tentatives en vue d'alléger les problèmes liés à l'endettement ont été assez nombreuses, peu ont suscité autant d'attention que l'initiative dite en faveur des pays pauvres très endettés (ou Initiative PPTE). Lancée par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale en septembre 1996, elle consiste à offrir des allègements de dette aux pays éligibles, en d'autres termes, ceux poursuivant des politiques économiques saines. Après un réexamen en profondeur, l'Initiative PPTE a été considérablement renforcée en 1999 afin d'offrir la possibilité à un plus grand nombre de pays de bénéficier d'allègements de dette plus étendus et plus complets, sous réserve qu'ils se montrent déterminés à combattre la pauvreté.

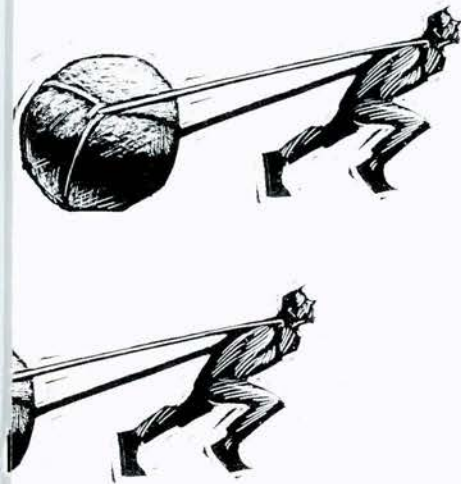
En 2002, le FMI et la Banque mondiale

avaient recensé environ 42 pays pouvant être qualifiés de PPTE, compte tenu du niveau relatif de leur endettement par rapport à leurs recettes d'exportation et à leurs recettes publiques (voir liste ci-dessous). Six d'entre eux appartiennent à la catégorie des pays ayant atteint le « point d'achèvement ». Ils ont entrepris de mettre en œuvre des stratégies de lutte contre la pauvreté impliquant des réformes économiques fructueuses qui leur ont permis de stabiliser leur situation macro-économique et, en conséquence, de bénéficier de remises de dette. Une vingtaine d'autres entrent dans la catégorie ayant atteint le « point de décision ». Cela signifie qu'un allègement de la dette leur a été accordé, et qu'il deviendra effectif lorsqu'ils pourront se prévaloir de résultats suffisants dans la mise en œuvre de leur stratégie de lutte contre la pauvreté. Dans le dernier groupe, celui des « pays n'ayant pas encore atteint le point de décision », on retrouve 12 pays qui ne remplissent pas les conditions requises pour bénéficier de l'Initiative car ils n'ont pas encore de plan de réforme. Quant aux quatre PPTE restants, l'OCDE et le FMI estiment que leur endettement est durable et qu'ils n'ont donc pas besoin d'une aide particulière.

Il est normal que les débiteurs et les créanciers se posent la question de l'efficacité de cette méthode consistant à échanger des allègements de dette contre des réformes. Produit-elle des résultats probants ? Il est probable que oui, encore qu'il soit trop tôt pour le dire. Dans la pratique, la performance économique et commerciale des PPTE dépend de leur situation spécifique. Certains ont connu une forte croissance économique, tandis que d'autres ont sombré dans la récession. Outre les réformes des politiques

intérieures, plusieurs autres facteurs peuvent affecter leur performance, notamment la chute des prix des produits de base, un taux élevé d'infection par le VIH/sida ou l'existence d'un conflit armé. Cela dit, si l'on examine l'évolution de plusieurs indicateurs économiques entre 1997 (année au cours de laquelle les premiers pays ont atteint le point de décision dans le cadre de l'Initiative initiale) et 2001, dernière année pour laquelle on dispose de données, on constate que la méthode peut porter ses fruits.

On observe, en particulier, que les pays qui ont commencé à mettre en œuvre des réformes dans le cadre de leurs stratégies de lutte contre la pauvreté et qui sont parvenus à la stabilité économique ont obtenu de meilleurs résultats que ceux dont le programme de réforme est moins avancé. Autre constatation : les pays qui n'ont entrepris aucune réforme affichent les plus mauvaises performances. De fait, entre 1997 et 2001, le PIB des six pays ayant atteint le point d'achèvement avait progressé alors qu'il avait diminué dans les deux autres groupes. S'agissant des dépenses d'investissement, la disparité est particulièrement forte. Dans les pays ayant atteint le point d'achèvement, celles-ci ont progressé de 30 % entre 1997 et 2001 alors que la hausse est inférieure à 10 % dans ceux ayant atteint le point de décision, qui ont encore des progrès à faire. Par ailleurs, le niveau des investissements a fléchi dans ceux qui sont en queue du peloton, soit les PPTE n'ayant pas encore atteint le point de décision. L'évolution des exportations et des importations apparaît assez similaire. Enfin, si le stock des investissements directs étrangers (IDE) a augmenté dans les trois groupes de



pays à la fin des années 1990, ce sont encore une fois les PPTE ayant atteint le point d'achèvement qui ont bénéficié des apports les plus importants.

Il est clair qu'il ne s'agit là que de résultats préliminaires puisque l'Initiative PPTE, sous sa forme renforcée, date d'il y a quatre ans et que le premier pays à atteindre le point d'achèvement, l'Ouganda, y est parvenu en mai 2000 seulement. L'on peut également s'interroger au sujet de la relation de causalité. Les bonnes performances des pays ayant atteint le point d'achèvement s'expliquent-elles par les récentes réformes associées aux allègements de dette, ou faut-il plutôt les attribuer à leurs politiques antérieures et au fait que leurs performances économiques passées,

relativement bonnes, leur ont permis de satisfaire plus aisément les conditions requises pour bénéficier des dits allègements ? L'on peut aussi se demander quels motifs ont pu empêcher les pays affichant les plus faibles résultats de procéder à des réformes. Certes, les données disponibles tendent à indiquer que celles-ci ont un réel impact en termes économique et commercial. Mais, il est également possible que certains pays très pauvres aient rencontré des difficultés particulières à s'extraire du piège de la pauvreté en raison par exemple, de leur situation sanitaire, d'un conflit ou de la résistance des groupes bénéficiant d'intérêts acquis.

Il faudra encore du temps pour que l'on puisse appréhender de manière plus précise tous les cas de figure, d'autant que l'Initiative PPTE continue d'évoluer. Il est probable, par exemple, que les réformes commerciales ont aidé certains pays à améliorer la performance de leurs échanges commerciaux et à réduire, par ce biais, leurs niveaux d'endettement. Pourtant, dans le cadre de certaines des premières stratégies de lutte contre la pauvreté, les échanges et les politiques commerciales attireraient peu l'attention. L'on s'intéressait à d'autres problèmes, tels que la maîtrise de l'inflation et des dépenses publiques, ou la stimulation des investissements dans les infrastructures agricoles et sociales. Désormais, le FMI et la Banque mondiale encouragent les PPTE à

intégrer la politique commerciale dans leurs programmes de réforme, en insistant tout particulièrement sur la réforme douanière, la gouvernance et l'impact de la libéralisation des échanges de textiles sur leur économie. Des mesures commerciales adoptées par les pays membres de l'OCDE (telle l'Initiative « Tout sauf les armes » de l'UE ou l'« African Growth and Opportunity Act » des États-Unis), qui offrent un accès préférentiel aux pays exportateurs à faible revenu, peuvent jouer un rôle complémentaire pour améliorer les perspectives d'exportation des pays les plus pauvres du monde. Quoi qu'il en soit, l'intérêt de l'Initiative en faveur des PPTE réside dans le fait qu'elle incite les pays pauvres à mener eux-mêmes des réformes dont ils tireront les bénéfices et qu'elle contribue à recentrer l'attention des dirigeants internationaux sur les problèmes des économies les plus faibles. ■

Références

- Bird, G. et A. Milne, 2003, « Debt relief for low income countries: is it effective and efficient? », *World Economy* 26(1) : 43-59.
- Daseking, C. et R. Powell (1999), « From Toronto terms to the HIPC Initiative: a brief history of debt relief for low income countries? », FMI document de travail WP/99/142 (Washington, D.C. : FMI).
- OCDE (2003), « HIPC and trade policy reform: some early observations », document non classifié TD/TC/WP(2003)4/FINAL, Paris.
- Voir : www.oecd.org/trade

PPTE par catégorie (fin 2002)

Pays au stade du point d'achèvement :
Bolivie, Burkina Faso, Mauritanie, Mozambique, Tanzanie, Ouganda.

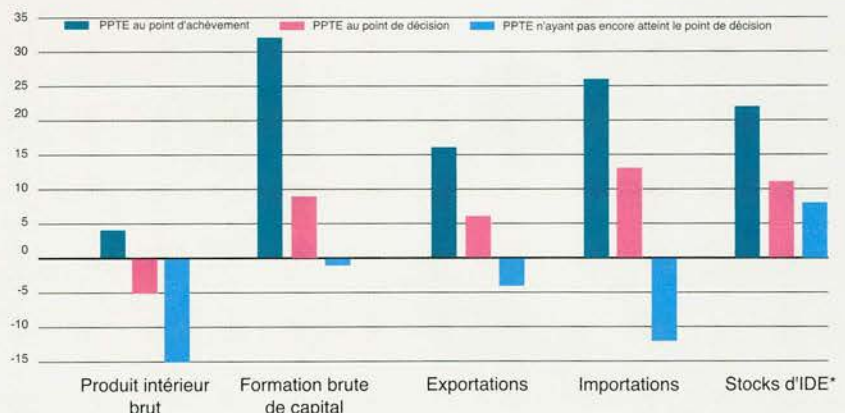
Pays au stade du point de décision : Bénin, Cameroun, Tchad, Éthiopie, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guyane, Honduras, Madagascar, Malawi, Mali, Nicaragua, Niger, Rwanda, São Tomé e Príncipe, Sénégal, Sierra Leone, Zambie.

Pays n'ayant pas encore atteint le point de décision : Burundi, République Centrafricaine, Comores, Congo, République démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, République démocratique populaire Lao, Libéria, Myanmar, Somalie, Soudan, Togo.

Pays avec niveau de dette potentiellement durable : Angola, Kenya, Vietnam, Yémen.

Des réformes payantes

Les performances économiques dans les différents groupes PPTE
US\$, variation en % 1997-2001



Notes : *Croissance annuelle moyenne sur la période 1995-2001. Seuls sont pris en compte dans les comparaisons les pays pour lesquels des données sont disponibles pour 2001.

Source : OCDE, d'après les statistiques de la CNUCED et de la Banque mondiale

La santé, pierre angulaire du développement

Jean Lennox et Dag Ehrenpreis, Direction de la coopération pour le développement de l'OCDE

Il est, désormais, reconnu qu'un mauvais état de santé et la maladie font obstacle à la croissance économique des pays en développement. Des politiques favorables aux populations pauvres doivent être mises en place pour remédier à ce problème, via le Programme de Doha entre autres.

Mieux vaut être pauvre et bien portant que riche et malade. Pour comprendre ce vieil adage, le mieux est de se pencher sur les liens entre la santé et la pauvreté dans les pays en développement. De fait, une bonne santé constitue un préalable indispensable au recul de la pauvreté car elle permet d'élever les niveaux de productivité, d'instruction et de revenu. En effet, lorsque les citoyens pauvres sont rassurés quant à la santé et à la survie de leurs enfants, ils ont généralement moins d'enfants, de sorte que le revenu de chacun des membres de la famille augmente. Ainsi, la mise en place de programmes destinés à protéger et à améliorer la santé des populations des pays en développement, qui

vivent sous le seuil de pauvreté ou juste au-dessus, contribuerait grandement à réduire la pauvreté dans le monde.

Les récentes recherches sur les déterminants de la croissance dans les pays en développement ont fortement confirmé les liens entre la santé et le recul de la pauvreté. Conséquence : la santé occupe, aujourd'hui, un rang plus élevé que jamais sur l'échelle des priorités internationales. Pour expliquer cette évolution, on peut invoquer les efforts déployés en vue de relancer la croissance économique, ou encore, la bataille menée contre le VIH/sida. Mais d'autres facteurs interviennent également. En effet, comparativement à leurs concitoyens, les pauvres souffrent de taux de mortalité

maternelle et infantile supérieurs ; ils sont aussi plus affectés par la maladie et ont moins facilement accès aux soins de santé et aux dispositifs de protection sociale. Et, pour compléter le tableau, il faut encore rappeler que les disparités entre hommes et femmes contribuent à affaiblir un peu plus la santé des femmes et des jeunes filles pauvres.

Lorsqu'un pauvre tombe malade ou se blesse, toute la famille risque de se trouver piégée dans un cercle vicieux : en même temps qu'elle est privée d'une source de revenus, elle doit s'acquitter de frais élevés pour les soins médicaux. Pour remédier à cette situation, la communauté internationale a adopté, parmi ses Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), trois objectifs touchant à la santé. D'ici 2015, elle entend réduire la mortalité infantile, les décès maternels ainsi que la propagation du VIH/sida, de la malaria et de la tuberculose. Si ces objectifs étaient atteints, la réalisation des autres OMD – en particulier l'élimination de la pauvreté et de la faim, l'universalisation de l'enseignement primaire et l'accroissement du rôle des femmes – qui dépendent grandement de l'état de santé serait favorisée.

Afin de relever ce défi, les pays en développement doivent adopter, avec le concours des pays membres de l'OCDE et de leurs organismes d'aide, **une approche de la santé favorable aux pauvres**. Comme la dénomination l'indique cette approche doit viser à promouvoir, protéger et améliorer la santé des populations en situation de pauvreté. Elle suppose donc une action ciblée sur les maladies qui frappent de façon disproportionnée cette catégorie de la population. Parmi ces maladies figurent, notamment, la malaria, à l'origine d'un



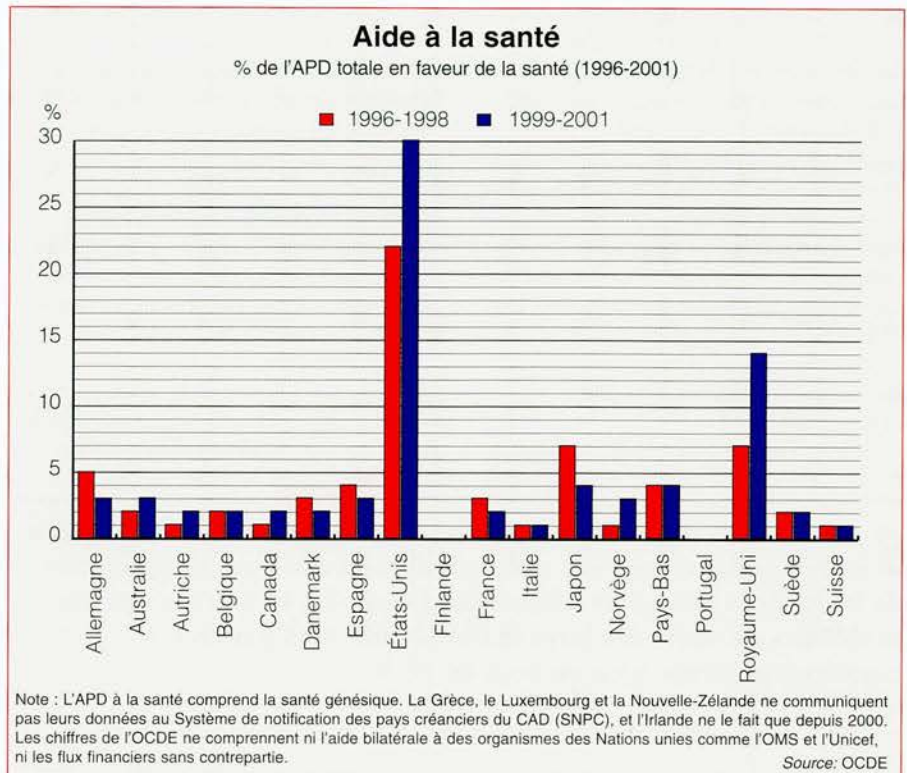
Leçon de santé

million de décès prématurés chaque année, ainsi que le VIH/sida dont souffrent 42 millions de personnes dans le monde. Quant aux maladies liées au tabac, elles provoquent chaque année quatre millions de décès supplémentaires qui pourraient être évités, dont la moitié dans les pays développés.

Par ailleurs, la malnutrition et la qualité des aliments ont des incidences évidentes sur la santé. Les autorités sanitaires devraient donc s'en préoccuper, tout comme des accidents mortels de la route. Bien que ces derniers sont rarement considérés comme un problème de santé publique, ils provoquent la mort d'un million de personnes tous les ans, dans les pays en développement. La pollution de l'air intérieur provoquée par l'utilisation d'un combustible bon marché, la biomasse, pour le chauffage et la cuisine constitue un autre fléau, qui tue deux millions de personnes par an, dont une majorité de femmes et d'enfants. Les ministères de la santé ne pouvant, à eux seuls, régler ces problèmes, une coordination avec plusieurs autres ministères (notamment ceux des transports, de l'éducation et de l'énergie) s'impose. C'est ce que proposent justement les approches de la santé favorables aux pauvres.

Parmi les nombreux obstacles auxquels se heurte la mise en œuvre effective de telles politiques, il en est un, majeur, que l'on ne peut ignorer, à savoir l'insuffisance des ressources allouées à la santé. Alors que dans les pays à haut revenu, les dépenses de santé avoisinent les US\$2 000 en moyenne, par habitant et par an, elles n'atteignent que US\$11 dans les pays les moins avancés. Or, le coût des services et installations requis pour satisfaire les besoins sanitaires de base des pauvres varierait, d'après les estimations, entre US\$30 et US\$40 par habitant. Sans les ressources nécessaires pour acheter des vaccins et des médicaments, construire des établissements sanitaires, les équiper et les doter du personnel voulu, il sera impossible d'atteindre les OMD fixés dans le domaine de la santé.

S'il est clair qu'une augmentation de ressources s'impose, comment y arriver ? Tout d'abord, la plupart des pays en développement pourraient augmenter dans une certaine mesure le budget affecté à la santé. D'ailleurs, plusieurs d'entre eux – dont le Bangladesh, le Ghana et l'Ouganda – sont



parvenus à relever le niveau par habitant de cette catégorie de dépenses publiques au cours des cinq dernières années, même s'il demeure insuffisant en termes absolus. Cet effort public accru devrait s'accompagner d'une gestion judicieuse car, dans de nombreux pays en développement, les fonds sont aujourd'hui principalement affectés aux services spécialisés, au détriment des services de soins de base et des hôpitaux locaux.

Cela dit, sauf quelques exceptions, les pays pauvres ne pourront mobiliser un volume suffisant de ressources domestiques supplémentaires pour satisfaire les besoins de santé. Des apports extérieurs sont donc indispensables pour combler le déficit. Il est, certes, possible de faire davantage appel au secteur privé et aux organisations caritatives. Mais, il faut aussi que les gouvernements des pays membres de l'OCDE accroissent leur aide au développement des programmes de santé, conformément à leurs engagements en matière d'OMD. En effet, si le volume global de l'aide destinée au secteur de la santé a progressé depuis 1996, le niveau de l'aide multilatérale a, pour sa part, fléchi. C'est, notamment, le cas de la contribution de l'Association internationale de développement (AID) de la Banque

mondiale.

En outre, si l'aide émanant des pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) a globalement augmenté, l'évolution est loin d'être uniforme. Certains pays – tels l'Australie, les États-Unis ou le Royaume-Uni – se sont impliqués davantage ces dernières années. Par contre, l'aide octroyée par certains grands donateurs, comme la France ou le Japon, a diminué, mais en référence à des niveaux historiquement élevés. Il convient donc manifestement de renforcer les efforts.

Comme il est très peu probable que le secteur public puisse assurer, à lui seul, l'intégralité des services de santé, il semble inévitable, et crucial, d'associer le secteur privé au financement et à la prestation des soins. Les avis diffèrent quant à la répartition idéale des rôles entre les secteurs public et privé. Mais dans la pratique, les citoyens pauvres des pays en développement ont déjà largement recours aux services de santé privés. Ils achètent leurs médicaments auprès de pharmaciens ou de vendeurs itinérants ; ils recourent aux services fournis par des associations communautaires, des ONG ou encore des prestataires qui poursuivent des buts lucratifs. Outre la faible qualité des services

publics, cette évolution s'explique par les difficultés rencontrées pour se rendre dans des cliniques éloignées, souvent inadéquates, et pour s'acquitter des frais, officiels ou non. L'instauration de partenariats soigneusement supervisés avec le secteur privé apparaît donc indispensable pour assurer la réalisation des objectifs de santé des pays en développement. Dans le cadre de ces partenariats, il est possible de sous-traiter certains services à des ONG, en particulier dans les zones reculées, ou encore d'agir en vue d'améliorer la qualité des services fournis par le secteur commercial.

Dans ce cas également, quelle que soit la

politiques nationales. Elle tient également compte de l'impact des politiques et des évolutions internationales, en particulier de la mondialisation, phénomène qui exerce une influence mitigée sur la santé des pauvres. Si la mondialisation facilite la propagation des maladies au-delà des frontières nationales, comme le montre la récente épidémie de syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS), elle permet aussi de développer des moyens nouveaux pour les prévenir, les traiter et les circonscrire.

Les organismes d'aide et les gouvernements des pays en développement pourraient collaborer, au plan international, en promouvant la production de biens

l'OMC a reconnu la gravité des problèmes de santé publique auxquels sont confrontés les pays en développement. Elle a notamment souligné « La nécessité que l'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les ADPIC) fasse partie de l'action nationale et internationale plus large visant à résoudre ces problèmes ».

La protection de la propriété intellectuelle, notamment par le brevet, est supposée constituer une incitation au développement de nouveaux médicaments. En vertu de l'Accord sur les ADPIC, les membres de l'OMC doivent protéger les inventions de produits et de procédés, et ce dans la plupart des domaines technologiques. Toutefois, cet Accord admet une certaine souplesse dans l'application des droits de brevet lorsqu'une situation d'urgence en matière de santé publique survient, par exemple, en autorisant l'octroi de licences obligatoires. Si un gouvernement se trouvait confronté à une crise de santé publique (épidémie de malaria ou de VIH/sida), il pourrait légalement, en faisant jouer les clauses de licence obligatoire, autoriser la production de produits ou l'utilisation de procédés protégés par un brevet sans le consentement du propriétaire. Cependant, comme cela a été reconnu à Doha, tous les pays ne disposent pas des capacités de fabrication nécessaires à la production des médicaments, ce qui rend les clauses de licence obligatoire inopérantes dans certains cas. Les débats se poursuivent à l'OMC afin de régler le problème.

Il est d'autant plus urgent de trouver une solution que cette dernière pourrait servir d'exemple. En effet, si les décideurs politiques, tels que ceux impliqués dans le processus de Doha, parvenaient à résoudre les questions liant la santé, le commerce et la pauvreté, cela permettrait de renforcer la cohérence et l'efficacité de l'ensemble des politiques qui affectent la santé. ■

Références

- OCDE/OMS (2003), Lignes directrices et ouvrages de référence du CAD : Pauvreté et santé, Paris.
- OMS/OMC (2002), *WTO Agreement and Public Health*, un rapport conjoint de l'OMS et l'OMC, disponible sur www.who.int/media/homepage/who_wto/e.pdf
- Banque mondiale (2002), *World Development Indicators*, Banque mondiale, Washington
- Voir www.oecd.org/development

Moins de 10 % des fonds alloués à la recherche médicale à l'échelle mondiale sont consacrés à des maladies ou des états responsables de 90 % de la charge de morbidité globale. Et, lorsqu'il s'agit des problèmes de santé des pays et des populations pauvres, le pourcentage tombe bien en deçà de 10 %.

formule retenue, elle doit traduire un souci des besoins des pauvres. Ces derniers doivent pouvoir accéder aux installations sanitaires et y avoir recours, sans risque d'appauvrissement supplémentaire. Lorsqu'un règlement immédiat des soins est exigé, l'expérience montre que cela a pour effet de décourager les pauvres de se faire soigner, même s'ils sont remboursés par la suite. Pour protéger au mieux cette catégorie de citoyens, il faudrait mettre en place des systèmes encourageant le pré-paiement ou la mutualisation des risques à travers un dispositif d'assurance, le régime fiscal ou des mesures d'aide.

Le souci de promouvoir les OMD dans le domaine de la santé implique l'instauration d'une relation durable entre les utilisateurs des soins, les pays en développement et les organismes d'aide. Dans le cadre d'une approche de la santé favorable aux pauvres, les organismes d'aide doivent adhérer au programme public gouvernemental et contribuer à son développement par l'adoption de procédures communes de gestion, de mise en œuvre et, à divers degrés, de financement.

Une approche de la santé favorable aux pauvres se caractérise, en tout premier lieu, par son caractère global. Cela signifie qu'elle ne se limite pas aux interventions et aux

publics mondiaux dans le domaine de la santé. Il s'agit de produits et services dont l'offre par le marché est déficiente et dont la mise à disposition nécessite, en conséquence, une action publique à l'échelle mondiale. La recherche médicale en est un bon exemple. Moins de 10 % des financements globaux alloués à la recherche médicale dans le monde sont consacrés à des maladies ou à des états responsables de 90 % de la charge de morbidité globale. Et, s'agissant des problèmes de santé des pays et des populations pauvres, le taux tombe bien en deçà de 10 %. À moins d'accorder plus de ressources aux initiatives internationales qui visent à combler ce déficit de recherche, il est probable que l'on ne pourra pas maîtriser une maladie comme le trachome, qui touche 145 millions de personnes et peut entraîner une cécité irréversible. Les moyens financiers supplémentaires mis à la disposition des organismes d'aide pourraient servir, dans le cas du trachome, à développer de nouveaux médicaments et vaccins et à mieux connaître, donc mieux soigner, cette maladie.

La santé publique occupe une grande place dans le Programme de Doha pour le développement. En novembre 2001, la quatrième conférence ministérielle de

La voie économique à suivre

Une vision syndicale

Kenneth V. Georgetti, Président du Congrès du travail du Canada (CTC)*

Les années 1990 ont été une décennie de forte croissance. Toutefois, les actifs n'en ont pas beaucoup bénéficié, contrairement à ce que beaucoup d'observateurs ont dit. Il est temps de reconsidérer la voie à suivre.

Pendant la dernière partie du XX^e siècle, bon nombre de pays à revenu élevé ont adopté pour leur politique sociale et économique une approche centrée sur le marché. Beaucoup de pays à faible revenu ont été convaincus de leur emboîter le pas, pour accéder aux prêts du Fonds monétaire international (FMI) ou de la Banque mondiale.

Comme on pouvait s'y attendre, cette approche a trouvé un écho dans les accords commerciaux multilatéraux et régionaux. Ceux qui ont été conclus en cette période de libéralisme triomphant, à commencer en 1989 par l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, sont allés bien au-delà des questions classiques de droits de douane, de quotas et d'autres mesures appliquées aux frontières. Ils ont commencé à toucher un large éventail de règles et d'initiatives publiques, en se penchant d'avantage sur « l'équité » de leurs incidences commerciales.

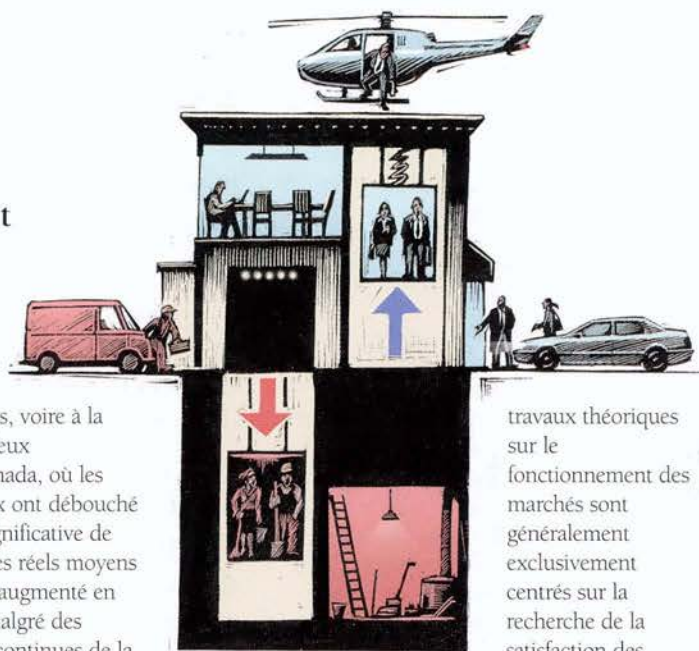
Malheureusement, le bilan de cette politique économique est loin d'être sans tache, en particulier pour les actifs et les déshérités de notre planète. L'expansion économique s'est poursuivie, mais son rythme s'est ralenti dans de nombreux pays à la fin du XX^e siècle, malgré des avancées technologiques et un niveau de qualification plus élevé de la main-d'œuvre. Le progrès, mesuré à l'aide d'une large palette d'indicateurs sociaux portant notamment sur l'alphabétisation et la santé, s'est également ralenti. Les inégalités se sont accrues, tant au sein des nations qu'au niveau international.

Dans de nombreux pays, les actifs ont été confrontés à un chômage fort ou à une

stagnation des salaires, voire à la conjonction de ces deux phénomènes. Au Canada, où les accords commerciaux ont débouché sur une ouverture significative de l'économie, les salaires réels moyens n'ont quasiment pas augmenté en l'espace de 20 ans, malgré des hausses faibles mais continues de la productivité du travail. Le même constat d'incapacité à profiter des gains de productivité s'impose pour les actifs des États-Unis et, plus encore, pour ceux du Mexique au cours de ces dernières années.

Il est temps de reconsidérer les caractéristiques essentielles de la voie sur laquelle nous sommes engagés. Le commerce international jouera un rôle important, mais l'enthousiasme des inconditionnels du libre-échange doit être tempéré sur plusieurs points. D'abord, la relation entre commerce et croissance ne se résume pas à un lien direct de cause à effet. En fait, les tentatives d'estimation de l'incidence économique de la libéralisation des échanges sur la croissance indiquent qu'elle est limitée. De plus, il existe peu de biens et de services qui ont besoin d'un marché véritablement mondial pour bénéficier des avantages d'une production spécialisée à grande échelle. Et de toute manière, les gains économiques de la croissance issus des échanges commerciaux ne sont pas automatiquement transférés ni aux actifs ni aux déshérités.

Il convient également de garder à l'esprit l'importance sous-estimée du rôle que joue la confiance dans l'activité économique. Les



travaux théoriques sur le fonctionnement des marchés sont généralement exclusivement centrés sur la recherche de la satisfaction des

intérêts individuels. Or, lorsque la confiance s'effondre, le coût des transactions économiques peut monter en flèche et l'activité économique elle-même peut s'en trouver paralysée.

L'importance de la confiance a été soulignée plus particulièrement dans le cadre des scandales qui ont entaché un certain nombre d'entreprises telle que Enron où des transactions purement commerciales sont en jeu. Les difficultés soulevées par l'intégration des principes de l'économie de marché dans les pays européens dits en transition reflètent peut-être également cette nécessité de cultiver des relations de confiance.

De toute évidence, il sera difficile de préserver confiance et adhésion à l'égard d'un ordre économique qui ne profite pas à l'ensemble de la population. L'importance des relations de confiance a été mise en exergue par les travaux de l'OCDE axés sur les entreprises, mais cette vérité s'applique également à l'ensemble de l'économie.

Les économies dynamiques ouvertes sont soumises à un processus permanent de « destruction créatrice » qui renforce les positions de certains tout en affaiblissant celles des autres. De surcroît, dans la majorité des

régions du monde, on peut légitimement considérer qu'en règle générale, les « défaillances du marché » d'un type ou d'un autre limitent les possibilités que seul le marché puisse distribuer les opportunités économiques. C'est pourquoi tous les pays ont eu recours à des initiatives en dehors du marché au fil des ans pour favoriser la progression des revenus et de l'emploi.

Il est crucial que les pays conservent le droit de décider comment ils souhaitent partager les avantages et les inconvénients de l'adaptation au changement. Ils doivent également pouvoir choisir eux-mêmes le dosage adéquat entre initiatives publiques et privées dans le but d'assurer leur prospérité économique. Il est essentiel que le choix de la voie à suivre résulte d'un processus démocratique, afin que prévale un sentiment de confiance et d'adhésion aux projets économiques.

Malheureusement, nombre d'arrangements multilatéraux commerciaux et financiers en vigueur limitent de manière excessive les choix de développement des pays à faible revenu. Il convient d'ailleurs de souligner que ces arrangements, qui peuvent servir aujourd'hui les intérêts des pays à revenu élevé, auraient entravé leur croissance par le passé.

En envisageant de nouvelles orientations pour l'avenir, nous devons examiner les moyens de parvenir à des accords internationaux combinant une ouverture aux échanges commerciaux et à l'investissement. Cela implique d'adopter des mécanismes nationaux et internationaux garantissant une large répartition des avantages économiques (c'est-à-dire des normes fondamentales du travail et des dispositifs de protection sociale), et de reconnaître aux pays le droit de réglementer les domaines d'intérêt général, en particulier ceux de la santé et de l'environnement. Il importe également que les États conservent le pouvoir d'équilibrer les initiatives publiques et privées favorisant la progression des revenus et de l'emploi. ■

* Le Congrès du travail du Canada (CTC) est le plus important syndicat de ce pays. Il représente 2,5 millions d'actifs canadiens. La majorité des syndicats nationaux et internationaux au Canada sont affiliés au Congrès, qui compte également 12 fédérations provinciales et territoriales et 137 conseils du travail. Le CTC est également un membre actif de la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (TUAC).

Références

- Consulter www.clc-ctc.ca
- Consulter www.tuac.org

La société civile à une heure d'incertitude mondiale

Kumi Naidoo, Secrétaire général et président, CIVICUS, World Alliance for Citizen Participation

Démocratie, liberté et construction de la nation par des citoyens libres : tout cela paraît menacé par les initiatives de certaines de nos plus vieilles démocraties. La société civile, de plus en plus à l'étroit, doit retrouver toute sa place. Mais comment ?

Dès la fin de l'année dernière, c'est avec une horreur et une incrédulité croissantes que nous avons assisté à la marche vers la guerre en Irak. Ces sentiments étaient liés à la crainte de voir la population iraquienne souffrir des destructions provoquées par le conflit et la situation au Proche-Orient s'aggraver. S'ajoutait à cela la conviction que la situation en Irak n'est que le révélateur d'une crise mondiale plus profonde dont les conséquences sur les droits de l'homme, les libertés publiques, ainsi que le développement économique et social sont immenses.

Le contexte actuel est marqué par une militarisation croissante de la géopolitique : certains États puissants sont prêts à recourir à la force pour faire prévaloir leurs intérêts, contournant et entravant au besoin les mécanismes multilatéraux de résolution des conflits. On assiste aussi à la radicalisation d'actions violentes qui peuvent déboucher sur des attentats, comme ceux du 11 septembre 2001, à l'intensification des conflits armés et à la contamination des mouvements laïques ou nationalistes par les

causes fondamentalistes. Ces forces puissantes ont déjà montré qu'elles étaient prêtes à l'escalade.

Au total, ces phénomènes menacent de restreindre l'espace de la société civile, de saper les fondements de la démocratie et de freiner dans le monde entier la participation des citoyens. Cette évolution est particulièrement inquiétante dans le contexte de l'après Guerre froide. Il y a 10 ans à peine, il semblait en effet possible de toucher les « dividendes de la paix », à la suite des révolutions qui, des pays d'Europe orientale à l'Union soviétique en passant par l'Afrique du Sud dont je suis originaire, étaient conduites par les citoyens. Aujourd'hui, ces dividendes de la paix semblent s'être dilapidés. Quelles sont les conséquences du conflit récent pour la société civile ? Et où va la société civile mondiale ?

Dire que les attentats du 11 septembre 2001 ont changé la face du monde relève désormais du cliché. Nul doute que le terrorisme est une menace pour la démocratie et un fléau contre lequel il faut lutter et les grandes nations libres doivent s'y employer. Mais elles ont aussi le



© CIVICUS

devoir de ne pas en imiter la violence. Sinon, comment d'autres pays, qui se battent pour leur liberté, pourraient-ils s'inspirer de ce modèle ?

De fait, les 18 mois qui ont suivi ces attentats de septembre s'avèrent plus lourds de conséquences. Sur une période très courte, nous avons assisté, de la part de nos plus vieilles démocraties, à la primauté de l'action unilatérale et militaire et à la remise en cause des droits de l'homme et des libertés publiques. La conséquence est que les moyens dont disposent les citoyens pour se faire entendre s'en trouvent réduits, la stabilité mondiale et la sécurité des personnes compromises.

À mon avis, la guerre en Irak met en évidence trois grands périls auxquels est exposée la société civile. Le premier menace directement son pouvoir d'action. La guerre a détourné à la fois l'attention et les ressources des principales questions que, dans le monde entier, les organisations de la société civile s'emploient à traiter. Les campagnes et les efforts à long terme qui visent l'égalité entre les sexes, la justice économique et sociale, la réduction de la pauvreté, la protection de l'environnement et la défense des droits de l'homme ont ainsi été occultés par la crise iraquienne.

Les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) en fournissent une excellente illustration : nombreux sont ceux qui, dans la société civile, se sont sentis encouragés par la déclaration des dirigeants mondiaux à l'issue du Sommet du millénaire de septembre 2000 et ils sont persuadés que la poursuite des OMD est gage de sécurité à long terme. Il s'agit en effet d'objectifs concrets et pertinents auxquels adhèrent des citoyens dans le monde entier. Or, la réalisation de ces Objectifs a déjà pris du retard dans de nombreux pays. Et le conflit en Irak peut faire craindre que les efforts déployés pour atteindre les OMD soient encore ajournés. Les ressources consacrées au développement et à la justice économique et sociale risquent d'autant plus d'être détournées alors que la récession économique mondiale limite déjà les ressources disponibles pour soutenir les travaux de la société civile.

Le deuxième danger porte sur la démocratie et la participation des citoyens au sens large. Même aux États-Unis, où l'on pourrait croire que les positions en faveur de la guerre sont plus répandues, les citoyens qui se sont organisés pour exprimer leur opposition au

conflit sont beaucoup plus nombreux que ceux qui ont soutenu l'invasion de l'Irak, encore que l'adhésion des Américains à la guerre se soit renforcée après le début de l'intervention.

Les Iraquiens quant à eux, privés pendant des années de la possibilité de participer à la prise de décision, n'ont guère pu prendre en mains leur propre destin. Il nous faut aujourd'hui veiller à ce que leur volonté puisse prévaloir. Il est capital que l'Irak de l'après-guerre se construise sur des fondations solides de justice économique, sociale et politique, ainsi que sur la démocratie. Cela n'est possible que grâce à une action multilatérale et avec la pleine participation de l'ONU et de la société civile.

Nombreux sont ceux qui s'inquiètent de ce que le citoyen moyen n'ait guère été consulté ou suffisamment associé à l'action à mesure que le conflit se développait. Il est vrai que l'armée, et le complexe militaro-industriel en général, semblent exercer une énorme influence, contribuant même à la définition des visions stratégiques à long terme. Cette évolution ne fera qu'aggraver le scepticisme et le sentiment de coupure du citoyen avec les institutions politiques.

Dire que les attentats du 11 septembre 2001 ont changé la face du monde relève désormais du cliché. Les 18 mois qui ont suivi s'avèrent plus lourds de conséquences.

Enfin, l'idée que la démocratie peut être imposée à un pays ne va pas forcément de soi. La démocratie ne peut évidemment s'enraciner qu'avec l'appui et la participation active de citoyens qui, sur place, prennent en main leur propre avenir. Alors que de nombreuses sociétés en transition luttent pour jeter les bases d'une démocratie viable, le spectacle d'un conflit mondial aussi médiatisé et fondé sur une idée aussi contestable de la démocratie, est très inquiétant.

C'est enfin le multilatéralisme mondial qui paraît menacé. Ce cadre de résolution des conflits a pourtant la faveur de nombreux membres de la société civile. L'intervention militaire en Irak, qui a eu lieu sans l'aval des Nations unies, crée un dangereux précédent, susceptible de compromettre ce pilier traditionnel de la sécurité mondiale. Dans les mois qui ont précédé la guerre, les citoyens ont, dans le monde entier, réclamé le renforcement du rôle de l'ONU.

Malheureusement, la décision d'envahir l'Irak, malgré l'opposition de la plupart des membres du Conseil de sécurité, a bel et bien ouvert une ère de plus grande instabilité. C'est d'autant plus préoccupant que l'unilatéralisme s'est manifesté récemment à plusieurs autres occasions ; à Kyoto, lors de deux grandes conférences de l'ONU (le Sommet mondial sur le développement durable et la Conférence mondiale contre le racisme) et lors de négociations commerciales. Aujourd'hui plus que jamais, l'unité et le respect entre les nations sont nécessaires, de même que la démocratisation et le renforcement des institutions de la gouvernance mondiale.

Toutefois, il existe aussi des raisons d'être optimiste. Jamais auparavant la mobilisation des citoyens autour d'un thème donné n'avait été aussi large, soutenue et vraiment mondiale. Les manifestations contre la guerre, le 15 février 2003, ont été les plus massives qu'ait jamais réunies un thème particulier à l'échelle planétaire.

Face à ce conflit, la société civile mondiale s'est révélée forte, diverse, réceptive et très créative. Les réseaux physiques et électroniques de militants de la société civile (et de citoyens qui peuvent ne pas se

considérer comme des militants) établis depuis une dizaine d'années se sont mobilisés de façon spectaculaire. À mesure que la guerre l'emportait sur les négociations et la recherche de consensus, des millions et des millions de citoyens manifestaient leur opposition.

S'il est naturel que de nombreux membres de la société civile se regroupent pour s'opposer au conflit récent, il est essentiel de se projeter au-delà de cette guerre et d'envisager l'avenir de la société civile d'un œil critique. Comment nous assurer que nous continuerons de nous développer, de mûrir et de tirer les leçons des bouleversements qui nous entourent ? L'espace de la société civile sera toujours menacé. Rester à l'écoute des événements, tout en travaillant à placer les citoyens au cœur de la vie publique, est le plus grand défi qu'il lui faut relever. ■

- Consulter www.civicus.org

Les clés de la croissance et de la prospérité mondiales

Phil Swan, Économiste en chef, IBM, et président du Comité sur la politique économique du BIAC

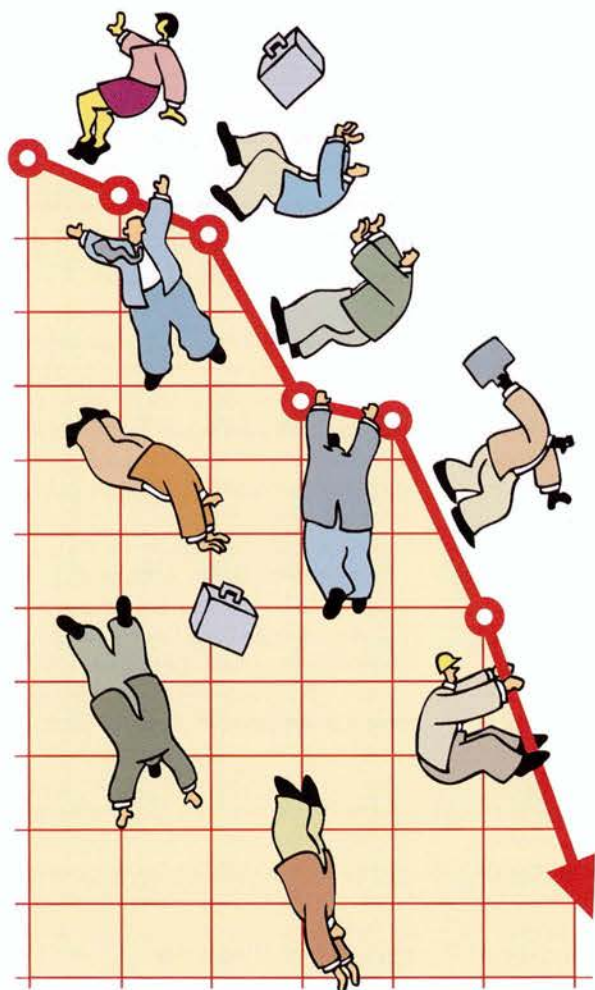
Bien sûr l'économie mondiale a besoin d'être relancée ! Et cela implique que les gouvernements libéralisent les échanges, répartissent les fruits de la mondialisation et veillent à la disponibilité de données factuelles.

L'humeur dans le monde est décidément bien morose. Guerre, menaces de guerre, terrorisme, scandales dans le monde des affaires, chute des marchés boursiers et marchés du travail languissants : autant d'éléments qui ont ébranlé l'activité économique. Des grains de sable ont réussi à s'introduire dans les rouages de la mondialisation, à laquelle nombre d'observateurs imputent la responsabilité du malaise mondial actuel. C'est regrettable puisque, d'un point de vue économique, la mondialisation a ouvert les frontières aux idées, aux investissements et aux flux de capitaux, tout en permettant la libre circulation des personnes et des productions selon les lois élémentaires du marché. Les interactions entre personnes et cultures prennent des formes nouvelles et s'accroissent. Il est d'ailleurs à noter que les forces sociales et culturelles deviennent indissociables des entreprises et des interactions économiques.

Les économies de marché facilitent la mondialisation dans la mesure où elles se caractérisent par la recherche d'économies d'échelle plus poussées – qui sont source d'efficacité – de coûts plus faibles, de compétences rares, de gains de productivité et finalement de profits et autres avantages pour les entrepreneurs. En fait, la mondialisation transmet à la fois des impulsions positives et négatives à un rythme rapide. Pour l'heure, nous assistons à une stagnation économique mondiale synchrone, exacerbée par des événements géopolitiques qui ne semblent pas prêts de prendre fin. C'est pourquoi il sera question lors du prochain sommet du G8 de définir, coordonner et promouvoir des politiques économiques imaginatives, afin de stimuler la croissance et la productivité.

La mondialisation n'a rien d'une nouveauté, mais elle peut devenir un processus plus continu et plus harmonieux. La mondialisation rapide de la fin des années 1990 résultait dans une large mesure d'une diffusion accélérée des technologies, qui a notamment permis de mettre en réseau l'économie mondiale. Ce phénomène a lui-même débouché sur une régularisation des flux d'innovations, stimulant du même coup la recherche technologique et le progrès. Grâce à la mondialisation, les possibilités de maîtrise des coûts et d'économies d'échelle se sont multipliées. De plus, les politiques publiques ont eu tendance à favoriser ce processus.

Le modèle économique des États-Unis s'est imposé comme le paradigme mondial d'aujourd'hui, en partie parce qu'il se fonde sur les investissements dans les technologies de l'information (TI), qui ont permis d'augmenter les gains de productivité, de multiplier les possibilités d'emplois et de juguler l'inflation. L'avenir est lourd de menaces pour la poursuite de la mondialisation. La volonté d'une intégration plus poussée des activités économiques mondiales dépend des résultats économiques et sociaux de notre action. À cet



égard, au moins trois constats s'imposent. Premièrement, la libéralisation des échanges offre des avantages plus durables que le protectionnisme et, oui, les États-Unis devraient montrer l'exemple, malgré l'existence de fortes poches de résistance. Deuxièmement, la pérennité de l'expansion mondiale est subordonnée à la répartition des fruits de la croissance, tant à l'intérieur des pays qu'au niveau international. Troisièmement, les gouvernements doivent investir dans l'amélioration de la collecte des données et de leur diffusion, notamment parce que le secteur privé ne peut le faire lui-même. Faute d'informations adéquates, de mauvaises décisions seront prises.

Sauver Doha

La libéralisation des échanges a été une des premières victimes des récentes faiblesses économiques et incertitudes géopolitiques. L'actuel cycle de négociations commerciales mondiales entamé à Doha s'est enlisé. Bien

le revenu décide. En dernière analyse, le progrès économique est limité lorsque les avancées réalisées ne bénéficient pas à toutes les classes sociales. Une marée montante peut soulever tous les bateaux, mais pas nécessairement au même niveau. Une dégradation de la répartition des revenus au sein des pays et entre eux déprécie les gains de la mondialisation, l'adhésion du public dépendant de la progression des revenus relatifs. Elle peut se traduire par des phénomènes de rejet, de résistance et de régression, ceux-ci allant à l'encontre des efforts déployés pour favoriser l'expansion économique mondiale. Les gouvernements, en particulier dans les économies émergentes où persistent les disparités les plus marquées, doivent avoir la volonté politique de distribuer plus largement les fruits de la croissance.

À cet égard, les infrastructures jouent un rôle primordial, qu'il s'agisse des marchés financiers, des routes et des transports en commun, de la distribution de l'eau, de

tripartites entre pouvoirs publics, entreprises et organisations non gouvernementales peuvent permettre de réduire la fracture numérique, de généraliser les meilleures pratiques appliquées dans le monde, et de favoriser l'intégration sociale.

Aussi secondaire qu'elle puisse paraître, la disponibilité de données de qualité est absolument essentielle pour connaître l'état de l'économie mondiale et pour anticiper la manière dont elle peut évoluer.* Des informations fiables aident à mesurer le progrès, et à confirmer ou infirmer des intuitions ou des idées préconçues. Autrement dit, des données de qualité améliorent notre jugement. À l'inverse, les flux d'informations sont susceptibles d'être corrompus et peuvent déboucher sur des initiatives limitées et inutiles, se traduisant par un gaspillage de ressources pour la société. Des informations médiocres entravent sérieusement l'élaboration de politiques axées sur la stimulation de la croissance mondiale.

Après tout, quelle est la véritable taille des principaux secteurs économiques nationaux, notamment des TI, qui constituent une source essentielle de gains de productivité ? Dans la plupart des pays, nous ne le savons tout simplement pas. Les estimations du secteur privé, qu'il s'agisse de banques ou de sociétés de conseil, varient considérablement. Certaines ne sont disponibles qu'au bout de très longs délais, et des données rétrospectives solides et suffisantes font trop souvent défaut. Les gouvernements sont les mieux placés pour mobiliser les ressources nécessaires afin que cette tâche soit accomplie correctement. Alors que des informations de qualité sont indispensables au bien-fondé de la répartition des ressources disponibles et des décisions politiques, la collecte des données figure au premier rang des insuffisances de la rigueur budgétaire. Une volonté politique clairvoyante peut permettre d'y remédier.

* Voir également l'article d'Enrico Giovannini dans la section Banque de données.

Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement le point de vue d'IBM, ni du BIAC ou ses membres.

● Voir : www.biac.org

Il existe une richesse incroyable de talents à exploiter sur le campus planétaire. La clé de l'avenir économique mondial réside à n'en pas douter dans une ouverture des marchés, bénéfique à de nombreux égards, plutôt que dans un cloisonnement limitatif.

que la question des subventions agricoles ait prétendument été la cause de ce blocage, il semble que l'impulsion politique et la volonté nécessaires pour mener les âpres négociations aient fait défaut. Celles-ci auraient permis de faire tomber les obstacles aux échanges qui entravent la croissance. Il est inquiétant de constater que de nouvelles barrières se soient dressées, y compris aux États-Unis ! Celles-ci empêchent non seulement la libre circulation des biens, mais nuisent également à la flexibilité de l'économie. Il existe une richesse incroyable de talents à exploiter sur le campus planétaire. Libéraliser les marchés est une manière productive de mettre à profit ces ressources, où qu'elles se trouvent. La clé de l'avenir économique mondial réside à n'en pas douter dans une ouverture des marchés, bénéfique à de nombreux égards, plutôt que dans un cloisonnement limitatif.

Quant à répartir les fruits de la croissance plus équitablement, l'impression compte et

l'assainissement et de l'hygiène, du logement ou encore de l'enseignement et de la formation professionnelle. Examinons le cas de l'Inde. Malgré l'abondance bien connue de sa main-d'œuvre qualifiée dans le domaine technique, l'essor de cette économie est freiné dans une large mesure par une infrastructure matérielle limitée. L'Inde a beaucoup moins de routes goudronnées que la Chine, par exemple. La prise en compte de ce type de problèmes peut contribuer à une nette accélération de la croissance économique.

La raison d'être de la technologie est de nous permettre de contrôler et d'ajuster les efforts destinés à satisfaire des besoins précis quasiment n'importe où. Des cours d'éducation de base peuvent maintenant être dispensés sur demande à des enfants ou des adultes, dans leur langue maternelle, dans les régions les plus reculées des différents pays, grâce à des appareils portatifs. Si les acteurs concernés ont la volonté nécessaire, des associations

Les nanotechnologies changent d'échelle

Emmanuel Hassan et Jerry Sheehan, Direction de la science, de la technologie et de l'industrie de l'OCDE

Imaginez un circuit intégré si petit et si précis qu'il soit en mesure de reproduire toutes les fonctions d'une cellule vivante. Doux rêve, diriez-vous ? Peut-être, mais tel est l'objectif des nanotechnologies – qui pose, tout de même, des défis de taille.

Dans de nombreux pays, les nanotechnologies – la science du petit – deviennent une priorité importante de l'action publique. Elles désignent un ensemble de nouvelles technologies dont l'objet est de manipuler des atomes et des molécules pour créer des produits et des processus nouveaux tels que des ordinateurs tenant sur une tête d'épingle ou des structures entièrement construites atome après atome. Lorsqu'on s'intéresse à des matériaux, des systèmes et des instruments qui concernent de la matière à l'échelle nanométrique, c'est-à-dire au milliardième de mètre (soit 1/80 000ème de l'épaisseur d'un cheveu humain), ce sont des lois de la physique radicalement différentes, fondées sur la mécanique quantique, qui entrent en jeu.

À cette échelle, les caractéristiques des matériaux, et en particulier leur couleur, leur force, leur conductivité et leur réactivité, changent de manière substantielle. Par exemple, un matériau qui est rouge ou flexible à l'échelle métrique peut être vert ou plus résistant que l'acier à l'échelle nanométrique. Pour les scientifiques spécialisés en nanotechnologies, le défi, colossal, consiste

donc à comprendre comment manipuler des atomes et les combiner de manière originale et utile pour produire des structures améliorées ou tout à fait novatrices, en exploitant les nouvelles propriétés de la matière à l'échelle nanométrique.

Au-delà même de l'intérêt considérable et des investissements privés croissants que continuent de susciter les nanotechnologies, plus de 30 pays ont lancé des programmes publics de recherche et développement (R&D) dans ce domaine. De telles initiatives contribuent indéniablement à accroître les ressources disponibles pour la recherche nanotechnologique. Mais suffisent-elles à garantir l'exploitation de la totalité du

potentiel social et économique des nanotechnologies ?

À l'évidence, les nanotechnologies devraient, ces prochaines années, avoir des répercussions économiques majeures. Dans le secteur informatique, elles pourraient contribuer à miniaturiser davantage les dispositifs de logique et de mémoire, et à stimuler les capacités de traitement et de stockage des données bien au-delà des limites fondamentales des technologies aujourd'hui en vigueur. La nanoélectronique, qui repose sur l'exploitation d'effets quantiques se produisant à des échelles très petites, pourrait fournir un moyen de dépasser ces limites en autorisant des calculs basés sur des électrons individuels



© Victor Habicki - VisionScience Photo Library

ou des brins d'ADN. Les chercheurs travaillent déjà sur des dispositifs de mémoire dont la capacité atteint environ 40 fois celle des disques durs actuels.

Dans le domaine des matériaux, les nanotechnologies peuvent permettre davantage de manipulations de propriétés telles que la résistance chimique, le poids ou la densité. Cela ouvre la voie à la mise au point de nouveaux produits pour des secteurs, tels que l'aérospatial, la biomédecine, la construction et les transports. Aujourd'hui, les matériaux les plus prometteurs pour des applications nanométriques sont notamment les nitrures, les oxydes, les alliages, les métaux, les polymères organiques et les composites. Dans les domaines de la santé et des sciences du vivant, les nanotechnologies pourraient résoudre des questions fondamentales liées au fonctionnement du système immunitaire en permettant aux gènes de mieux le contrôler.

Associées aux biotechnologies, les nanotechnologies accéléreront les avancées de la génomique, de la chimie combinatoire, du séquençage des gènes et de la bio-informatique. Elles pourraient en outre jouer un rôle important dans la génération de ressources énergétiques renouvelables, essentiellement par l'amélioration de l'efficacité de la technologie des cellules photovoltaïques

en 2001 que le marché mondial des nanotechnologies pourrait atteindre US\$700 milliards en 2008 et dépasser US\$1 000 milliards annuels en 2015.

Si l'on en croit les données disponibles, les financements publics de la R&D portant sur les nanotechnologies ont quintuplé entre 1997 et 2002, passant d'environ US\$400 millions à plus de US\$2 milliards (voir le graphique). Dans le secteur privé, de nombreuses grandes multinationales (IBM, Dow Chemicals, L'Oréal, Hitachi et Unilever notamment) ont lancé des projets de recherche nanotechnologique, et nombre de *start-up* ont vu le jour. Quoique encore modeste, le capital-risque investi dans des entreprises de nanotechnologies semble grossir malgré les restrictions de dépenses d'autres domaines. La connaissance s'étend rapidement et le nombre de publications scientifiques consacrées aux nanotechnologies a explosé, passant de 1 000 en 1990 à plus de 12 000 en 1998. Quant au nombre de demandes de dépôt de brevets auprès de l'Office européen des brevets, il a triplé, passant de 100 à 300 demandes annuelles, au cours de la même période. Cette tendance en matière de brevets est un signe patent des atouts économiques potentiels de la recherche nanotechnologique.

Les nanotechnologies nécessitent une

le Ministère fédéral allemand de l'éducation et de la recherche.

Les partenariats public/privé jouent aussi un rôle important dans les progrès des nanotechnologies en mariant les financements et les capacités de recherche du secteur public avec celles du secteur privé. Par exemple, le CNSI (California NanoSystems Institute), créé conjointement par l'University of California at Los Angeles et l'University of California at Santa Barbara en 2000, a encouragé les alliances entre le secteur public et des entreprises privées telles qu'IBM, Hewlett-Packard et de petites entreprises de biotechnologie pour stimuler les échanges de savoirs entre les différents acteurs du processus d'innovation.

Toutes ces approches ont en commun d'axer leurs efforts de R&D sur une thématique scientifique et technologique qui dépasse souvent leurs domaines de compétence. Elles doivent leur succès à leur capacité d'exploiter les avancées dans différents domaines scientifiques et technologiques et à collaborer pour repousser les frontières scientifiques et technologiques. En fait, la collaboration entre les entreprises et les organismes publics de recherche est devenue essentielle pour les progrès de la recherche nanotechnologique ; elle bénéficie d'un soutien très large par le biais de programmes publics et ciblés de R&D tels que le Réseau de recherche en Micro et Nano Technologies (RMNT) français lancé conjointement par le Ministère de la recherche et de l'éducation et celui de l'économie, des finances et de l'industrie.

Créé à Grenoble en 2001, le Pôle d'innovation en micro et nanotechnologies (MINATEC) vise à stimuler les usages industriels des nanotechnologies en reliant différents laboratoires nationaux de la région à des entreprises privées – par exemple STMicroelectronics – et à de grandes installations internationales de recherche, telles que l'European Synchrotron Radiation Facility, l'Institut Laue-Langevin, le Laboratoire européen de biologie moléculaire (EMBL) ou le Laboratoire des champs magnétiques intenses de Grenoble. Ce centre tire aussi parti du bassin d'emploi local (17 000 emplois dans la recherche scientifique et universitaire), des infrastructures d'enseignement (10 écoles d'ingénieurs et 53 000 étudiants), et de l'industrie microélectronique qui compte, dans la région, environ 3 000 chercheurs et 30 entreprises internationales. De son côté, le Japon, soucieux de stimuler les transferts de

Associées aux biotechnologies, les nanotechnologies accéléreront les avancées de la génomique, de la chimie combinatoire, du séquençage des gènes et de la bio-informatique.

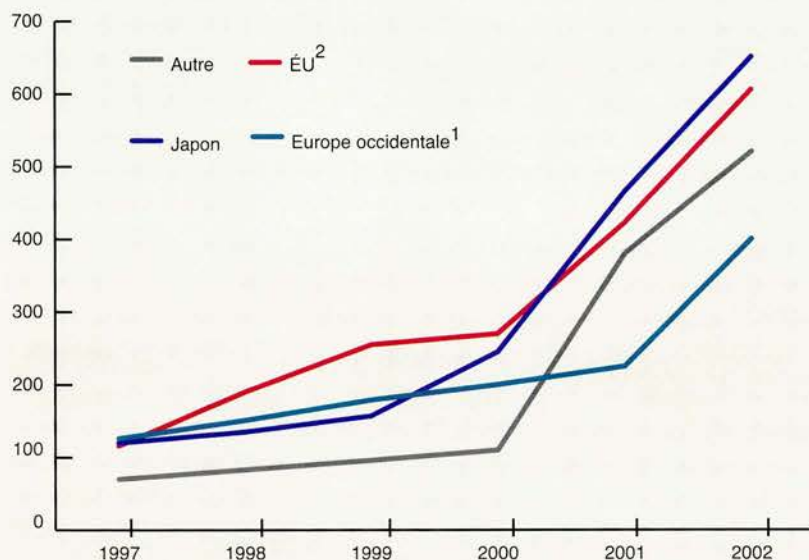
et la réduction de ses coûts dans les deux domaines principaux que constituent les cellules solaires à puits quantiques et les dispositifs à nanocristaux sensibilisés par des colorants.

Le marché s'intéresse aux nanotechnologies, mais celles-ci n'en sont qu'à leurs balbutiements, et leurs applications les plus impressionnantes ne verront le jour que dans quelques années. Le monde industriel et les pouvoirs publics restent attentifs. Les pouvoirs publics allemands et la Commission européenne ont respectivement estimé que le marché mondial des nanotechnologies en 2001 atteignait entre US\$20 milliards et US\$40 milliards. Et ce marché va certainement croître : la NanoBusiness Alliance et la National Science Foundation (NSF) américaines ont respectivement indiqué

recherche abondante et dépendent des financements de R&D tant publics que privés. Pour être efficace, ce financement doit favoriser les échanges d'informations scientifiques et technologiques, tout en développant une base de ressources humaines très qualifiées. Il doit aussi être utilisé pour conjuguer les savoirs scientifiques pluridisciplinaires des universités et des laboratoires publics, ce qui constitue un défi pour les établissements moins modernes. Plutôt que de permettre à ce genre de problème de ralentir la R&D, on met en place de nouveaux centres de recherche pluridisciplinaires, comme ceux de la National Nanotechnology Initiative aux États-Unis et les six Centres virtuels de compétences nanotechnologiques créés par

L'attraction de l'infiniment petit

Estimation des dépenses publiques en R&D de nanotechnologie, 1997-2002, US\$ millions



1. L'Europe occidentale comprend l'UE des 15 et la Suisse ; 2. Les données pour les ÉU excluent les fonds provenant des États. Source : OCDE basé sur Roco (2002). *Government Nanotechnology Funding: An International Outlook* (www.nano.gov/intpersp_roco.html)

technologies dans le domaine, a créé un grand Consortium des nanotechnologies qui rassemble plus d'une centaine d'entreprises privées (dont par exemple Matsushita Electric, NEC ou Sumitomo Chemicals), des universités régionales (celles de Kyoto, d'Osaka et de Kobe), ainsi que différentes associations professionnelles et chambres de commerce de la région du Kansai.

Les entreprises de nanotechnologie se concurrencent dans différents secteurs technologiques et commerciaux ; néanmoins, pour progresser et éviter des duplications inutiles de données, les chercheurs ont besoin d'échanger des informations scientifiques et technologiques de manière régulière et efficace. Une manière de donner accès au stock actuel de connaissances serait de créer un réservoir de données commun et d'y regrouper des articles publiés, des rapports, des exposés de conférence, des livres, des brevets, des bases de données, etc. Une infrastructure de ce type existe déjà pour la recherche en sciences de la vie et en biomédecine, avec des services tels que le système MEDLINE, piloté par la US National Library of Medicine. L'Energy Technology Data Exchange en est un autre exemple.

Peut-être les compétences constituent-elles

l'élément le plus important, car les nanotechnologies, comme la plupart des technologies, dépendent largement de la disponibilité de travailleurs, d'innovateurs et de responsables très qualifiés. Les nanotechnologies s'appuient sur les connaissances et les techniques expérimentales qui ont été développées dans toute une série de domaines scientifiques : physique, chimie et biotechnologie, mais aussi ingénierie et étude des matériaux.

Les chercheurs et chefs d'entreprise doivent saisir le progrès lorsqu'il se présente et détecter les possibilités commerciales nouvelles où qu'elles se trouvent. Aux États-Unis, en France et en Allemagne, de nouveaux programmes ou projets éducatifs ont été lancés, dont des bourses pour jeunes chercheurs, qui visent explicitement à atteindre ces objectifs. Ces initiatives pluridisciplinaires illustrent le rôle puissant que peuvent jouer les responsables de l'action publique pour faire progresser le développement de ces nouvelles technologies. Elles ont beau avoir une petite taille, les nanotechnologies recèlent un potentiel dont l'ampleur impose un sérieux coup de pouce public.

Les nanotechnologies suscitent certaines critiques : certains s'inquiètent d'un effet de

mode exagéré qui engendrerait des attentes peut-être hors de portée et, pendant ce temps, ponctionnerait les ressources d'autres domaines de recherche. On pourrait assister à des répercussions négatives sur les nanotechnologies s'il fallait plus de temps que prévu pour en retirer des résultats tangibles. D'autres s'interrogent sur les dangers potentiels sociaux, environnementaux et éthiques si des produits et des services nanotechnologiques sont répandus avant d'en connaître pleinement les conséquences – une situation similaire à celle qui entoure aujourd'hui les organismes génétiquement modifiés. L'introduction dans l'écosystème de nanomatériaux originaux, par exemple, pourrait avoir des conséquences inattendues sur la qualité de l'environnement (par exemple à cause de leur toxicité). La fusion de matériaux biologiques et non biologiques dans des produits et processus nouveaux pourrait avoir, sur la santé humaine et l'environnement, des répercussions inconnues ou inattendues. La perspective de « nanodispositifs auto-assembleurs » rehausse encore ces préoccupations.

À une époque d'anxiété vis-à-vis du terrorisme, l'idée de voir des nanotechnologies difficiles à détecter tomber dans de mauvaises mains pourrait inquiéter. Pourtant, il faut veiller à ne pas accorder trop d'importance à ces dangers. Toutes les technologies, anciennes et nouvelles, peuvent être utilisées à bon ou mauvais escient, et les nanotechnologies ne peuvent être « désinventées ».

C'est la poursuite des recherches qui peut nous aider à mieux comprendre les effets positifs et négatifs des nanotechnologies. Il incombera ensuite aux responsables de l'action publique, comme toujours, de prévoir une réglementation contre les abus possibles et d'investir là où les deniers publics sont nécessaires. ■

Références

- Conseil de la Science et de la Technologie (2001), *Les nanotechnologies : la maîtrise de l'infiniment petit*, disponible sur <http://www.cst.gouv.qc.ca>
- ETC Group (2003), *The Big Down: From Genomes To Atoms*, disponible sur <http://www.etcgroup.org/>
- Commission européenne (2002), *Nanotechnology in the European Research Area*, disponible sur [ftp://ftp.cordis.lu/pub/nanotechnology/docs/nano_leaflet_052002_en.pdf](http://ftp.cordis.lu/pub/nanotechnology/docs/nano_leaflet_052002_en.pdf)
- Pour en savoir plus sur les travaux de l'OCDE sur les nanotechnologies voir : www.oecd.org/sti

Les astéroïdes et autres géocroiseurs

Du risque à la réalité

Clark R. Chapman, Institut de recherche du sud-ouest, Colorado, États-Unis

En 2001, des astronomes japonais ont observé un astéroïde de grande taille alors qu'il passait à une vitesse vertigineuse à une distance inquiétante de 4 millions de kilomètres de l'orbite de notre planète. Selon les experts, il s'agissait du plus gros astéroïde ayant menacé la Terre depuis celui qui s'est écrasé sur le Mexique, il y a 65 millions d'années, provoquant d'après de nombreux spécialistes



© NASA/Dan Davis

l'extinction des dinosaures. Un autre astéroïde pourrait-il entrer en collision avec notre planète ? Que pourrions-nous faire pour éviter un tel événement ?

L'espace interplanétaire n'est pas entièrement vide. En gravitant autour du soleil, la Terre rencontre une grande variété de particules et d'objets, allant de la poussière microscopique aux astéroïdes et aux comètes de grande taille. Les particules les plus petites provoquent des éclairs lumineux, dits météores ou « étoiles filantes ». Fort nombreuses, elles sont cependant inoffensives. Qu'en est-il des comètes et des astéroïdes de grande taille ? Comme ce type de corps céleste est très rare, la probabilité que l'un d'entre eux entre en collision avec la Terre de notre vivant est extrêmement faible. Toutefois, vu la taille gigantesque de certains d'entre eux (plusieurs kilomètres de diamètre), la survenance d'une telle collision pourrait entraîner l'extermination de la plupart des êtres vivants sur notre planète. Les manuels scolaires

indiquent que l'impact d'un astéroïde mesurant 10 à 20 kilomètres de diamètre a provoqué l'extinction des dinosaures, il y a 65 millions d'années. Mais ces événements se produisent une fois toutes les 100 millions d'années ; leur probabilité est donc tellement faible que les autorités ne prennent pas en considération le danger, malgré le caractère apocalyptique des risques encourus.

La probabilité de collision avec des météoroides, des astéroïdes et des comètes de dimension un peu plus petite est, cependant, supérieure ; et les gouvernements du monde entier devraient s'en préoccuper très concrètement. Dans le pire des cas, celui (très improbable) d'un astéroïde de trois kilomètres de diamètre qui viendrait à heurter la Terre, le choc pourrait entraîner un milliard de pertes en vies humaines, voire plus, et replonger la civilisation dans un nouvel âge de ténèbres. Si

cette éventualité se concrétisait, le taux annualisé de pertes humaines correspondrait à ceux d'autres risques graves, tels que les tremblements de terre ou les accidents d'avion. La multiplication des découvertes d'astéroïdes géocroiseurs, conjuguée au sensationnalisme des médias, devrait au moins alarmer l'opinion publique. Elle devrait également inciter les responsables chargés de gérer les situations d'urgence à prendre en compte et à examiner ce risque susceptible d'être neutralisé en déviant, par exemple, la course d'un astéroïde se dirigeant vers notre planète.

La collision avec la Terre d'un astéroïde ou d'une comète de 1 à 3 kilomètres de diamètre, un des corps célestes dont il faut se préoccuper concrètement, pourrait anéantir toute vie sur l'ensemble d'un continent. Cependant, leur dimension permet aux

astronomes de les observer à l'aide de simples télescopes, dans le cadre d'un programme international baptisé Spaceguard Survey. De fait, plus de la moitié des astéroïdes géocroiseurs ont déjà été découverts, et aucun n'entrera en collision avec la Terre au cours de ce siècle. Parmi ceux qui sont encore inconnus, la plupart seront découverts d'ici 10 ans. Dans ce cas encore, il est probable qu'aucun ne percutera la planète de notre vivant mais il demeure une petite probabilité de collision avec la Terre.

Il y a davantage lieu de s'inquiéter des météoroïdes de grande taille dont le diamètre varie entre quelques mètres et plusieurs centaines de mètres. S'ils sont plus petits que les astéroïdes recherchés dans le cadre du programme Spaceguard Survey, ils sont aussi plus nombreux. Au sein de ce groupe, les taux de collisions et les conséquences varient énormément en fonction de la taille. Malgré ces disparités, il est possible de dégager certaines caractéristiques générales. Tout d'abord, indépendamment du lieu de l'explosion (l'atmosphère, le sol ou l'océan), celle-ci pourrait avoir des effets dévastateurs sur les populations situées à proximité, voire

pour de nombreux experts chargés, au sein d'organismes militaires, de scruter le ciel pour détecter les menaces militaires les plus courantes. Dans l'hypothèse où un météoroïde de 300 mètres de diamètre percuterait la Terre, il pourrait entraîner, en effet, un million de morts, soit presque autant que le nombre total de pertes en vies humaines provoquées par les catastrophes naturelles les plus importantes des derniers siècles. La probabilité qu'une collision de ce type se produise au cours du XXI^e siècle est de quelques dixièmes de pour-cent. En revanche, il ne fait aucun doute que certains des corps célestes les plus petits (diamètre compris entre plusieurs mètres et 50 mètres) percuteront la Terre, peut-être même de notre vivant. Nos institutions doivent donc prendre des mesures pour nous protéger de ce danger.

Pour illustrer concrètement la nature du risque et les mesures de précaution envisageables, nous examinerons trois scénarios différents. Dans le scénario A, une « montagne » volante, plus volumineuse que le hall d'assemblage du Centre spatial Kennedy de la NASA ou que le plus grand stade couvert du monde (le Superdome de la

(raz-de-marée) consécutif au choc, qui pourrait véhiculer 20 % de l'énergie dégagee par l'impact jusqu'à des côtes éloignées. À l'heure actuelle, la probabilité que des astronomes détectent à l'avance un « petit » corps céleste de ce type est très limitée (moins de 20 %). S'ils faisaient une telle découverte, elle aurait vraisemblablement lieu plusieurs années ou plusieurs décennies avant la collision, de sorte que les nations spatiales auraient le temps de dévier sa course ou de le détruire. Dans le cas où l'astéroïde ne serait pas détecté, il serait encore possible d'annoncer le raz-de-marée quelques heures à l'avance, surtout si l'impact se produisait dans l'Océan Pacifique, bien surveillé. Il reste encore une autre éventualité : que l'événement survienne de manière totalement inattendue, l'impact se produisant dans un océan non doté de systèmes d'alerte aussi élaborés. Dans ce cas, les énormes vagues qui s'écraieraient sur les côtes risqueraient de provoquer la perte de vies humaines et des dommages matériels d'une ampleur inégalée dans l'histoire humaine.

Dans le scénario B, un énorme rocher, plus volumineux que les plus grands bâtiments du monde, pénétrerait dans l'atmosphère de la Terre et viendrait s'écraser non pas dans l'océan mais sur un continent. L'explosion équivaldrait à celle de l'une des plus puissantes bombes thermonucléaires jamais testées, multipliée par 10. Un énorme cratère apparaîtrait en l'espace de quelques secondes, d'un diamètre de 3 à 4 kilomètres et d'une profondeur supérieure à celle du Grand Canyon. Tout être vivant se trouvant dans cette zone de la dimension d'une ville serait immédiatement tué. De graves dégâts pourraient avoir lieu dans un rayon de plusieurs dizaines de kilomètres.

La probabilité qu'un astéroïde de plus de 200 mètres de diamètre percute un continent au cours du XXI^e siècle est d'environ un millième. Les corps célestes ne choisissant pas leur cible, une telle collision pourrait se produire dans n'importe lequel des plus grands pays du monde (en Russie, au Canada, en Chine, aux États-Unis, en Australie ou au Brésil, par exemple). Si, par bonheur, l'astéroïde était découvert longtemps avant l'impact, il serait possible de dévier sa course afin qu'il passe à côté de la Terre.

Dans le scénario C, un astéroïde de 3 kilomètres de diamètre, ou une comète un peu plus petite mais plus rapide, percuterait la Terre. Cette collision équivaldrait au choc

Imaginez une « montagne » volante percutant la Terre à une vitesse cent fois supérieure à celle d'un jet. Cet astéroïde plongerait probablement dans un océan et exploserait en dégageant une énergie environ 10 fois supérieure à celle de la plus puissante bombe thermonucléaire jamais testée.

parfois assez loin, du point d'impact. En outre, la taille de la grande majorité des météoroïdes n'est pas suffisante pour qu'il soit possible de les détecter ou de les suivre aisément dans le cadre des programmes d'observation télescopique existants (ils ne permettent d'observer qu'une partie du ciel, à un moment donné). Enfin, vu la faible occurrence de ce type de collision, les scientifiques ne peuvent les observer et les étudier en détail, ce qui limite la connaissance de leur nature et de leurs effets.

Les plus fortes incertitudes scientifiques concernent précisément les corps célestes dont les pouvoirs publics devraient se préoccuper en priorité et de manière concrète, en raison de leur taille et de leur fréquence de collision. En effet, les observateurs ne sont pas familiarisés avec ce type de collision, et cela est également vrai

(Nouvelle-Orléans) percuterait la Terre à une vitesse 100 fois supérieure à celle d'un jet. La probabilité est plus grande que cet astéroïde tombe dans l'océan que sur la terre ferme. Il s'enfoncerait dans les eaux où il exploserait en dégageant une énergie environ 10 fois supérieure à celle de la plus puissante bombe thermonucléaire jamais testée. Les effets seraient très différents de ceux provoqués par un tremblement de terre de magnitude 8. Mais l'énergie libérée serait environ la même, équivalant presque à l'électricité produite au cours d'une année par l'ensemble des centrales nucléaires françaises et japonaises.

Durant la brève phase atmosphérique de la course de l'astéroïde, certaines communications pourraient être perturbées ; et tout navire proche du point d'impact serait détruit. La conséquence de loin la plus dangereuse de la collision serait le tsunami

de plus de 1 000 astéroïdes du scénario A ou B s'écrasant au même endroit simultanément. À lui seul, le cratère engloiterait une zone comparable à l'une des plus grandes agglomérations du monde. Si l'astéroïde entrerait dans l'océan, il pénétrerait dans les fonds marins, provoquant un tsunami d'une ampleur sans précédent. Les débris projetés hors de l'atmosphère terrestre retomberaient en pluie, emplissant le ciel de boules de feu flamboyantes avant de réduire en cendres une zone peut-être aussi vaste que l'Inde ou deux fois plus grande que l'Europe occidentale. Aussi apocalyptique soit-elle, la destruction serait néanmoins modeste comparée aux morts et aux catastrophes économiques qu'entraînerait le soudain changement climatique mondial provoqué par la contamination de la stratosphère. Dans le cas où rien n'aurait été prévu, une famine massive pourrait entraîner la mort d'une forte proportion de la population mondiale. Aucune nation ne serait épargnée par le changement radical des conditions climatiques. Quant à la probabilité d'une collision entre un astéroïde de plus de 2 kilomètres de diamètre et la Terre, elle est d'environ une fois toutes les deux millions d'années.

S'il existait un mécanisme d'alerte avancé, les spécialistes en communication pourraient avertir la population du désastre imminent de manière simple, comme ils le font lorsqu'ils préparent les citoyens à fuir à l'approche d'un ouragan. Informer le public sur la nature exacte de la collision limiterait les comportements dysfonctionnels. Ceci dit, si une collision destructrice survenait sans que la population ait été alertée au préalable, l'on pourrait généralement gérer la crise comme s'il s'agissait d'une catastrophe naturelle plus courante, tremblement de terre ou inondation. Les victimes n'ont pas à craindre des effets postérieurs plus mystérieux (tels ceux consécutifs à un séisme) ou des effets durables (comme en cas de radiation ou de contamination suite à une explosion nucléaire ou une attaque biologique).

La technologie permettant de dévier la course d'un astéroïde est globalement connue. D'ailleurs, un engin spatial s'est déjà posé sur l'astéroïde Éros qui passait à proximité de la Terre. Mais aucun système intégré n'a été conçu à cet effet, ni *a fortiori* utilisé. Il peut être prudent ou rentable de mettre au point ce type de technologie, éventuellement en tant que complément – relativement peu

Une science à portée de tous

Les grands projets scientifiques ont une dimension mondiale. Qu'il s'agisse de la médecine, de la technologie, de l'ingénierie, de la chimie, de la biologie ou de la physique, les activités en recherche et développement dépassent depuis longtemps déjà les frontières nationales, notamment parce qu'aucun gouvernement n'a le temps, ni l'argent, ni d'ailleurs les compétences, pour faire face à l'ampleur de la tâche. Du projet de Station spatiale internationale à la construction de collisionneurs de particules et de sources de lumière, en passant par la recherche sur les semi-conducteurs ; toutes les initiatives de cette envergure doivent leur réussite à la coopération mondiale. Cela n'a pas toujours été le cas. Les gouvernements, les scientifiques et les investisseurs se sont souvent méfiés les uns des autres, la coopération ayant tendance à s'instaurer au cas par cas. Le Forum mondial de la science de l'OCDE a précisément été créé pour donner l'occasion aux scientifiques et aux décideurs de débattre dans un cadre intergouvernemental.

Lancé en 1992, le Forum Mégascience avait pour ambition de renforcer la coopération scientifique autour de grands projets scientifiques, comme la détection sous-marine des neutrinos de très haute énergie, les installations internationales d'accélérateurs d'électrons, la physique nucléaire et la biodiversité mondiale. Devant le succès de l'entreprise, le mandat a été

coûteux – de missions spatiales poursuivant d'autres objectifs scientifiques.

Les réactions provoquées dans le monde par des désastres extrêmement meurtriers (tremblements de terre, typhons, inondations...) portent souvent la marque d'un fatalisme résigné, qui rend le « Destin » responsable de ces catastrophes. Certes, celles-ci recouvrent d'innombrables tragédies individuelles et peuvent susciter des efforts massifs d'aide internationale. Mais force est de constater qu'elles ne s'accompagnent pas des mêmes phénomènes d'amplification et de résonance que les attentats survenus le 11 septembre 2001 aux États-Unis. Cependant, si un astéroïde de grande taille entrerait en collision avec la Terre sans qu'on ne l'ait prévu, les recherches sur la perception du risque suggèrent que l'opinion publique et les autorités pourraient réagir de la même manière qu'après le 11 septembre.

En particulier, de nombreux citoyens, craignant d'être les prochaines cibles d'un fléau arbitraire, pourraient interpeller les



élargi en 1999 et le Forum rebaptisé Forum mondial de la science, l'objectif étant de se saisir également de questions plus fondamentales, par exemple coordonner la recherche sur les lasers à impulsions brèves et intenses, mettre en commun les ressources en matière de neuro-informatique et contribuer à régler les questions de concurrence entre les radioastronomes et les exploitants de satellites de télécommunications concernant l'utilisation du spectre des radiofréquences dans l'espace.

En février 2003, le Forum mondial de la science s'est tenu à Tokyo pour examiner son Étude à long terme sur la Coopération scientifique internationale, programme sur 10 à 15 ans dédié à la planification et à la mise en œuvre de nouveaux projets de recherche multinationaux.

- Pour plus d'informations, voir : www.oecd.org/science sous S & T Policy

autorités et leur demander : « Pourquoi ne peut-on rien faire ? ». À ce propos, il faut reconnaître qu'il serait extrêmement coûteux de développer une technologie permettant de détecter tous les projectiles potentiels et de dévier de manière fiable la course de ceux qui se dirigent sur la Terre ou de les détruire. Toutefois, dans la mesure où un tel système est réalisable sur le plan technologique, le fait de ne pas le développer devrait, tout au moins, découler d'une décision politique implicite concernant les priorités de l'action publique. À ce propos, il est clair qu'il faut renforcer les efforts pour pouvoir décider sur des bases solides. Mais, il faut aussi convenir que nous en savons probablement assez, aujourd'hui, sur les géocroiseurs pour fixer objectivement ces priorités. ■

Références

- Gehrels, T., éd., (1994), *Hazards due to Comets and Asteroids*, University of Arizona Press.
- Voir aussi <http://impact.arc.nasa.gov/index.html> <http://spaceguard.ias.rm.cnr.it/tumblingstone/>

Un marché du travail plus ouvert

Pourquoi les pays devraient-ils se préoccuper de la situation des groupes sous-employés – travailleurs non qualifiés, parents isolés, femmes, travailleurs immigrés et travailleurs âgés ? La question est peut-être abrupte, mais ce sera l'un des grands thèmes de la réunion des Ministres de l'emploi et du travail des pays de l'OCDE qui se tiendra les 29 et 30 septembre sous le titre « Pour des emplois plus nombreux et meilleurs ».

De nombreux individus appartenant à ces groupes défavorisés se trouvent pris au piège de l'inactivité. Ils sont touchés particulièrement durement en cette période de faiblesse de l'activité économique. Et s'ils parviennent à revenir sur le marché du travail, ils ont des difficultés à gravir les échelons professionnels. Ces préoccupations ne sont pas nouvelles. Mais ces questions suscitent aujourd'hui un

regain d'intérêt car on est conscient qu'une meilleure mobilisation des ressources sous-utilisées est essentielle pour relever les défis du vieillissement. La réforme des retraites s'impose, à l'évidence, face au vieillissement, mais elle ne suffira pas : si les groupes sous-employés ne sont pas mieux mobilisés, le vieillissement de la population entraînera des pénuries de main-d'œuvre, nuira à la croissance et alourdira la facture de la protection sociale.

Au cours de leurs discussions, les ministres chercheront à déterminer ce qui marche et ce qui ne marche pas dans les tentatives déployées pour mieux mobiliser les ressources en main-d'œuvre. On réfléchira aux divers éléments d'une stratégie d'ensemble. Une telle stratégie implique, en premier lieu, de mettre davantage l'accent sur les prestations subordonnées à l'exercice d'une activité et les réductions ciblées des

cotisations de sécurité sociale. Par ailleurs, il faut faciliter l'accès à l'emploi rémunéré des groupes sous-employés, en développant le temps partiel et les possibilités de garde d'enfants, par exemple. Les bénéficiaires de prestations sociales qui sont aptes à travailler devraient être incités à travailler, grâce à des services de soutien efficaces, et des sanctions devraient leur être appliquées en cas de refus. Mobiliser la main-d'œuvre vieillissante ne signifie pas seulement réformer les systèmes de pré-retraite et les régimes d'invalidité, mais aussi agir pour modifier l'attitude de la société à l'égard des travailleurs âgés. Cela exige, également, des investissements plus judicieux dans la formation, en particulier dans les nouvelles technologies. C'est là la meilleure façon d'améliorer les perspectives d'emploi des travailleurs non qualifiés et de développer les compétences de façon générale. ■

Partenariat contre les maladies infectieuses

Le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) et la préoccupation qu'il suscite actuellement viennent nous rappeler cruellement les effets que peuvent avoir les maladies infectieuses, montrant qu'aucun pays n'est à l'abri de leurs coûts humains ni de leurs coûts économiques. Depuis le 12 mars, date de la première alerte de l'OMS concernant le SRAS, 29 pays ont été touchés, plus de 500 personnes sont décédées et près de 8 000 ont été infectées. Il faut bien évidemment ajouter à ce bilan les effets indirects sur la vie quotidienne dans les zones touchées par le SRAS, et notamment sur l'économie de Hong Kong, qui sont bien plus larges.

Néanmoins, le SRAS est une maladie toute récente dont les effets en termes de victimes humaines demeurent, du moins jusqu'à présent, relativement faibles. En outre, dans la mesure où les autorités sanitaires dans le monde ont pour la plupart réagi avec célérité à ce nouveau défi – et les réseaux de

surveillance de l'OMS y ont largement contribué –, on peut trouver un motif de satisfaction dans le fait que les systèmes de défense mondiaux ont fonctionné. Pourtant, il n'en va pas de même, loin s'en faut, pour l'ensemble des maladies infectieuses. Avec 17 millions de décès par an, celles-ci restent la première cause de mortalité dans le monde. Depuis les années 1970, au moins 30 nouvelles maladies infectieuses sont apparues contre lesquelles il n'existe aucun traitement efficace. Qui plus est, dans le monde qui est le nôtre, les maladies peuvent désormais se propager plus loin et plus vite qu'avant et venir menacer nos vies, nos sociétés et nos économies.

La réaction mondiale aux menaces a été surveillée de très près dans le cas de certaines maladies, en particulier le VIH/sida, la tuberculose et la malaria, avec parfois des résultats spectaculaires. Cependant, la majorité des maladies

demeurent « négligées ». Une riposte efficace de la communauté internationale exige de faire appel à toutes les armes qu'offre l'arsenal mondial. Il s'agira ainsi de recourir avec savoir-faire aux biotechnologies, à la génomique et à l'informatique, de mettre en place des partenariats de R&D plus efficaces entre les secteurs public et privé, et de surmonter les défaillances du marché en ce qui concerne le développement de nouveaux médicaments et vaccins. Mais une approche plus coordonnée de la part des principales économies sera aussi nécessaire.

Réunis à Lisbonne en octobre 2002, les pays de l'OCDE ont débattu des moyens pour mieux œuvrer ensemble et avec les autres organisations internationales pour relever concrètement ces défis. Les principaux messages de cette réunion sont présentés dans le document « Biotechnology and Sustainability – The Fight Against Infectious Disease », disponible sur le site www.oecd.org/biotechnology/.

Un partenariat international déterminé et durable s'impose pour découpler l'impact des maladies infectieuses et le moteur de la croissance économique. L'exemple de Hong Kong devrait normalement lever les dernières doutes à ce sujet. ■

Gain net pour la pêche

La poursuite de la libéralisation des marchés de la pêche dans le monde exige, au préalable, une gestion efficace des pêcheries, si l'on veut que la mer puisse offrir à tous du poisson en abondance. Tel est depuis longtemps le mot d'ordre du Comité des pêcheries de l'OCDE. Il a été repris lors du point de presse organisé par des experts de la pêche de l'OCDE, en mars dernier, à l'occasion du lancement d'un nouveau rapport intitulé *La libéralisation du secteur de la pêche : sa portée et ses effets*. L'OCDE affirme que les pays en développement, comme les pays développés, pourraient tirer avantage d'une réduction supplémentaire des droits de douane et des subventions, mais rappelle aux gouvernements que leur politique commerciale et leurs mesures de gestion des pêches devront se renforcer mutuellement.

Même si l'ouverture des marchés dans le

secteur de la pêche a déjà énormément progressé, puisque la moyenne des droits de douane à l'importation imposés par les pays développés a chuté de 26 % au cours des 20 dernières années, les réductions doivent encore se poursuivre. En effet, dans de nombreux pays de l'OCDE, des droits de douane prohibitifs sont prélevés parallèlement à d'autres mesures qui faussent ou entravent les échanges, notamment les subventions de la part des pouvoirs publics. Ces mesures peuvent non seulement se traduire par un gonflement inutile des flottes de pêche, mais aussi isoler artificiellement le secteur des réalités commerciales.

Il importe de prendre des mesures pour assurer la pérennité du marché des produits de la pêche car, comme le signale le rapport, de nombreux pays de l'OCDE ne contrôlent pas efficacement leurs prises et la taille de leurs flottes de pêche. ■

Les biotechnologies agricoles

Les biotechnologies agricoles constituent peut-être une voie sur laquelle beaucoup d'agriculteurs sont réticents à s'engager, mais l'évaluation de leurs applications et avantages potentiels sera sans doute incontournable pour les pays en développement si l'on veut que ceux-ci relèvent le défi de leur approvisionnement alimentaire.

Alors que les approches classiques fondées sur l'analyse coûts-avantages continueront de servir de base à l'évaluation des incidences des biotechnologies agricoles modernes, il importe d'étudier ces incidences au niveau de la communauté, ou des ménages, pour déterminer dans quelle mesure les agriculteurs pauvres des économies en développement peuvent accéder à ces nouvelles technologies et en tirer parti. La plupart des produits issus des biotechnologies végétales visent à réduire les coûts de production, principalement en réduisant la sensibilité aux ravageurs et aux maladies.

À l'occasion d'une réunion du Forum mondial de l'OCDE sur l'économie du

savoir tenue en novembre 2002, les politiques de différents pays à l'égard des biotechnologies agricoles ont été débattues dans l'espoir d'engager un dialogue mondial sur les promesses de ces technologies, mais aussi sur leurs risques inhérents.

Cruelle ironie, les biotechnologies agricoles modernes présentent probablement le plus d'utilité pour les pays qui sont le moins capables de les développer. Aujourd'hui, seul un nombre restreint de pays est en mesure d'en profiter. Les autres, dont le Brésil, la Chine et l'Inde, devront investir nettement plus de ressources publiques et adapter des technologies étrangères pour commencer à obtenir des résultats mesurables.

Les avancées intervenues récemment dans les applications agricoles des biotechnologies modernes sont potentiellement porteuses de gains durables de productivité agricole qui pourraient faire reculer la pauvreté et renforcer la sécurité alimentaire dans les pays en développement. ■

Nomination des Ambassadeurs

17 février – John Rowan est le nouvel Ambassadeur de l'Irlande auprès de l'OCDE. Il dirigeait depuis 1997 l'Unité des droits de l'homme du Ministère irlandais des affaires étrangères. M. Rowan a été auparavant en poste dans plusieurs ambassades d'Irlande au Moyen-Orient (Beyrouth et Bagdad) et aux États-Unis (Washington DC et San Francisco), interrompant sa carrière pour travailler dans le secteur privé. À Paris, M. Rowan partagera son temps entre ses responsabilités à l'OCDE et à l'UNESCO.

25 janvier – Dominique Perreau, le nouvel Ambassadeur de la France, était auparavant Directeur des affaires économiques et financières au Ministère des affaires étrangères. Il a fondé en 1986 à Bruxelles la société Eurostratégie, et il a occupé durant les 10 dernières années les postes d'Ambassadeur de France au Sénégal, en Gambie et en Corée.

17 mars – L'Ambassadeur de la Hongrie, Károly Lotz, était, avant sa nomination, au Parlement de Hongrie où il travaillait sur l'intégration européenne. Il fut Ministre des transports, des communications et de l'aménagement des eaux de 1994 à 1998, et a occupé le poste de président de la Conférence européenne des ministres des transports (CEMT) en 1995.

18 mars – Ulrich Stacher, Ambassadeur de l'Autriche, était depuis 1987 Directeur général de la Chancellerie fédérale à Vienne, responsable de la coordination pour l'intégration européenne et les questions économiques. M. Stacher possède une grande expérience des questions économiques africaines pour avoir notamment occupé, de 1973 à 1977, le poste de conseiller économique auprès du gouvernement du Kenya.

Ces ambassadeurs donnent des orientations sur les travaux des comités de l'OCDE et décident du budget annuel du secrétariat de l'Organisation. ■

Programme des conférences

Veillez noter que la plupart des réunions ne sont pas ouvertes au public mais sont mentionnées pour information. Sauf indication contraire, toutes les réunions se tiennent à Paris. Ce document est mis à jour de façon hebdomadaire sur le site Internet de l'OCDE : www.ocde.org sous « calendrier ».

AVRIL – UNE SÉLECTION D'ÉVÉNEMENTS

- 28-29 **Forum 2003 de l'OCDE**, conférence internationale, débats ouverts au public.
- 28-29 **Réunion de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) au niveau ministériel**.
- 29-30 **Conseil de l'OCDE au niveau ministériel**, réunion annuelle.

MAI

- 19-20 **Forum mondial sur l'agriculture**, organisée par la Direction de l'alimentation, de l'agriculture et des pêcheries (AGR). St. Louis, Missouri, États-Unis.
- 19-24 **Organisation mondiale de la santé, assemblée annuelle**. Genève, Suisse.
- 21-23 **L'environnement pour l'Europe**, 5^e conférence ministérielle organisée par la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (UNECE). Kiev, Ukraine.
- 28-30 **Table ronde sur le gouvernement d'entreprise en Amérique latine**, réunion organisée par la Direction des affaires financières, fiscales et des entreprises (DAF). Santiago, Chili.
- 29-31 **Lutter contre la corruption et sauvegarder l'intégrité**, forum mondial sur la gouvernance organisé par le Centre pour la coopération avec les non-membres (CCNM) et la Direction de la gouvernance publique et du développement territorial (GOV). Séoul, Corée.

JUIN

- 1-3 **Sommet du G8**. Évian-les-Bains, France.
- 2-3 **Forum OCDE-Banque mondiale : le marché des obligations**. Washington, DC. États-Unis.
- 5-6 **Aller de l'avant sur la question de l'accès au marché dans le Programme de Doha pour le développement**, forum mondial sur les échanges, organisé par la Direction des échanges (ECH).
- 5-6 **Développement durable des pêcheries mondiales**, réunion de la Table ronde de l'OCDE pour le développement durable.
- 12-13 **Comité consultatif économique et industriel (BIAC) auprès de l'OCDE** : assemblée générale, avec la

participation du Secrétaire général. Rome, Italie.

- 16-20 **Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI)** : réunion plénière. Berlin, Allemagne.
- 20-21 **Sommet du Conseil européen**. Thessaloniki, Grèce.
- 23-26 **La réforme du régime des droits de propriété intellectuelle**, deux réunions à haut niveau organisées par la Direction de la science, de la technologie et de l'industrie (STI) en coopération avec le gouvernement chinois. Pékin, Chine.
- 24-26 **Le Comité des politiques de développement territorial de l'OCDE se réunit à haut niveau**, réunion organisée avec le Secrétariat d'État à l'économie de la Suisse. Martigny, Suisse.

JUILLET

- 10 **Les politiques nécessaires au processus de restructuration de l'industrie du tourisme**, forum de l'industrie organisé par l'OCDE.

AOÛT

- 28-29 **Droits de propriété intellectuelle, innovation et performance économique**, réunion organisée par STI.

SEPTEMBRE

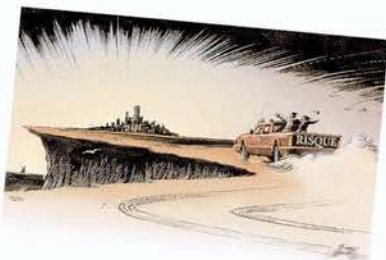
- 8-10 **L'entrepreneuriat et le développement des PME**, atelier organisé par la Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales (ELS) sous les auspices du gouvernement hongrois. Ouvert aux pays non membres de l'OCDE qui participent au "Bologna Process". Budapest, Hongrie.
- 10-14 **Organisation mondiale du commerce**, 5^e conférence ministérielle. Cancún, Mexique.
- 21-28 **Congrès forestier mondial**, 12^e forum annuel, avec la participation de la FAO. Québec, Canada.
- 23-24 **FMI/Banque mondiale**, réunions annuelles. Dubaï, Émirats arabes unis.
- 29-30 **Réunion des ministres du travail et des affaires sociales**, « Vers des emplois plus nombreux et meilleurs », organisée par ELS et présidée par François Fillon, Ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité de la France.

Risques futurs

Les risques émergents du XXI^e siècle : Vers un programme d'action

Le début du XXI^e siècle a été marqué par une peur mondiale, celle du « bogue de l'an 2000 », qui menaçait de réduire à l'impuissance les ordinateurs de toute la planète, ainsi que les outils technologiques tributaires de l'informatique, notamment les systèmes de contrôle de la circulation aérienne, les salles d'urgence des hôpitaux et les marchés boursiers. Ces dysfonctionnements ont été évités. Néanmoins, le virus SRAS suscite depuis peu dans le monde entier un sentiment de peur lié à la rapidité de sa propagation, tandis que les craintes d'attaque chimique se sont traduites par des ventes de masques à gaz sur tout le territoire des États-Unis.

Apparemment, tandis que le monde devient plus petit et plus avancé technologiquement, les risques augmentent. La publication intitulée *Les risques émergents du XXI^e siècle* examine non seulement la nature changeante de ces risques, mais aussi la capacité de nos sociétés à les gérer. Les cinq catégories traitées – les catastrophes naturelles, les accidents industriels, les maladies infectieuses, le terrorisme et la sécurité des aliments – ne sont hélas que trop familières. Quelles sont les tendances et les forces qui modèlent les risques auxquels nous serons confrontés au cours des prochaines décennies, quels systèmes vitaux sont les plus vulnérables, et comment les gouvernements peuvent-ils le mieux se préparer à gérer ces futures situations d'urgence ?



La collecte d'informations constitue un premier pas. D'après la Base de données internationale sur les catastrophes de l'OFDA (Bureau d'aide aux victimes de catastrophes à l'étranger) et le Centre de recherche sur l'épidémiologie des désastres, un événement est considéré comme une catastrophe lorsque 10 personnes sont déclarées décédées ou 100 personnes sont affectées, si une aide internationale est officiellement demandée, ou encore si l'état d'urgence est instauré. La base de données révèle une brusque augmentation du nombre de catastrophes naturelles, qui est passé d'une centaine dans le monde entier en 1970 à plus de 350 en 2000. De même, les catastrophes technologiques sont passées de 50 en 1980 à 300 en 2000.

Le rapport souligne également que la perception du risque constitue en soi un facteur susceptible de déboucher sur des mesures de précaution tardives ou exagérées. La cybercriminalité, les attentats terroristes et certaines catastrophes naturelles exigent que l'on porte un regard critique à la fois sur la sécurité des systèmes organisés en réseau, et sur l'infrastructure sociale qui les rend vulnérable. ■

● « Un avenir à haut risque », *L'Observateur de l'OCDE* N° 235, décembre 2002.

L'innovation sur le campus

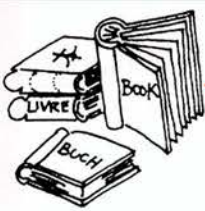
Des débouchés commerciaux pour la science : La gestion de la propriété intellectuelle par les organismes publics de recherche

Si de nos jours, l'éducation est affaire de concurrence, celle-ci ne sévit pas uniquement dans les travaux de cours ou la course aux diplômes. Les universités sont en train de prendre conscience que les innovations de leurs départements scientifiques peuvent avoir une valeur marchande. La possibilité que les laboratoires universitaires puissent receler des ressources insoupçonnées incite de nombreux organismes publics de recherche à moderniser leurs pratiques de laboratoire et à promouvoir l'esprit d'entreprise sur les campus, dans le but de générer des recettes supplémentaires. Selon l'étude *Des débouchés commerciaux pour la science : La gestion de la propriété intellectuelle par les organismes publics de recherche*, de plus en plus d'universités et d'organismes publics de recherche veillent à protéger la propriété intellectuelle de leurs innovations par des brevets ou des licences, de façon à optimiser leur valeur marchande. Insuffler un esprit d'entreprise aux laboratoires ne passe pas uniquement par des actions en faveur de la recherche universitaire, mais nécessite également de réfléchir sur la meilleure manière d'encourager les relations avec les clients tout en protégeant l'intérêt général.

Des débouchés commerciaux pour la science analyse les cadres juridiques et réglementaires instaurés par 13 pays dans le but de

commercialiser la propriété intellectuelle émanant de la recherche sur fonds publics. Dans la zone OCDE et au-delà, des pays tels que l'Allemagne ou la Corée s'inspirent de la loi américaine Bayh-Dole de 1980, qui autorise les universités à faire breveter et à dégager des recettes de licences concédées à des entreprises extérieures. Le rapport constate, entre autres, que la mise en application de dispositions législatives n'est pas la seule manière d'encourager la protection et l'exploitation de la propriété intellectuelle et qu'elle ne suffit pas non plus pour transformer les chercheurs en inventeurs ; il est tout aussi fondamental de fournir aux chercheurs des règles claires et de leur donner les moyens de tirer profit des activités de commercialisation.

S'appuyant sur les résultats de la première enquête internationale sur les dépôts de brevets et les concessions de licences par les organismes publics de recherche, l'étude fournit également des données clés sur le volume d'inventions brevetées et le nombre de start-up issues des universités et des laboratoires publics dans plusieurs pays membres de l'OCDE. Elle souligne aussi des disparités considérables entre les pays de l'OCDE pour ce qui est des recettes générées par la concession de licences ; les universités américaines, avec plus de US\$1,2 milliard de bénéfices annuels, arrivent en tête, même si les recettes générées par les concessions de licences sur des inventions universitaires demeurent faibles, comparées aux budgets globaux de la recherche. ■



Nouvelles publications – mars à mai 2003

Toutes les publications sont disponibles en version papier ou en version électronique. Pour d'autres titres, consulter www.oecd.org/bookshop.

AFFAIRES FINANCIÈRES ET FISCALES

Tendances des marchés des capitaux, no 84 ☐
OECD Code 272003011P1
140p, 37 graphiques
En anglais, avec un chapitre en français : « L'actualité des marchés des capitaux ».
Uniquement par abonnement.

Examens de l'OCDE des politiques de l'investissement
Chine : Progrès et enjeux de la réforme ☐
ISBN 9264101969
163p, 45 tableaux
€34 \$34 £22 ¥4 170 MXN350

Manuel sur les enquêtes conjoncturelles ☐
ISBN 9264298940
120p, 17 tableaux, 12 graphiques
€25 \$25 £16 ¥2 900 MXN230

Revue de l'OCDE sur la gestion budgétaire : Volume 2-4 ☐
OECD Code 422002042P1
139p
Uniquement par abonnement.
Table des matières : La réforme budgétaire dans les pays membres de l'OCDE : Tendances communes ; Maîtriser les dépenses publiques : La théorie de la limitation des dépenses ; Comment fonctionnent les systèmes du Trésor dans les pays francophones de l'Afrique subsaharienne ; Privatisation, intérêt public et service privé : La culture de l'externalisation du XX^e siècle et la Loi évolutive de la souveraineté diffusée.

Les ententes injustifiables : Progrès récents et défis futurs ☐
ISBN 9264101845
71p
€21 \$21 £13 ¥2 550 MXN210

Les impôts sur les salaires : 2001/2002 Édition 2002 ☐
ISBN 9264099972
350pp, 115 tableaux, 10 graphiques
€85 \$85 £54 ¥10,400 MXN880

Rentabilité des banques : Comptes des banques Édition 2002 ☐
ISBN 9264099948
388p, 300 tables
€85 \$85 £54 ¥10,400 MXN875

AGRICULTURE ET ALIMENTATION

La libéralisation du secteur de la pêche : Sa portée et ses effets ☐
ISBN 9264299866
430p, 81 tableaux, 63 graphiques
€72 \$72 £46 ¥8 800 MXN740
Une plus grande libéralisation peut-elle être envisagée dans le secteur mondial de la pêche ? Quelles sont les principales mesures relatives au marché et aux échanges sur lesquelles doit porter l'attention des décideurs de l'action publique ? Qu'implique davantage de libéralisation des échanges pour la durabilité des ressources ?

Examen des pêcheries dans les pays de l'OCDE : Politiques et statistiques de base 2002 ☐
ISBN 926410142X
360p, 70 tableaux
€75 \$75 £48 ¥9 200 MXN770

Normalisation internationale des fruits et légumes : Tomates ☐
ISBN 9264097139
25p
€20 \$19 £12 ¥2 000 MXN170

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Des transports sûrs et durables : Une garantie de qualité ☐
ISBN 9282123030
244p, 13 tableaux, 29 graphiques
€50 \$50 £32 ¥6 150 MXN515
La sécurité routière englobe généralement trois éléments, à savoir, la route, le véhicule et le conducteur. Pour promouvoir la sécurité routière, il faut également s'intéresser à un éventail de thèmes plus large : l'environnement, la durabilité et la qualité de la vie.

Surmonter les obstacles à la réforme des politiques : Travaux sur les subventions nuisibles à l'environnement ☐
ISBN 9264101047
180p, 15 tableaux

DÉVELOPPEMENT ET AIDE

Les dossiers du CAD : Coopération pour le Développement – Rapport 2002 ☐

ISBN 9264100911
350p, 46 tableaux, 37 graphiques
€50 \$50 £32 ¥6 150 MXN515
Divers domaines sont examinés : la responsabilité assurée par les uns et par les autres, l'évaluation, et les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs en matière de lutte contre la pauvreté, de partenariats public-privé, d'eau et d'assainissement.

Harmoniser l'aide pour renforcer son efficacité ☐
ISBN 9264299823
144p
€25 \$25 £16 ¥3 050 MXN260

Perspectives économiques en Afrique ☐
ISBN 9264100040
456p, 100 tableaux, 148 graphiques
€70 \$70 £45 ¥8 600 MXN720
Voir revue.

Pauvreté et santé ☐
ISBN 9264100199
89p
€21 \$21 £13 ¥2 550 MXN215

L'opinion publique contre la pauvreté ☐
ISBN 926429998X
239p, 30 tableaux, 23 graphiques
€45 \$45 £29 ¥5 500 MXN460

ÉCONOMIE

Perspectives économiques de l'OCDE, N° 73 ☐
ISBN 9264100598
300p, 127 tableaux, 164 graphiques
€61 \$61 £39 ¥7 500 MXN630

Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE ☐
ISBN 9264299416
205p
€40 \$40 £26 ¥4 900 MXN410

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE
Chaque étude : €35 \$35 £22 ¥4 300 MXN360

Irlande ☐
ISBN 9264102981
150p, 18 tableaux, 16 graphiques
Thème spécial : Réforme des dépenses publiques

Danemark ☐
ISBN 9264103155
110p, 38 tableaux, 40 graphiques
Thème spécial : L'immigration.

Australie ☐
ISBN 9264100776
200p, 28 tableaux, 40 graphiques
Thème spécial : L'immigration.
Ses résultats économiques actuels et récents placent l'Australie dans le groupe de tête des pays de l'OCDE. Cette performance doit beaucoup à une combinaison judicieuse de politiques budgétaires et monétaires prudentes axées sur le moyen terme et de réformes de grande envergure appliquées aux marchés du travail, des produits et des capitaux durant ces deux dernières décennies. Mais le gouvernement doit continuer de se focaliser sur la mise en œuvre des réformes actuelles et s'employer assidûment à résoudre les autres problèmes actuels ou émergents.

Espagne ☐
ISBN 926410108X
170p, 42 tableaux, 35 graphiques
Thème spécial : L'immigration.
Quelle est l'urgence d'une réforme des pensions ? Comment la politique économique devrait-elle répondre à la hausse de l'immigration ?

Islande ☐
ISBN 9264101705
170p, 19 tableaux, 31 graphiques
Thème spécial : La maîtrise des dépenses publiques.
Dans le contexte de l'expansion des industries à forte intensité énergétique, comment pourrait-on clarifier la comptabilisation des coûts et des avantages sociaux ? Comment la discipline en matière de dépenses publiques pourrait-elle être améliorée ?

ÉDUCATION

L'école de demain : Réseaux d'innovation ☐
ISBN 9264100369
130p
€25 \$25 £16 ¥3 000 MXN250
Dans quelle mesure des réseaux éducatifs des pays de l'OCDE peuvent-ils se substituer aux pesantes bureaucraties comme modes de gestion et comme sources d'innovation et de professionnalisme ? Face à l'autonomie croissante des écoles et à la complexité

grandissante du monde, quelles formes d'organisation et de gouvernance pourront empêcher la fragmentation du système d'éducation et le chaos ?

La lecture, moteur de changement : Performances et engagement d'un pays à l'autre – Résultats de PISA 2000 ☐
ISBN 9264099271
200p, 54 tableaux, 40 graphiques
€24 \$24 £15 ¥2 800 MXN220
Les jeunes savent-ils lire au terme de leur formation de base ? Et dans quelle mesure maîtrisent-ils la lecture ?

De nouveaux défis pour la recherche en éducation ☐
ISBN 9264100326
104p
€21 \$21 £13 ¥2 550 MXN215

EMPLOI ET SOCIÉTÉ

Tendances des migrations internationales : SOPEMI 2002 ☐
ISBN 9264299491
410p, 150 tableaux, 20 graphiques, 4 cartes
€70 \$70 £45 ¥8 600 MXN720

Viellissement et politiques de l'emploi : Belgique ☐
ISBN 9264299963
135p, 17 tableaux, 20 graphiques
€24 \$24 £15 ¥2 950 MXN250

L'entrepreneuriat et le développement économique local : Quels programmes et quelles politiques ? ☐
ISBN 9264299785
185p
€35 \$35 £22 ¥4 100 MXN320
Il apparaît que si l'entrepreneuriat est un facteur essentiel du développement local, la promotion de l'esprit d'entreprise ne constitue pas la panacée pour encourager le développement. Certains des obstacles auxquels peuvent se heurter les stratégies centrées sur l'entrepreneuriat, ainsi que les moyens à mettre en œuvre pour les surmonter, sont donc examinés en profondeur.

Eco-Santé OCDE 2003 ☐
ISBN 9264101268
CD-ROM (Windows)
For profit: €325 \$325 £218 ¥41 500 MXN3 750
Not for profit: €225 \$225 £150 ¥28 750 MXN2 600

ÉNERGIE

Déclassement et démantèlement des installations nucléaires : État des lieux, démarches, défis ☐
ISBN 9264284885
60p

Une synthèse de la situation du déclassement et du démantèlement des installations nucléaires ainsi que des questions connexes dans les pays membres de l'AEN.

Vers un nouveau système de protection radiologique : Rapport d'un Groupe d'experts ☐
ISBN 9264284893
56p
Publication gratuite sur www.nea.fr

Indemnisation des dommages en cas d'accident nucléaire ☐
ISBN 9264099190
420p
€90 \$90 £58 ¥11 050 MXN920

ENVIRONNEMENT

Les approches volontaires dans les politiques environnementales ☐
ISBN 9264101799
90p
€21 \$21 £13 ¥2 580 MXN220
L'utilisation des approches volontaires dans les politiques de l'environnement (par exemple, les accords négociés entre l'État et l'industrie) se répand et suscite un intérêt grandissant dans les pays de l'OCDE. Cet ouvrage présente une analyse systématique des différents types d'approches volontaires, de leurs caractéristiques économiques, ainsi que de leur rôle et de leur efficacité.

Examens environnementaux de l'OCDE Pays-Bas ☐
ISBN 9264101012
200p, 29 tableaux, 24 graphiques
€37 \$37 £24 ¥4 550 MXN380

Pologne ☐
ISBN 9264100970
190p, 27 tableaux, 21 graphiques
€37 \$37 £24 ¥4 550 MXN380

GÉNÉRAL

Les risques émergents au XXI^e siècle : Vers un programme d'action ☐
ISBN 9264101217
230p, 30 tableaux
€24 \$24 £15 ¥2 800 MXN220
Voir section « ocde.org ».

Rapport annuel de l'OCDE 2003 ☐
ISBN 9264099158
97p, publication gratuite

GOUVERNANCE

Éliminer la paperasserie : La simplification administrative dans les pays de l'OCDE ☐
ISBN 9264100695
294p, 10 tableaux

€58 \$58 £37 ¥7 100 MXN600
« L'excès de paperasserie » est l'un des griefs les plus souvent formulés par les entreprises et les citoyens dans les pays de l'OCDE. Ce rapport examine l'ensemble d'instruments et de pratiques fréquemment utilisés par les pouvoirs publics pour rendre les réglementations administratives plus simples et moins difficiles à respecter.

L'administration électronique : un impératif ☐
ISBN 9264101187
155p, 34 graphiques
€35 \$35 £22 ¥4 300 MXN360

Examens territoriaux de l'OCDE Moravska Trebova-Jevicko, République tchèque ☐
ISBN 9264275991
220p, 45 tableaux

Examens de l'OCDE de la réforme de la réglementation Finlande : Un nouveau consensus pour le changement ☐
ISBN 926410268X
140p, 12 tableaux
€40 \$35 £24 ¥4 600 MXN315

INDUSTRIE, SCIENCE ET INNOVATION

Les TIC et la croissance économique : Panorama des industries, des entreprises et des pays de l'OCDE ☐
ISBN 9264101306
109p, 30 graphiques
€21 \$21 £14 ¥2 700 MXN240
Cette étude examine les incidences des TIC sur la performance des entreprises et les stratégies susceptibles d'en tirer le meilleur profit. Revenant sur les effets déjà constatés sur l'économie, elle analyse les raisons pour lesquelles certains pays ont investi plus que d'autres dans ces technologies, et cherche à expliquer pourquoi seulement une partie d'entre eux ont pleinement pris la mesure de ce que les TIC peuvent leur apporter. Elle fait valoir que les TIC demeureront une technologie importante au cours des années à venir, car les réseaux irriguent désormais toute l'économie.

Des débouchés commerciaux pour la science : La gestion de la propriété intellectuelle par les organismes publics de recherche ☐
ISBN 9264100237
330p, 20 tableaux, 20 graphiques
€60 \$60 £38 ¥7 350 MXN620
Voir revue.

Perspectives des communications de l'OCDE : Édition 2003 ☐
ISBN 9264299858
305p, 102 tableaux, 66 graphiques
€60 \$60 £38,40 ¥7 360 MXN620

Base de données des télécommunications 2003 ☐
ISBN 9264101489
CD-ROM (Windows / 1-10 users)
€225 \$225 £151 ¥28 750 MXN2 600

L'industrie sidérurgique en 2001 : Édition 2003 ☐
ISBN 9264100083
50p, 30 tableaux
€31 \$31 £20 ¥3 800 MXN320

STATISTIQUES

Statistiques sur le développement international ☐
ISBN 9264100652
€79 \$79 £51 ¥9 700 MXN815
Seulement disponible sur CD-ROM.

Statistiques de l'OCDE sur les échanges internationaux de services : 1992-2001 ☐
ISBN 9264100857
404p
€95 \$95 £61 ¥11 650 MXN980

Statistiques d'investissement direct étranger : Comment les pays mesurent l'IDE ☐
ISBN 9264100555
185p, 77 tableaux
€40 \$40 £26 ¥4 900 MXN410

Statistiques du commerce international par produit ☐
OECD Code 342002053P1
552p, 532 tableaux
Uniquement par abonnement.

Statistiques de la dette extérieure : 2000-2001 ☐
ISBN 9264099352
29p
€31 \$31 £20 ¥3 600 MXN285
Disponible aussi sur CD-ROM.

TRANSPORTS

Vandalisme, terrorisme et sûreté dans les transports publics urbains de voyageurs ☐
ISBN 9264102647
€35 \$35 £22 ¥4 200 MXN350

Dernières synthèses

Publications gratuites en ligne sur www.oecd.org, sous « Documentation ».

☐ Études économiques de l'Espagne, de l'Islande, de la République tchèque.

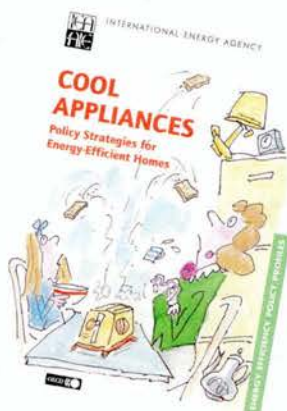
Une énergie intelligente

Cool Appliances: Policy Strategies for Energy-Efficient Homes

Pensez-y à deux fois avant de mettre en route la climatisation cet été. Dans les villes au climat chaud et humide, c'est pour beaucoup de gens la plus grande invention de tous les temps. Mais en termes de consommation d'énergie, l'air un peu plus frais coûte cher.

La publication intitulée *Cool Appliances* de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) préconise l'adoption de technologies conçues pour améliorer de plus d'un tiers en 10 ans le rendement énergétique des appareils électroménagers. La dépendance de la société contemporaine à l'égard de ces équipements ne semble guère diminuer ; or, 30 % du total de l'électricité produite dans les pays de l'OCDE sont consommés dans le secteur résidentiel, qui de ce fait est responsable de 12 % des émissions totales de dioxyde de carbone. L'entrée des pays en développement dans une nouvelle étape de progrès économique et social, alors que la consommation des pays développés est déjà considérable, fera croître encore plus la demande mondiale d'énergie.

Cool Appliances analyse les possibilités d'économies d'énergie et de réduction des émissions de carbone à la faveur du perfectionnement technologique des appareils courants. Même les technologies de l'information



et des réseaux, de plus en plus utilisées dans notre société, sont une bonne cible pour d'éventuelles économies d'énergie. La plupart des ordinateurs consomment toujours de l'électricité, même en mode veille. L'utilisation des appareils électroménagers moins gourmands en énergie permettrait de réduire de 642 térawattheures (TWh) la consommation d'électricité et de 322 millions de tonnes les émissions de dioxyde de carbone à l'horizon 2010. À elle seule, cette démarche aurait un effet équivalent à celui du retrait de la circulation de 100 millions de voitures dans les pays de l'OCDE. Elle permettrait aussi de réaliser jusqu'à 30 % des économies d'énergie visées par le Protocole de Kyoto.

L'AIE reconnaît que ces économies auraient un prix pour la collectivité, mais les dépenses à engager pour améliorer l'efficacité énergétique seraient plus que compensées par la baisse du coût de fonctionnement pendant toute la durée de vie d'un appareil ménager. ■

L'Afrique au ralenti

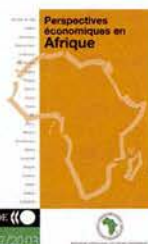
Perspectives économiques de l'Afrique

La deuxième édition annuelle des *Perspectives économiques de l'Afrique* ne prévoit qu'une faible croissance de 3,3 % pour l'Afrique dans son ensemble en 2003 ; on est bien en dessous du taux de 7 % que le NEPAD (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique) juge nécessaire pour que les pays africains puissent commencer à rattraper leur retard par rapport au reste du monde.

Le marasme économique est largement imputable à la baisse générale des prix intervenue au cours des deux dernières années pour des produits de base comme le café, le thé, le coton, le pétrole et l'or. La dégradation des recettes d'exportations qui s'en est suivie a découragé encore davantage l'investissement étranger orienté vers les échanges. C'est ainsi que le cours mondial du coton, qui est un produit d'exportation majeur pour des pays comme le Soudan et l'Égypte, est

aujourd'hui inférieur de plus de moitié au cours de 1995, et que les marchés du thé et du café sont également déprimés. Les *Perspectives* attirent l'attention sur le fait que les conflits en cours et l'absence de bonne gouvernance viennent s'ajouter aux incidences de la sécheresse et de la maladie pour faire obstacle à la croissance.

Les *Perspectives* soulignent aussi l'importance que revêtent les privatisations pour la réforme économique et la réorientation vers le marché. Sur les 53 pays d'Afrique, 9 seulement n'ont procédé à aucune privatisation, mais le processus engagé dans les autres pays est inégal. Heureusement, l'aide au développement accordée par les pays de l'OCDE devrait augmenter. Mais l'aide sera de plus en plus sélective (voir l'article de Peter Walkenhorst sur l'allègement de la dette). ■

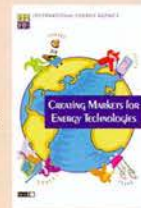


Marché conclu

Creating Markets for Energy Technologies

Les technologies énergétiques vont peut-être révolutionner la société. Il y a toutefois un problème : où est le marché ? Un ouvrage conçu à l'intention des décideurs, intitulé *Creating Markets for Energy Technologies*, montre comment le succès commercial d'une technologie radicalement nouvelle est parfois une simple question de marketing. Par exemple, lorsque

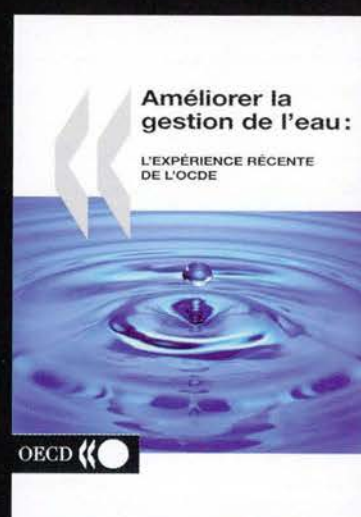
le Danemark a adopté l'étiquetage obligatoire de la consommation d'énergie des bâtiments, il a fait en sorte que les consommateurs en comprennent bien les avantages. En moins de quatre ans, 160 000 bâtiments avaient fait l'objet d'audits énergétiques et reçu des labels correspondants, ce qui a permis d'économiser un montant estimé à 20 millions d'euros par an. ■



La Terre survit. Et la vie sur Terre ?

Pour commander les publications de l'OCDE
sur l'environnement, visitez www.oecd.org/bookshop

Publications récentes sur l'environnement



Pour être le premier à être informé des nouvelles parutions sur l'environnement,
inscrivez-vous sur OCDEdirect, notre service gratuit de messagerie électronique
qui répondra à vos attentes. Visitez www.oecd.org/OECDdirect

Le juste prix de la santé

A Disease-based Comparison of Health Systems: What is best and at what cost?

Il est particulièrement difficile de mesurer la valeur des soins de santé. Les données traditionnelles permettent par exemple de connaître le nombre de lits d'hôpitaux ou de médecins pour 100 000 habitants, mais que doit-on conclure si certains utilisateurs des services de santé vont mieux et d'autres non ? Ou si les coûts pour un même résultat soient beaucoup plus élevés dans certains pays que dans d'autres ?

L'utilisation de techniques de diagnostic onéreuses et de traitements coûteux ne va pas nécessairement de pair avec une meilleure santé, indique un nouvel ouvrage de l'OCDE, *A Disease-based Comparison of Health Systems: What is best and at what cost?* (Comparaison des systèmes de santé fondée sur les maladies : les meilleures solutions et leurs coûts), qui compare les différentes approches adoptées dans 17 pays en matière de soins de santé. Rédigé par des experts de renom des pays de l'OCDE, cet ouvrage évalue les traitements utilisés face à trois types de maladies : les cardiopathies ischémiques, les accidents vasculaires cérébraux et les cancers du sein. Il compare les coûts de ces traitements au

*A Disease-based
Comparison of
Health Systems
WHAT IS BEST AND AT WHAT COST?*



taux de mortalité des patients. Cette analyse fait partie des premières études sur les dépenses de santé réalisées de cette façon et portant sur plusieurs pays à la fois.

Le rapport considère que les systèmes de santé nationaux sont dans un certain sens des expériences économiques. En effet, chaque pays utilise des mécanismes financiers et des dispositifs de prestation de soins différents pour atteindre le but commun d'améliorer la santé des citoyens. L'ouvrage indique également que les modalités de comparaison entre les systèmes de santé nationaux doivent être modifiées : au lieu d'envisager uniquement les dépenses encourues par chaque pays, il faut suivre le patient après la phase de diagnostic pour déterminer si les dépenses consacrées au traitement sont justifiées.

Après l'analyse de données provenant de sources diverses, le projet, d'une durée de trois ans, a permis de constater que les systèmes de santé fondés sur des régimes d'assurances ont souvent recours à des technologies coûteuses. En revanche, les systèmes publics intégrés, déterminés à exercer un contrôle plus strict sur les dépenses, utilisent ces technologies de manière plus restreinte. ■

Abonnez-vous à l'OBSERVATEUR

☐ **Oui**, je désire m'abonner à l'Observateur pour 6 exemplaires avec le supplément « l'OCDE en chiffres » d'une valeur de €15.

☐ € 50
☐ US\$ 50
☐ JPY 5 900
☐ GBP 31

(L'abonnement débutera avec le prochain numéro. La version anglaise est envoyée automatiquement aux abonnés sauf indication contraire.)

☐ Version anglaise (0100001P) ISSN 0029-7054
☐ Version française (0100002P) ISSN 0304-3398

Commandez vos publications en ligne : www.oecd.org/bookshop, ou demandez les Nouvelles publications dans cette section qui vous intéressent à l'une des adresses ci-dessous.

Où effectuer la livraison?

Nom Pays
 Organisation Profession Téléphone
 Adresse Fax
 Code postal Ville E-mail

Règlement

☐ Chèque/Mandat postal ci-joint (à l'ordre de l'OCDE)
☐ Veuillez débiter ma carte de crédit VISA/Master Card/American Express

TOTAL À PAYER:

N° de carte Date d'expiration

Signature
 Date

Où envoyer votre commande

Pour l'Autriche,
 Allemagne et Suisse :
 OECD BONN Centre
 August-Bebel-Allee 6
 D-53175 BONN, GERMANY
 Tel: (49-228) 959 1215
 Fax: (49-228) 959 1218
 E-mail: bonn.contact@oecd.org
 Internet: www.oecd.org/bonn

Pour l'Asie :
 OECD TOKYO Centre
 3rd Floor, Nippon Press Ctr. Bldg
 2-2-1 Uchisaiwaicho, Chiyoda-ku
 TOKYO 100-0011, JAPAN
 Tel: (81-3) 5532 0021
 Fax: (81-3) 5532 0035
 E-mail: center@oecdtkyoo.org
 Internet: www.oecdtkyoo.org

Pour l'Amérique Latine :
 OECD MEXICO Centre
 Av. Presidente Mazaryk 526
 Colonia: Polanco C. P.11560
 MEXICO D.F., MEXICO
 Tel: (525) 528 01 209
 Fax: (525) 528 00 480
 E-mail: mexico.contact@oecd.org
 Internet: rtm.net.mx/oecd/

Pour les États-Unis :
 OECD WASHINGTON Center
 2001 L Street N.W.,
 Suite 650, WASHINGTON D.C.,
 20036-4922
 Toll free: (1-800) 456 6323
 Tel: (1-202) 785 6323
 Fax: (1-202) 785 0350
 E-mail: washington.contact@oecd.org
 Internet: www.oecdwash.org

Pour le reste du monde :
 OECD PARIS Centre
 2, rue André-Pascal
 75775 PARIS cedex 16 FRANCE
 Tel: 33 (0) 1 45 24 81 81
 Fax: 33 (0) 1 45 24 19 50
 E-mail: sales@oecd.org
 Internet: www.oecd.org
 Commandes en ligne (paiement
 sécurisé par carte de crédit)
www.oecd.org/bookshop/

Mensonges et statistiques

Donner du sens aux chiffres

Enrico Giovannini, Chef statisticien de l'OCDE

Comparabilité, fiabilité et exactitude : telles sont les qualités attribuées aux bases de données statistiques si renommées de l'OCDE. Tant mieux car la qualité des décisions des pouvoirs publics comme des entreprises dépend de celle des chiffres qui les sous-tendent. Mais doit-on croire tout ce qu'on lit ?

Quelle aurait été votre réaction si vous étiez tombé sur l'assertion suivante dans un journal de 1995 : « Depuis 1950, le nombre d'enfants américains tués par arme à feu a doublé chaque année » ? Vous auriez probablement été choqué, mais auriez-vous perdu beaucoup de temps à vous interroger sur la fiabilité de cette étonnante « statistique » ? Quoi qu'il en soit, si vous y aviez cru, ce qui est souvent le cas lorsqu'on lit ce genre de gros titres, vous auriez eu bien tort. En effet, à supposer qu'en 1950 un seul enfant aux États-Unis ait été abattu par balle, en multipliant ce chiffre par deux et en continuant à doubler le résultat 44 fois de plus, vous obtiendriez un total de 35 000 milliards d'enfants victimes des armes à feu en 1995, ce qui, fort heureusement, est tout à fait impossible.

Cet exemple souvent cité est repris par Joel Best dans son très intéressant ouvrage intitulé *Damned Lies and Statistics* (voir références), titre inspiré d'une remarque que certains attribuent à Disraeli et d'autres à Mark Twain. Il est d'autant plus pertinent qu'il est le résultat d'une erreur de syntaxe. En fait, la phrase parue dans la source initiale était « Le nombre d'enfants américains tués chaque année par arme à feu a doublé depuis 1950 », et c'est la déformation dans la citation qui fait tout le « mensonge statistique ». Cet exemple nous fournit plusieurs autres enseignements, à commencer par celui qu'une donnée (autrement dit un chiffre) qui n'est pas assortie de métadonnées appropriées (c'est-à-dire d'informations concernant la signification de la

donnée) n'apporte aucun renseignement utile. Qui plus est, lorsque des métadonnées explicatives sont fournies, l'attention qu'y prêtent les médias et les autres utilisateurs est souvent bien moindre que celle qu'ils portent à la donnée elle-même. Cela signifie qu'il faut un cerveau « exercé » pour apprécier la fiabilité d'une valeur statistique. Malheureusement, cela se traduit par une propension générale à laisser aux médias et autres experts le soin de choisir « l'information statistique correcte », le public-utilisateur se réservant le droit de juger de la crédibilité de la source, à supposer qu'il en ait les moyens.

En d'autres termes, l'homme de la rue a une capacité assez limitée à évaluer l'exactitude d'une statistique. Cela dit, on ne peut pas non plus attendre de chaque citoyen qu'il devienne

nous faisons généralement confiance aux sources publiques. Dans certains cas, nous pensons être capables de mesurer certains phénomènes économiques ou sociaux bien mieux que ne le font les statisticiens.

Prenons le cas de l'inflation. Jour après jour, nous jouons notre rôle de consommateur. Ce faisant, nous sommes confrontés à toute une série de prix, que nous comparons, entre magasins et au fil du temps. Cette activité quotidienne nous met-elle pour autant en mesure d'évaluer correctement l'évolution de l'inflation ? La plupart d'entre nous répondraient « mais certainement ! ». Cela sous-entend que, lorsque les chiffres officiels (fondés normalement sur des milliers de relevés de prix concernant un vaste panier de biens et services) sont publiés par les offices statistiques nationaux, nous consommateurs, sommes à même de dire s'ils sont corrects, excessifs ou sous-évalués. Les médias grand public ne manqueront pas d'exploiter ce sentiment pour railler, dans au moins un de leurs gros titres, le caractère mensonger des statistiques.

De leur côté, les statisticiens prétendront bien évidemment que les consommateurs ont été dupés. Est-ce vrai ? La réponse à cette

Les consommateurs ont souvent du mal à apprécier l'impact sur les prix des modifications de qualité des produits et services, surtout lorsque ceux-ci ont un fort contenu technologique comme les téléphones cellulaires, dont le prix a fortement chuté depuis le début des années 1990.

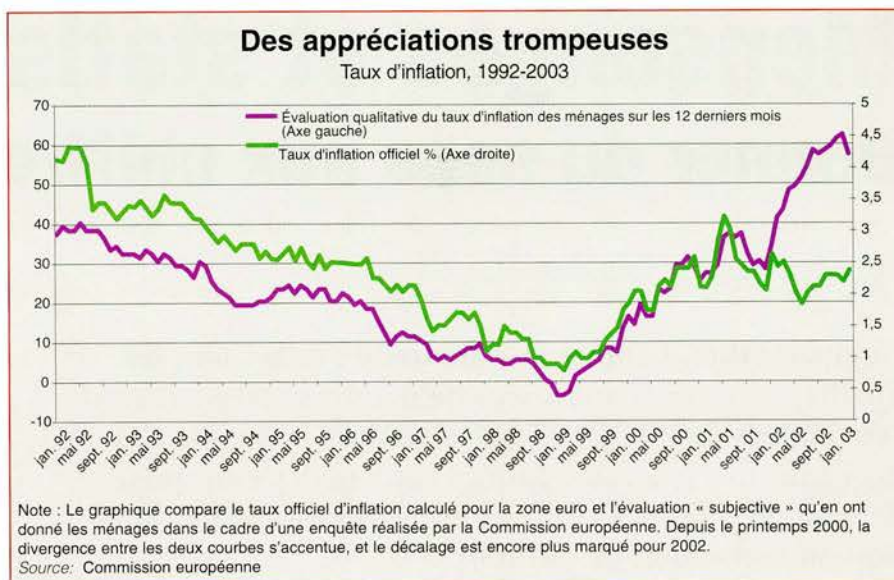
un statisticien confirmé, capable d'interpréter correctement la masse croissante de données dont l'inondent les médias ou qu'il peut trouver sur Internet. Par conséquent, nous devons compter sur quelqu'un d'autre pour rassembler et « lire » pour nous des informations statistiques, tâche pour laquelle

question est souvent une affaire de point de vue. Que s'est-il passé en 2002, par exemple, lorsque 12 pays ont adopté l'euro ? Plusieurs associations de consommateurs se sont interrogées sur le « véritable » taux d'inflation, faisant valoir que l'introduction de la nouvelle monnaie avait eu pour effet de faire grimper

les prix. Or, l'euro est entré en vigueur en janvier 2002, date à laquelle l'augmentation « officielle » des prix à la consommation par rapport au même mois de 2001 était déjà de l'ordre de 2.5 %. Au cours du printemps, les journaux et autres médias ont commencé à affirmer que les prix de certains produits (alimentaires principalement) avaient subi de fortes hausses, sous l'effet de « l'arrondissement » ou de comportements spéculatifs de la part des détaillants. Dans certains pays, des enquêtes « privées » – pour bon nombre d'entre elles motivées davantage par le souci de marquer des points sur l'échiquier politique que par celui d'expliquer la vérité sous-jacente – ont été lancées en toute hâte (se limitant parfois aux seuls produits alimentaires), et elles ont montré que le « véritable » taux d'inflation était bien supérieur aux chiffres officiels (calculé par Eurostat), à savoir 1.8 % en juin et 2.1 % en septembre. Curieusement, les médias ont très rarement – et certainement moins souvent que pour les chiffres officiels – passé au crible les méthodes utilisées par ces organismes privés.

La principale raison de ces divergences est que les consommateurs achètent tous les jours ou toutes les semaines des produits tels que de la nourriture ou des vêtements, mais n'achètent que très rarement, voire jamais, d'autres produits tels qu'une télévision, un ordinateur ou une voiture. Par conséquent, en cas de disparité importante entre les évolutions des prix des différentes catégories de produits, il peut leur devenir très difficile d'évaluer la tendance générale. En outre, si les biens et services achetés par les ménages varient en fonction de leur niveau de revenu, et si la répartition des fluctuations de prix est hétérogène (fortes hausses sur les produits « de base » s'accompagnant de baisses sur la hi-fi et les ordinateurs), le taux d'inflation tel que le perçoivent les diverses catégories de ménages ne sera pas du tout le même. Sans compter que les consommateurs ont souvent du mal à apprécier l'impact sur les prix des modifications de qualité des produits et des services, surtout lorsque ceux-ci ont un fort contenu technologique comme les téléphones cellulaires, dont le prix a fortement chuté depuis le début des années 1990. À la différence des consommateurs, les offices statistiques ajustent les mouvements de prix à ces modifications de qualité.

Peut-être est-ce justement à cause de ces ajustements techniques que les statisticiens sont accusés de « manipuler » les chiffres de



l'inflation à des fins politiques. En toute franchise, un tel truquage est improbable compte tenu du nombre de personnes intervenant dans l'élaboration des statistiques sur les prix à la consommation au niveau de chaque pays. Sans compter que quasiment tous les offices statistiques européens ont une longue tradition de forte indépendance à l'égard du pouvoir politique.

La concurrence des autres sources d'information (souvent privées) soulève un autre problème pour les producteurs des statistiques officielles. Elle rend beaucoup plus complexe la détermination des sources fiables. Cela vaut en particulier pour les statistiques sociales et les mesures générales du niveau global de bien-être. Les décideurs et le grand public sont souvent friands d'indicateurs comparatifs leur montrant si la situation s'améliore ou se détériore ou si elle est meilleure que dans d'autres pays. De ce fait, les journaux regorgent d'articles fournissant des indicateurs du niveau de vie, de la compétitivité, du développement, etc., associant plusieurs séries temporelles pour résumer la situation en un chiffre sur la base duquel pourra être établi un classement, par ordre croissant ou décroissant de performance. Or, les indicateurs sociaux sont trop complexes pour se prêter à ce genre de traitement réducteur. La publication de ce type d'indicateurs devrait s'accompagner, de mises en garde claires, ce qui trop souvent n'est pas le cas.

Ce genre de classement d'indicateurs est très subjectif car il ne reflète que l'opinion du

producteur de l'indicateur en question quant à l'importance relative des divers aspects pris en considération. Cela dit, les statisticiens se doivent de répondre aux besoins des utilisateurs en trouvant des moyens pratiques et transparents de mesurer les facteurs qui contribuent au bien-être de nos sociétés et en recourant à toute une panoplie d'outils, y compris des indicateurs fiables et logiques.

Bref, s'il arrive que les statistiques et le bon sens donnent des images différentes de la réalité, le rôle exact des producteurs de statistiques officielles est de démêler la vérité en expliquant précisément le pourquoi. La diffusion des résultats de leurs calculs est aussi une part importante de leur mission. Ce n'est que si elles fournissent une passerelle entre la complexité du monde réel et des méthodes statistiques, d'une part, et le besoin qu'ont les utilisateurs de disposer de chiffres précis et compréhensibles, d'autre part, que les statistiques officielles seront considérées par l'opinion publique comme la source la plus fiable d'information.

En revanche, si les statisticiens ignorent ces impératifs, l'homme de la rue continuera à fonder ses jugements sur des chiffres ou des indicateurs non fiables. Cela ne fera que le convaincre d'avantage que toutes les statistiques, d'où qu'elles viennent, sont plus trompeuses que le pire des mensonges. ■

Références

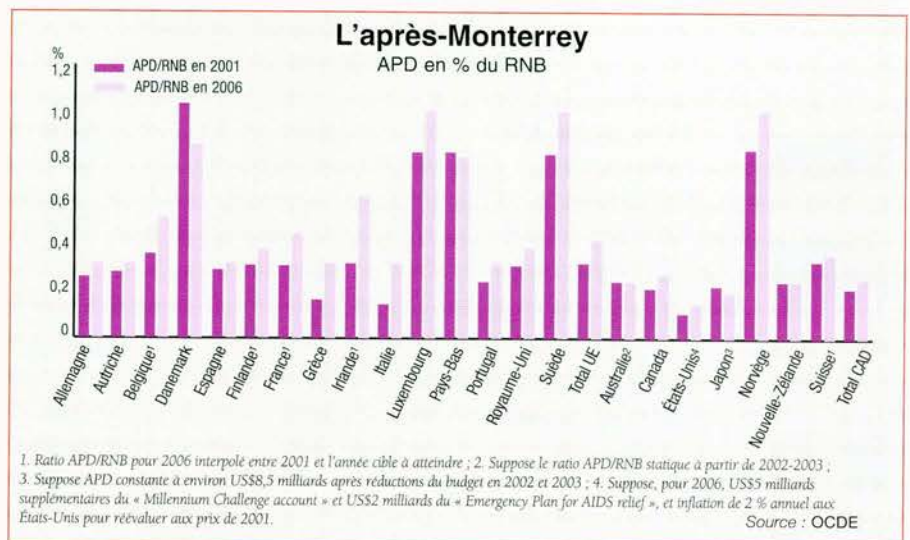
- Best, J. (2001), *Damned Lies and Statistics. Untangling Numbers from the Media, Politicians and Activists*, University of California Press.
- Voir aussi www.oecd.org/statistics

L'aide en hausse

Les perspectives d'évolution de l'aide au développement se sont améliorées depuis la Conférence internationale sur le financement du développement tenue à Monterrey en mars 2002. Plusieurs pays membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE (CAD), dont émanent quelque 95 % de l'aide bilatérale dispensée à l'échelle mondiale, se sont engagés à accroître leurs apports d'aide dans un effort déterminé pour assurer la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement et faire reculer de moitié la pauvreté à l'échelle mondiale. D'après les calculs de l'OCDE, si ces promesses et projets se concrétisent, l'aide publique au développement (APD) consentie par les membres du CAD augmenterait de 31 %, soit de US\$16 milliards, en termes réels d'ici 2006. Elle représenterait ainsi 0,26 % de leur revenu national brut (RNB) global en 2006, contre 0,22 % en 2001, ce qui reste néanmoins inférieur à l'objectif de 0,7 % préconisé par les Nations unies. À la réunion du Conseil de l'UE qui avait eu lieu à Barcelone avant la Conférence de Monterrey,

les membres de l'UE avaient décidé de porter leur aide bilatérale à au moins 0,33 % de leur RNB pour 2006, étant entendu que ceux qui excédaient déjà l'objectif de 0,7 % devraient maintenir leur performance. Certains États membres de l'UE ont ultérieurement pris des engagements supérieurs à ceux souscrits à Barcelone. Si toutes ces promesses sont tenues, l'UE consacrerait en moyenne à l'APD 0,41 % de son RNB en 2006, contre les 0,39 % résultant des décisions de Barcelone. De leur

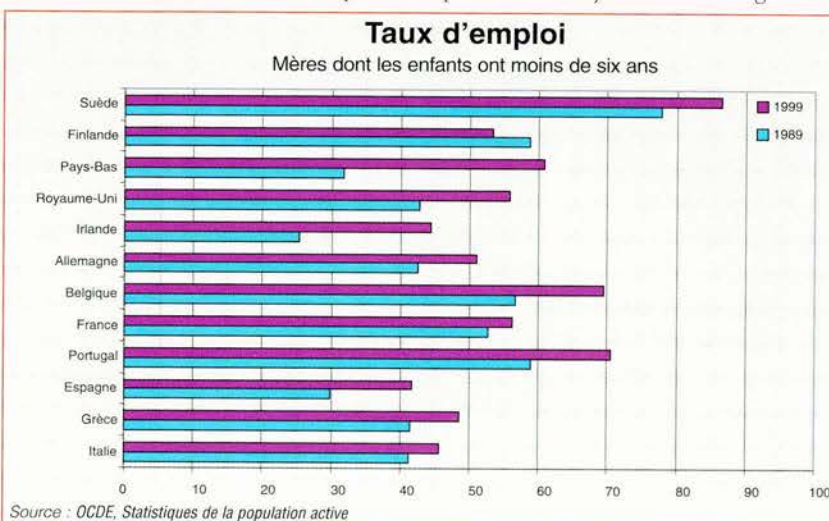
côté, les États-Unis ont annoncé la création d'un Millennium Challenge Account, destiné à financer des projets dans des pays qui appliquent des méthodes justes de gouvernement, qui investissent dans leurs populations et qui encouragent la liberté économique. Ce dernier est censé bénéficier d'un budget annuel de US\$5 milliards en 2006. Le Japon, en revanche, a annoncé une contraction de l'enveloppe allouée à l'APD. ■


































Les femmes et l'emploi en Italie

Dans presque tous les pays industrialisés, les dernières décennies ont été marquées par une forte hausse de la proportion de femmes sur le marché du travail, accompagnée d'une baisse des taux de natalité. Pourtant, ce n'est pas le cas en Italie, où l'augmentation du nombre de femmes sur le marché du travail, en particulier pour les mères ayant de

jeunes enfants, s'est révélée être modeste, et où le taux de fécondité a dangereusement chuté. Cette situation s'explique peut-être par les rigidités institutionnelles du marché du travail, ainsi que par les caractéristiques des structures publiques d'accueil des jeunes enfants. Ces rigidités tendent à accroître les coûts que représentent les enfants et à décourager les femmes ayant des enfants à charge de travailler. En outre, les réglementations du travail et les politiques salariales mises en œuvre dans les années 1970 et 1980 ont renforcé la sécurité de l'emploi des travailleurs à plein temps tout en réduisant les possibilités d'emplois temporaire ou à temps partiel, souvent recherchés par les femmes. Aux particularités du marché italien du travail s'ajoutent celles du système public de garderies qui ne parvient guère à fournir de services véritablement utiles aux familles. Le nombre d'enfants de moins de trois ans acceptés et les tranches horaires proposées sont très limités, de sorte qu'il est souvent impossible aux femmes qui travaillent à temps plein de recourir à ces structures. ■



			Variation (%) par rapport à :				Niveau :	
			période précédente	année précédente			valeur courante	même période année précédente
Allemagne 	Produit intérieur brut	T4 02	0,0	0,7	Balance courante	T4 02	15,71	5,19
	Indicateur avancé	fév. 03	-0,1	4,3	Taux de chômage	fév. 03	8,70	8,00
	Prix à la consommation	fév. 03	0,5	1,3	Taux d'intérêt		*	*
Australie 	Produit intérieur brut	T4 02	0,4	3,0	Balance courante	T4 02	-6,46	-3,02
	Indicateur avancé	fév. 03	0,1	2,3	Taux de chômage	fév. 03	6,00	6,60
	Prix à la consommation	T4 02	0,7	3,0	Taux d'intérêt	mars 03	4,76	4,46
Autriche 	Produit intérieur brut	T4 02	0,1	1,2	Balance courante	T3 02	-1,07	-0,73
	Indicateur avancé	fév. 03	0,2	4,9	Taux de chômage	fév. 03	4,20	4,10
	Prix à la consommation	fév. 03	0,1	1,7	Taux d'intérêt		*	*
Belgique 	Produit intérieur brut	T4 02	0,2	1,6	Balance courante	T4 02	2,43	2,40
	Indicateur avancé	fév. 03	-0,9	-2,7	Taux de chômage	fév. 03	7,70	7,10
	Prix à la consommation	mars 03	0,3	1,8	Taux d'intérêt		*	*
Canada 	Produit intérieur brut	T4 02	0,4	3,9	Balance courante	T4 02	2,11	2,80
	Indicateur avancé	fév. 03	-0,4	2,0	Taux de chômage	fév. 03	7,40	7,80
	Prix à la consommation	fév. 03	0,7	4,6	Taux d'intérêt	mars 03	3,20	2,22
Corée 	Produit intérieur brut	T4 02	2,0	7,0	Balance courante	fév. 03	0,02	0,35
	Indicateur avancé		..	..	Taux de chômage	déc. 02	2,80	3,30
	Prix à la consommation	mars 03	1,2	4,5	Taux d'intérêt	fév. 03	4,50	4,50
Danemark 	Produit intérieur brut	T4 02	0,0	1,1	Balance courante	T4 02	1,37	0,91
	Indicateur avancé	fév. 03	-0,2	4,1	Taux de chômage	fév. 03	5,00	4,30
	Prix à la consommation	fév. 03	0,9	2,9	Taux d'intérêt	fév. 03	2,79	3,54
Espagne 	Produit intérieur brut	T4 02	0,3	2,1	Balance courante	déc. 02	-2,66	-1,20
	Indicateur avancé	fév. 03	1,7	7,6	Taux de chômage	fév. 03	11,90	11,10
	Prix à la consommation	fév. 03	0,2	3,8	Taux d'intérêt		*	*
États-Unis 	Produit intérieur brut	T4 02	0,3	2,9	Balance courante	T4 02	-136,85	-95,09
	Indicateur avancé	fév. 03	-1,2	-0,3	Taux de chômage	fév. 03	5,80	5,60
	Prix à la consommation	fév. 03	0,8	3,0	Taux d'intérêt	fév. 03	1,27	1,82
Finlande 	Produit intérieur brut	T4 02	0,7	2,8	Balance courante	jan. 03	0,95	0,71
	Indicateur avancé	fév. 03	-1,1	-1,7	Taux de chômage	fév. 03	8,80	9,20
	Prix à la consommation	fév. 03	0,7	1,9	Taux d'intérêt		*	*
France 	Produit intérieur brut	T4 02	0,2	1,7	Balance courante	jan. 03	0,58	1,25
	Indicateur avancé	fév. 03	-0,9	0,5	Taux de chômage	fév. 03	9,10	8,60
	Prix à la consommation	fév. 03	0,7	2,6	Taux d'intérêt		*	*
Grèce 	Produit intérieur brut	2001	..	4,1	Balance courante	déc. 02	-1,59	-0,87
	Indicateur avancé	fév. 03	-1,2	-1,8	Taux de chômage	déc. 02	9,60	10,60
	Prix à la consommation	fév. 03	0,2	4,4	Taux d'intérêt		*	*
Hongrie 	Produit intérieur brut	T3 02	-1,0	9,6	Balance courante	déc. 02	-0,35	-0,05
	Indicateur avancé		..	..	Taux de chômage	jan. 03	5,80	5,60
	Prix à la consommation	fév. 03	0,8	4,5	Taux d'intérêt	jan. 03	7,59	9,26
Irlande 	Produit intérieur brut	T3 02	1,3	13,5	Balance courante	T4 02	0,11	0,40
	Indicateur avancé	fév. 03	0,5	8,5	Taux de chômage	fév. 03	4,50	4,30
	Prix à la consommation	fév. 03	1,0	5,1	Taux d'intérêt		*	*
Islande 	Produit intérieur brut	T4 02	2,0	-2,8	Balance courante	T4 02	-0,02	0,06
	Indicateur avancé		..	..	Taux de chômage	fév. 03	3,30	2,10
	Prix à la consommation	mars 03	1,0	2,2	Taux d'intérêt	fév. 03	5,80	9,60
Italie 	Produit intérieur brut	T4 02	0,4	1,0	Balance courante	oct. 02	-1,70	1,23
	Indicateur avancé	fév. 03	1,0	-1,6	Taux de chômage	jan. 03	9,00	9,00
	Prix à la consommation	mars 03	0,3	2,7	Taux d'intérêt		*	*

			Variation (%) par rapport à :				Niveau :	
			période précédente	année précédente			valeur courante	même période année précédente
 Japon	Produit intérieur brut	T4 02	0,5	2,8	Balance courante	jan. 03	8,38	9,19
	Indicateur avancé	fév. 03	0,0	1,4	Taux de chômage	fév. 03	5,20	5,30
	Prix à la consommation	fév. 03	-0,3	-0,2	Taux d'intérêt	mars 03	0,05	0,17
 Luxembourg	Produit intérieur brut	2001	..	1,0	Balance courante	T4 02	0,31	0,67
	Indicateur avancé	fév. 03	-0,8	0,3	Taux de chômage	fév. 03	2,80	2,20
	Prix à la consommation	fév. 03	1,4	2,5	Taux d'intérêt		*	*
 Mexique	Produit intérieur brut	T4 02	0,2	2,0	Balance courante	T4 02	-3,53	-5,22
	Indicateur avancé	fév. 03	0,9	4,8	Taux de chômage	fév. 03	2,60	2,50
	Prix à la consommation	fév. 03	0,3	5,5	Taux d'intérêt	mars 03	9,12	7,31
 Norvège	Produit intérieur brut	T4 02	0,2	-0,1	Balance courante	T4 02	6,93	5,69
	Indicateur avancé	fév. 03	0,2	-2,4	Taux de chômage	jan. 03	4,10	3,60
	Prix à la consommation	fév. 03	0,1	4,8	Taux d'intérêt	fév. 03	5,69	6,57
 Nouvelle-Zélande	Produit intérieur brut	T4 02	0,5	4,2	Balance courante	T4 02	-0,71	-0,52
	Indicateur avancé		..	..	Taux de chômage	T4 02	4,90	5,40
	Prix à la consommation	T4 02	0,6	2,7	Taux d'intérêt	mars 03	5,81	5,31
 Pays-Bas	Produit intérieur brut	T4 02	0,1	0,5	Balance courante	T4 02	5,73	1,56
	Indicateur avancé	fév. 03	-0,8	0,6	Taux de chômage	jan. 03	3,40	2,30
	Prix à la consommation	fév. 03	0,6	2,7	Taux d'intérêt		*	*
 Pologne	Produit intérieur brut	T2 02	6,6	3,5	Balance courante	déc. 02	-0,28	-0,40
	Indicateur avancé		..	..	Taux de chômage	fév. 03	20,20	19,80
	Prix à la consommation	fév. 03	0,1	0,3	Taux d'intérêt	déc. 02	6,11	11,06
 Portugal	Produit intérieur brut	T4 02	-0,8	-1,3	Balance courante	T4 02	-2,07	-2,18
	Indicateur avancé	fév. 03	0,2	-3,4	Taux de chômage	fév. 03	6,70	4,30
	Prix à la consommation	fév. 03	0,0	4,1	Taux d'intérêt		*	*
 République slovaque	Produit intérieur brut	T4 02	0,3	9,9	Balance courante	T4 02	-0,50	-0,45
	Indicateur avancé		..	..	Taux de chômage	fév. 03	17,40	19,20
	Prix à la consommation	fév. 03	0,6	7,6	Taux d'intérêt	fév. 03	7,50	8,90
 République tchèque	Produit intérieur brut	T4 02	3,4	2,8	Balance courante	T4 02	-0,78	-0,48
	Indicateur avancé		..	..	Taux de chômage	fév. 03	7,10	7,50
	Prix à la consommation	fév. 03	0,2	-0,3	Taux d'intérêt	mars 03	2,39	4,30
 Royaume-Uni	Produit intérieur brut	T4 02	0,4	2,2	Balance courante	T4 02	-4,82	-6,20
	Indicateur avancé	fév. 03	-1,0	-0,9	Taux de chômage	déc. 02	4,90	5,10
	Prix à la consommation	fév. 03	0,5	3,2	Taux d'intérêt	jan. 03	3,91	3,98
 Suède	Produit intérieur brut	T4 02	0,3	1,7	Balance courante	déc. 02	0,00	0,85
	Indicateur avancé	déc. 02	1,4	7,0	Taux de chômage	fév. 03	5,10	4,90
	Prix à la consommation	fév. 03	0,9	3,3	Taux d'intérêt	mars 03	3,41	4,09
 Suisse	Produit intérieur brut	T4 02	0,3	1,0	Balance courante	T4 02	8,35	6,93
	Indicateur avancé	fév. 03	0,0	3,7	Taux de chômage	fév. 03	3,60	2,30
	Prix à la consommation	mars 03	0,4	1,3	Taux d'intérêt	fév. 03	0,48	1,68
 Turquie	Produit intérieur brut	T4 02	-7,1	44,3	Balance courante	T4 02	-0,96	0,81
	Indicateur avancé	fév. 03	-1,6	-1,4	Taux de chômage	T4 02	11,40	10,60
	Prix à la consommation	fév. 03	2,3	27,0	Taux d'intérêt	fév. 03	44,00	58,30
 Zone euro	Produit intérieur brut	T4 02	0,2	1,3	Balance courante	jan. 03	0,43	5,91
	Indicateur avancé	fév. 03	0,1	2,2	Taux de chômage	fév. 03	8,70	8,10
	Prix à la consommation	fév. 03	0,4	2,4	Taux d'intérêt	mars 03	2,53	3,39

Definitions et notes : *Produit intérieur brut* : Séries en volume ; corrigées des variations saisonnières sauf pour l'Irlande, l'Islande, la Hongrie, la République tchèque, la Pologne, la République slovaque et la Turquie. Données pour la Zone euro fournies par Eurostat. *Indicateur avancé* : Indice composite, basé sur différents indicateurs de l'activité économique (opinions qualitatives sur la production ou l'emploi, permis de construire, séries financières ou monétaires, etc.), qui signale les mouvements cycliques de la production industrielle de six à neuf mois en avance. *Indice des prix à la consommation* : Mesure les variations dans le temps des prix de vente au détail d'un panier constant de biens et services. *Balance courante* : US\$ milliards ; corrigées des variations saisonnières sauf pour la Grèce et l'Irlande. *Taux de chômage* : % de la population active civile – taux de chômage standardisés ; définitions nationales pour l'Islande, la Corée, le Mexique, la Suisse et la Turquie ; corrigées des variations saisonnières sauf pour la Turquie. *Taux d'intérêt* : Taux à trois mois, sauf pour la Turquie (taux interbancaire au jour le jour). Le taux de la Zone euro s'applique aux 12 pays de la Zone euro. * Voir Zone euro. .. pas disponible.

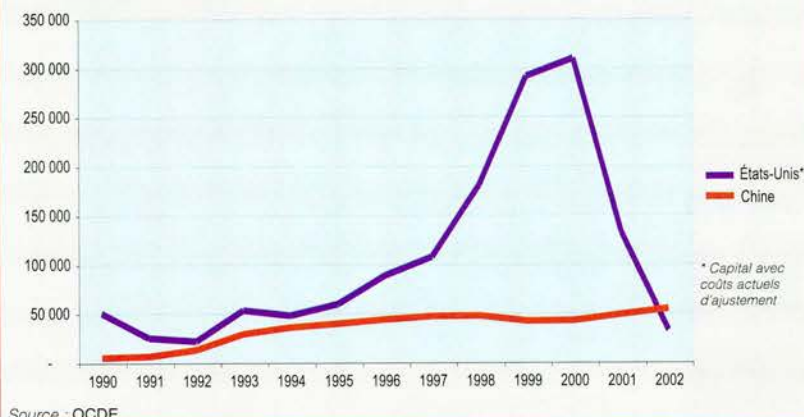
Source : Principaux indicateurs économiques, avril 2003.

IDE : percée de la Chine

Pour la première fois en 2002, la Chine est devenue la première destination de l'investissement direct étranger (IDE) dans le monde. Si cette performance est impressionnante pour un pays qui n'a autorisé l'investissement étranger que depuis peu, elle se produit alors que les flux d'IDE vers les autres pays sont en déclin. Rapporté au nombre d'habitants, l'IDE de la Chine se retrouve nettement moins bien classé, selon un rapport de l'OCDE à paraître. Depuis 1996, la Chine a attiré plus d'IDE que les autres pays en développement, mais reste en deçà de plusieurs pays membres de l'OCDE. D'après les statistiques de l'OCDE, en 2000, la Chine, avec ses US\$38,4 milliards d'IDE, a fait moins bien que les États-Unis, l'Allemagne et la France, entre autres. L'année 2002 a toutefois été marquée par une chute brutale de l'IDE à destination de la plupart des pays de l'OCDE, particulièrement aux États-Unis, alors que l'IDE en Chine atteignait le niveau record de US\$52,7 milliards. Presque la moitié de l'IDE cumulé en Chine provient officiellement de Hong Kong, Chine. Ce flux inclut un montant non comptabilisé d'IDE en provenance de la diaspora chinoise mondiale, du Taipei chinois et de Chine même (par la pratique des « aller-retours », qui consiste à faire transiter des investissements intérieurs chinois par Hong Kong, Chine afin de profiter des avantages fiscaux). En termes d'investissements en provenance des pays de l'OCDE, la Chine a

IDE en Chine et aux États-Unis

US\$ millions



récemment reculé de quelques places. Après avoir occupé le deuxième rang en 1995, elle s'est retrouvée quatrième en 2000. De plus, si l'on tient compte du poids démographique considérable de ce pays, les flux d'IDE par habitant restent beaucoup plus faibles en Chine que dans les pays membres de l'OCDE, à l'exception de la Turquie. La composition des flux d'IDE en Chine présente aussi des différences : depuis les années 1990, dans les pays de l'OCDE, les fusions et acquisitions représentent l'essentiel de l'IDE, alors qu'en Chine, leur part est négligeable.

Pour en savoir plus, cliquer sur Chine sous Programmes régionaux et par pays sur www.oecd.org/ccnm. ■

L'avenir sourit aux télécoms

Si pour certains le silence est d'or, pour d'autres la parole est source d'une activité très profitable. Malgré l'éclatement de la bulle technologique en 2001, l'avenir de l'industrie des télécommunications s'annonce radieux selon l'édition 2003 des *Perspectives des communications* de l'OCDE. Entre 1980 et 2001, ce

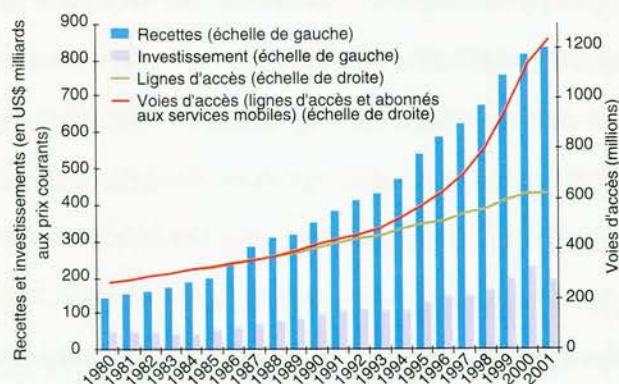
secteur a doublé son niveau d'investissement. De ce fait, les recettes ont fortement progressé pour atteindre US\$878 milliards pour les opérateurs provenant de la zone OCDE en 2001. Cette expansion tenait essentiellement à deux grandes sources de croissance : les communications sans fil et Internet. Les recettes des services offerts par les téléphones portables ont atteint US\$264,8 milliards en 2001, soit 10 fois plus que 10 ans auparavant. Les recettes de la téléphonie mobile cellulaire représentent désormais un tiers des recettes totales du secteur. Bien que l'incidence d'Internet soit difficile à apprécier, celui-ci a entraîné une progression de la demande de services d'accès aux réseaux fixes et de transmission sans fil de données, qui dans les deux cas revêtent une importance croissante pour les recettes.

Mais la médaille a eu son revers. Plusieurs opérateurs dont le chiffre d'affaires dépassait US\$1 milliard ont disparu de façon spectaculaire du marché, notamment Global Crossing et Worldcom. Depuis 2002, les grands acteurs du secteur s'efforcent de stabiliser leur situation financière et ils ont de façon générale engagé la restructuration nécessaire pour soutenir la concurrence dans un nouvel environnement caractérisé par des services accrus au consommateur. Les structures de tarification sur le marché du sans fil vont sans doute également être refondues.

Le principal défi pour les gouvernements des pays de l'OCDE est de faire en sorte que les marchés des télécommunications restent ouverts, pour que la concurrence dans le secteur permette de nouvelles innovations. Assurer la libéralisation des marchés de l'accès local et leur ouverture à la concurrence seraient notamment un grand pas en avant. ■

Communications en hausse

1980-2001



Invest in Africa's farmers for long term economic growth



If farming is the basis for rural livelihoods, should it not be the starting point for building a prosperous rural economy and the only sound base for building food security for the poor?

Start from where people are and build on what they have.

"My children have joined school. I have also started other business from the income I earn from my goats"

Mrs Kiros Demewoz, project beneficiary, Tigray, Ethiopia



Innovative solutions for Africa's rural problems.

9-10 Southampton Place, Bloomsbury, London WC1A 2EA
Telephone: +44(0) 20 7430 0440 Fax: +44(0) 20 7430 0460
email: farmafrica@farmafrica.org.uk website: www.farmafrica.org.uk
FARM-Africa is registered in the UK as a charity no. 326901 and as a 501(c)3 in the USA



WINNER OF THE 2000
NEWS INTERNATIONAL
NOT-FOR-PROFIT AWARD

Un constructeur automobile
vend une voiture. Puis la fabrique.
Vous voyez ?



C'est cela, le business à la demande. Quand un client passe une commande et que les équipementiers, fabricants et distributeurs réagissent à l'unisson, instantanément. Quand les véhicules ne passent que quelques heures chez le concessionnaire, au lieu d'y rester des semaines. Quand les entreprises, au lieu de s'appuyer mécaniquement sur des prévisions, sont capables d'anticiper des changements chez leurs clients ou leurs concurrents – et de s'y adapter. On demand business. Get there with **@business on demand***

ibm.com/e-business/fr

IBM

*Pour devenir une entreprise à la demande, découvrez e-business on demand avec IBM. IBM, (e) logo et e-business on demand (logo) sont des marques d'International Business Machines Corp. aux États-Unis, dans d'autres pays, ou les deux. Les autres noms utilisés pour désigner des sociétés, des produits ou des services sont des marques ayant leurs titulaires respectifs. © 2003 IBM Corp. Tous droits réservés.